

POUVOIR FAMILIAL ET PUISSANCE PATERNELLE

Geneviève JOUTARD

Je ne présente pas une communication, au sens classique du terme, mais un film-vidéo. Mon exposé liminaire ne peut donc être que court, d'autant plus que le film est assez long et qu'il "parle" par lui-même. Je voudrais simplement rappeler le contexte, indiquer les conditions de réalisation et souligner l'intérêt de l'entreprise pour l'histoire orale elle-même.

Depuis plusieurs années, j'utilise l'enquête orale, comme moyen pédagogique pour sensibiliser à l'histoire, des élèves qui à priori ne manifestent pas une grande passion pour la discipline; je veux montrer aussi leur relation à cette réalité, en leur faisant comprendre que nous sommes "tous acteurs d'histoire". C'est aussi l'occasion de les initier aux moyens modernes de communication et de les faire réfléchir sur la notion de témoignage (1)

Sur un sujet précis et pour lequel j'ai donné une information préalable, par des cours, comme la vie traditionnelle en Provence entre les deux guerres, la Seconde Guerre mondiale ou l'immigration, des élèves par groupe de deux ou trois vont interroger parents, grands parents ou familiers. Ils retrouvent ainsi spontanément l'une des formes les plus anciennes de transmission du passé, la tradition familiale. Il m'a toujours paru important de ne pas en rester là, mais d'élaborer "un produit fini", synthèse du travail de l'année qui peut être un montage d'extraits d'enregistrement sur un magnétophone à bandes avec commentaires et choix de musiques, une exposition, un diaporama, et surtout un film-vidéo. Ce dernier moyen, quand on peut l'utiliser est un outil de réflexion privilégié. La préparation du tournage suppose, en effet, un gros travail de choix des témoins qui demande aux élèves un esprit critique certain: ils s'aperçoivent qu'il ne suffit pas d'avoir vécu des moments intenses

pour communiquer son expérience à des étrangers. L'art du conteur est nécessaire pour décrire sa propre vie. Le tournage lui-même aide les élèves à mieux comprendre les contraintes d'un film: ils voient, par exemple, que le choix des séquences ne dépend pas seulement de la qualité des paroles, mais aussi de la qualité du son et de l'image. Il est utile que ces contraintes bien connues des professionnels, le soient aussi des élèves, non pas pour qu'ils deviennent des cinéastes, mais pour qu'ils puissent seulement faire un minimum de travail critique sur l'image.

Au dernier congrès international d'histoire orale d'Aix-en-Provence, j'avais présenté Vivre et survivre, des femmes dans la Seconde Guerre mondiale, cette année, je propose De l'orient à l'occident, un jour elles ont eu vingt ans. Ce film a été réalisé à partir d'une enquête proposée par les élèves eux-mêmes (en 1982-1983) sur la signification de l'âge de vingt ans: a-t-il toujours la même portée mythique? Ce thème permettait à la fois de voir l'évolution des mœurs et des coutumes selon les divers milieux sociaux, mais aussi l'influence ou l'absence d'influence des événements historiques sur les destinées individuelles. Dans la mesure où certaines femmes ont eu vingt ans, en 1914 ou en 1940, il était possible d'avoir un témoignage sur ces années sombres.

Comme d'habitude, la préparation de l'enquête a commencé par une série de cours sur l'histoire des mœurs et des mentalités depuis 1900 avec étude de documents; puis un sondage parmi les classes a permis aux élèves de se situer eux-mêmes par rapport à cette notion. L'enquête orale s'est déroulée dans un deuxième temps, selon la technique de l'interview semi-directif: nous avions élaboré ensemble un guide d'entretien autour de quelques grands axes, l'importance du symbole des vingt ans, la place du mariage, les rapports entre les parents et les enfants, le travail, les loisirs, la

vie politique. J'ai mis en garde les élèves contre le danger de s'enfermer dans un questionnaire trop précis. Une trentaine de témoignages ont ainsi été recueillis allant d'une femme qui a eu vingt ans le 14 juillet 1914 à des parents d'élève qui eurent cet âge pendant la guerre d'Indochine ou d'Algérie, et de conditions sociales très variées.

Dernière étape, le film. Afin d'éviter une trop grande dispersion, il fallait se limiter : on retint uniquement les femmes qui avaient gardé un souvenir plus riche et plus sensible de leurs vingt ans; le mythe, d'ailleurs, les concerne plutôt. A l'intérieur de ce premier choix, nous en fîmes un autre, celui d'opposer à travers six entretiens, les époques, les milieux sociaux, et les espaces géographiques; d'un côté, le temps de la paix, de l'autre, le temps de la guerre; d'une part, des femmes d'origine très populaire au travail dès l'âge de 12 ans, de l'autre, une jeune fille d'une grande famille de notables marseillais. Quant aux lieux, nous nous sommes promenés des Vosges à l'Algérie, et même au delà jusqu'en Egypte. Nous eûmes, en effet, la chance d'avoir pendant le tournage la présence à Marseille pour un colloque d'une Égyptienne, qui avait eu vingt ans en 1955 et qui s'était mariée avec un officier libre, ayant fait avec Nasser la révolution de 1952. Nous ne pouvions pas laisser passer l'occasion d'une belle comparaison. Elle vint en classe répondre aux questions des élèves pendant trois heures qui furent intégralement enregistrées en vidéo. On en tira quelques minutes qui figurent en tête du film et fait contrepoint avec les autres témoignages. Ces derniers sont ensuite organisés en trois temps. Pour deux femmes, l'événement historique n'a pas d'influence sur leur vingt ans, mais leur destin est cependant très différent, l'une d'origine espagnole, - éligible en Algérie, qui avait alors à peine lire et écrire, travaillait comme employée de maison en 1938; l'autre, vingt ans en

1956, dans une petite ville près de Marseille, sans être riche, a eu une vie plus facile. On écoute ensuite, une vosgienne, qui travaillait déjà depuis huit ans quand elle eut vingt ans en 1914. Et nous terminons par deux récits de vingt ans en 1940, l'un d'une jeune fille d'une grande famille marseillaise, infirmière lors de la campagne de France de mai 1940 (2), l'autre, beaucoup plus modeste, alors militante communiste dans la même ville, qui s'engage dès l'automne 1940 dans la résistance.

Le film apporte des informations auxquelles on pouvait s'attendre, par exemple sur la relativité du mythe des vingt ans qui n'est pas lié à une époque, mais dépend de la condition sociale ou des circonstances historiques. Avoir 20 ans en 1940 ou lorsque l'on travaillait depuis 12 ans, n'a aucune signification particulière. Mais ce qui est le plus fascinant, c'est de voir apparaître à travers les différents entretiens des thèmes que rien ne laissait prévoir à priori, et qui n'avaient pas été suscités par des questions. Parmi ceux-ci, au premier rang, les phénomènes de pouvoir: on songe évidemment au pouvoir du patron tel que l'ont ressenti Madame Tachet ou Madame Fuentes; "c'était des seigneurs", dit la première, "les patrons, c'était les patrons et nous, c'était nous, on sentait qu'il y avait une différence, ils avaient une culture que nous n'avions pas" précise la seconde. Mais le pouvoir familial et la puissance paternelle sont beaucoup plus présents; ils subsistent jusqu'à une date très récente, indépendamment des lieux et des conditions sociales. Les élèves ont entendu avec stupéfaction Aimée Tachet, pourtant ouvrière depuis longtemps et qui apportait son salaire à la maison, se souvenir, soixante-dix ans après: "Je n'avais pas le droit de danser plus de trois danses avec le même garçon (...). Papa me disait: "tu n'as qu'à me regarder quand tu danses et tu vois à ma mine si le garçon me plaît ou ne me plaît pas." En 1940, dans un milieu très

différent, Edmond Charles Roux, à propos d'une décision à prendre, explique: "On ne décidait pas soi-même, on décidait pour vous à cette époque-là". En 1956, même, dans une famille corse, il est vrai, qui prolonge le modèle ancien, Charlotte Borghèse se voit interdire par son père d'aller à la plage avec son fiancé: "se mettre en maillot à côté d'un garçon, cela donne des idées, vous savez bien le temps plus tard." Ce dernier exemple montre que l'autorité paternelle ne dépend pas uniquement de l'époque, mais est aussi en relation avec le milieu culturel. Cette conception de l'honneur des filles n'était plus la norme générale en 1956 en France, et il y avait déjà de nombreux couples de "fiancés" sur les plages méditerranéennes.

Autre point fort, lié au premier, le pouvoir de fascination du père (ou même du grand-père) qui occupe dans la plupart des discours une place beaucoup plus importante que celui du fiancé ou du mari, chez des femmes (Orient et Occident confondus), qui ont toutes une forte personnalité. Prenons seulement attention à la manière dont Aimé Tachet parle de son "papa" à 89 ans! Je n'insiste pas, laissant le soin aux spectateurs de mesurer l'ampleur de cette fascination.

Qu'une entreprise, au départ de type pédagogique, destinée avant tout à faire réfléchir sur les continuités et les ruptures de l'histoire contemporaines, aboutisse à mettre en valeur de façon aussi éclatante la notion de pouvoir dans le domaine familial, pouvoir finalement plutôt accepté, mérite d'être souligné. C'est évidemment une preuve de l'importance du phénomène, mais plus encore de la capacité de l'enquête orale à faire surgir "l'imprévu", même quand elle est maniée par des novices. Il est vrai que nous sommes dans un cas exceptionnel où l'absence de pratiques est compensée par la reproduction plus ou moins consciente d'un modèle bien ancien, celui de la transmission orale de génération à génération.

Notes

1-Pour un premier bilan de l'ensemble de l'expérience, je me permets de renvoyer à l'article que j'ai publié dans Historiens et géographes, N°285, 1981, pp.1035-1038, sous le titre l'enquête orale en classe. Une traduction italienne de cet article a paru dans Fonti orali-studie e ricerche, N°3.

2-Il s'agit de Madame Edmond Charles-Roux, membre de l'Académie Goncourt, et dont la famille a joué un grand rôle dans le développement du commerce marseillais en Méditerranée au XIX et XX^e siècles. Les élèves avaient été passionnés par la lecture de son ouvrage, Le Temps Chanel, consacré à l'entre-deux-guerres et désiraient beaucoup l'interroger, car elle avait eu 20 ans en 1940. Elle s'est prêtée volontiers à l'entretien.

LA RADIO-TROTTOIR DANS L'EXERCICE DU POUVOIR
POLITIQUE AU ZAIRE

Sabakinu KIVILU

Le Zaïre est devenu un phénomène majeur auquel les sciences sociales consacrent de nombreuses analyses. On cherche entre autres à comprendre l'ampleur des contradictions érigées en système qui aide à expliquer la raison d'être de l'Etat dans son fonctionnement actuel. Ces études mettent aussi en évidence la formation d'une grande bourgeoisie nationale devenue une source de légitimité du pouvoir politique. Cette classe sociale se veut dynamique non seulement dans son processus de contrôle des moyens de production et du pouvoir politique, mais encore dans la mise en place des mécanismes de manipulations, donc de contrôle des masses populaires en vue de parvenir à une accumulation rapide. L'Etat totalitaire a par ailleurs élaboré des appareils institutionnels pour assurer la mobilisation des populations selon les intérêts de la classe dominante. Aujourd'hui, les articulations de la grande bourgeoisie à l'égard du pouvoir politique nous semblent connues, d'une manière générale.

Dans ces macro-analyses, on évacue rapidement les masses populaires des jeux politiques auxquels elles sont pourtant impliquées et à partir desquelles elles élaborent leurs connaissances collectives, combinant à la fois leurs expériences diverses et riches du passé et les réalités concrètes de leur vie. Les réponses qu'elles donnent à des situations concrètes reflètent leur perception de la réalité politique, sociale et économique. Nous avons choisi dans cette note de présenter brièvement la radio-trottoir, ces nouvelles orales qui, selon B. Jęwsiewiki sont "la connaissance populaire politiquement la plus révélatrice (1)" de l'existence d'un prolétariat.

La radio-trottoir, qui n'est rien d'autre que la rumeur ou le bruit de couloir, est un néologisme largement utilisé dans le vocabulaire politique zaïrois. Elle apparaît comme une diffusion verbale de toute une information, vraie ou fausse, par des mécanismes et des canaux officiels, généralement anonymes et opérant dans les coulisses. Son émergence peut être historiquement déterminée.

A l'accession du Zaïre à son indépendance, il existait de nombreux organes de presse financés par divers groupes d'intérêts et défendant leurs idéologies. Ainsi étaient-ils devenus des expressions de l'opinion publique, un "chien de garde" vis-à-vis des institutions politiques et constituaient par conséquent de véritable forum par lequel on pouvait s'exprimer librement sur un projet de société. C'était une occasion de confrontation de différents groupes d'intérêts impliqués dans l'exercice du pouvoir politique et dans la gestion économique.

Il en résultait des critiques violentes à l'égard d'une quelconque option sociopolitique. A travers les jeux politiques auxquels les élus du peuple participaient, et que la presse rendait librement compte, la société se retrouvait. Ainsi, à l'opposé de l'instabilité politique, sociale et économique qui a régné dans les années 1960-1965, l'opinion publique était largement traduite par les organes de presse. La presse s'était érigée en un véritable "quatrième pouvoir".

Nous nous trouvons en effet à une époque où toutes les catégories sociales étaient unanimes en ce qui concerne la définition ou la redéfinition d'un ou des projets de société susceptibles de régir un nouvel ordre social et économique visant à assurer un mieux être à la population en quête d'autonomie très affirmée. Ces élites politiques se trouvaient ainsi confrontées à une forte conscience politique des paysans (2) pour qui l'indépendance signifiait la fin de l'exploitation.

Avec l'avènement de la seconde République, à partir de 1965, la presse est soumise à une orientation politique et idéologique en vue d'imposer une culture politique conforme à l'idéologie de la classe dominante:

"L'information contribue de beaucoup dans la formation de l'opinion publique. Une bonne ou mauvaise information, d'où qu'elle vienne, peut former ou déformer l'opinion publique d'un peuple. Et l'exercice du pouvoir ne saurait, de nos jours, être conçu sans un traitement particulier de l'information(...). Notre souci, c'est de leur procurer une information répondant à nos préoccupations essentielles. Voilà pourquoi, au Zaïre, par exemple, l'information est une orientation. Elle est orientée par le choix des thèmes et elle veut affirmer les véritables problèmes et les aspirations du peuple zaïrois. C'est aussi la courroie de transmission entre le peuple et ses dirigeants, courroie par laquelle sont expliqués tous nos problèmes politiques, économiques, sociaux ainsi que notre idéologie ou toute autre option fondamentale de notre parti national. Vous remarquerez ainsi que, chez nous, même l'information est un moyen puissant d'éducation populaire pour éviter que nos peuples soient laissés à la merci de toutes de media et de venement, à la longue, même sans le vouloir, des formes de destruction de leur propre communauté"(3).

C'est ainsi que les organes de presse furent systématiquement restructurés, cessant d'être des instruments véhiculant des idéologies contraires à l'idéologie du pouvoir politique (4). La presse cessait de traduire l'opinion publique et la liberté d'expression, garantie par la constitution, est généralement supprimée à la suite d'une pratique administrative rigide et policière; il en résulte que le journaliste devient un agent de l'Etat. L'opinion publique constamment utilisée pour légitimer tous les actes politiques que prend le pouvoir, se trouve négligée par la presse. Celle-ci s'occupe notamment des manipulations des informations conformément aux intérêts de la classe dominante, oubliant ainsi ce que pense la masse populaire, ses problèmes quotidiens et ses aspirations majeures. On se trouve devant une "presse tribune" qui va plus vers le peuple qu'elle ne vient de lui.

C'est ce qui explique le développement des structures informelles à partir desquelles la population cherche à s'informer objectivement. D'où la naissance de la radio-trottoir.

Plusieurs facteurs sont générateurs de cette radio-trottoir. Généralement, les nouvelles orales abondent à l'occasion d'une crise politique, d'un remaniement ministériel, d'une réforme importante décidée par les principaux organes du parti unique (congrès, comité central, gouvernement). En pareille situation, les masses populaires s'interrogent sur les motivations profondes et sur les possibilités d'application des options prises. C'est le cas notamment de l'apartition de l'opposition politique au sein du parlement, de l'épuration des officiers "Juda" des forces armées Zaïroises, de la publication dans l'hebdomadaire Jeune Afrique du rapport Blumental (ancien directeur de la Banque du Zaïre) décrivant les mécanismes de détournement des deniers publics par la classe dominante, de fréquentes révélations de l'Amnistie Internationale, de la suspension du contrôle des membres du gouvernement et des responsables des organismes parastatistiques par le pouvoir législatif... Mais il arrive aussi que la radio-trottoir diffuse des informations concernant la vie privée des responsables politiques et économiques.

Cette radio-trottoir tire ses informations soit de la classe dominante à partir des indiscretions de certains dignitaires qui souvent se confient à leurs innombrables épouses et amis intimes appartenant à la masse populaire, soit des organes de presse étrangers. Ainsi, se propagent souvent dans l'opinion publique les avant-projets et projets de décisions qui s'élaborent dans les instances supérieures du pays. A un moment donné, on se pose la question de savoir s'il existe des secrets d'Etat. La crédibilité et la fiabilité de cette source d'information sont largement reconnues par toutes les couches

sociales. Son efficacité aussi. C'est pourquoi, devant le vide qui se crée et l'absence d'une unité politique entre la classe dominante et la population laborieuse, l'Etat s'en sert comme instrument de sondage d'opinions publiques, donc de dialogue. Et la fuite des informations à partir des services spécialisés de la sécurité sont une façon de contrôler les réactions populaires. Cette fuite est institutionnellement intégrée dans l'exercice du pouvoir politique.

Quelle est la signification socio-politique profonde de cette structure d'informations populaires?

Naturellement, ces données orales subissent des altérations à cause de la nature même des réseaux sociaux qui les véhiculent et de passions qu'elles suscitent. A force par exemple de l'interpréter, chacun à sa manière, on arrive parfois à vider l'information de son contenu réel au point qu'on diffuse ses propres opinions qui traduisent ses propres problèmes socio-économiques pour lesquels on attend ou on cherche des solutions appropriées. Souvent, lorsque la répétition et la saturation des nouvelles arrivent à créer des tensions sociales au sein de la population, le pouvoir politique est contraint à les dénoncer publiquement:

24 avril 1978: "S'il vous est donné tout naturellement, par vos rapports fréquents avec le peuple, d'apprendre beaucoup de choses et en sens divers, il vous incombe aussi, dans l'intérêt de ce même peuple, le devoir de vérifier la portée réelle de toutes les informations qui vous sont livrées pour qu'à votre tour vous puissiez mener à bon escient la campagne de la contre-propagande de fausses nouvelles. C'est en cela que consiste votre devoir d'éducation à l'égard de ce peuple qui vous a élu" (5).

21 juin 1978: "Certains esprits malins, faisant montre d'un sens élevé d'humour n'ont pas hésité à répandre à travers l'opinion que les unités parachutistes belges étaient envoyées à Kolwezi en vue de reconquérir d'abord et défendre ensuite l'aéroport de cette ville, alors que nos forces armées venaient de réaliser l'exploit quelques jours auparavant" (6).

6 février 1979: "...la situation que nous connaissons actuellement, surtout aux plans économique et social, est préoccupante... Que chacun d'entre nous s'en préoccupe, quoi de plus normal. Que beaucoup s'en plaignent même, c'est tout aussi naturel, c'est tout aussi humain. Mais, à partir de là, que certains laissent carrément tomber les bras, qu'ils poussent la démission jusqu'à faire croire que tout est définitivement et irrémédiablement perdu, qu'ils prennent pour de l'argent comptant les rumeurs les plus invraisemblables provenant des milieux que nous pouvons situer sans peine, que d'aucuns en arrivent même à estimer que le moment est venu de remettre en question les options fondamentales de notre Parti national, je pense qu'il serait imprudent, et en tout cas prématuré, de vouloir, sous la simple pression de la mauvaise conjoncture qui nous frappe, faire d'un coup de balai table rase de ce que, tous ensemble, nous avons réalisé..." (7).

18 janvier 1980: "Message à la nation suite aux faux bruits circulant sur la valeur libératoire des nouvelles coupures de 10 zaires avec effigie du Président de la République en cravate" (8).

21 février 1981: "Je sais aussi que dans certains milieux, on a voulu créer des confusions inutiles sur le rôle du Comité central, par exemple, en rapport avec celui du Conseil législatif. On a parlé d'un Conseil législatif "Chambre d'enregistrement"(9).

C'est l'hétérogénéité des intérêts sociaux qui fait qu'il y ait un décalage flagrant entre les objectifs globaux du système politique et les aspirations réelles des populations. Et la rapidité avec laquelle les informations se propagent sur l'ensemble du pays est un indicateur de l'existence, dans la masse populaire, d'une conscience politique affirmée que le pouvoir politique étouffe par toutes sortes de mécanismes pour qu'elle ne provoque pas une véritable révolution.

Ainsi, la radio-trottoir joue un rôle important dans la dynamique sociale. Elle exprime une réaction de la société contre le pouvoir et constitue par conséquent une source orale de l'histoire du Zaïre.

NOTES

1. B. Jęswicki. (édit.). *Etat indépendant du Congo, Congo Belge, République démocratique du Congo, République du Zaïre?*, Québec, 1984, p. 138.
2. B. Jęswicki analyse cette conscience politique des paysans africains à l'époque coloniale - cf (Political Consciousness among African Peasants in the Belgian Congo, in *Review of African Political Economy*, (1980), 19, p. 23-32.
3. Mobutu Sese Seko, *Pouvoir et démocratie en Afrique, Conférence donnée dans le cadre des "Grandes Conférences Catholiques, à Bruxelles, le 12 mars 1980*, in *Mobutu Sese Seko, Discours, allocutions, messages*, t.2. (1979-1981), Kinshasa, (s.d.) p. 179.
4. "Le Courrier d'Afrique" cessa de paraître le 24 juin 1970. Son patrimoine fut repris par "Tribune Africaine", devenue "Elombe" en 1972 et qui porte aujourd'hui le titre d'"Etoile". Quotidien du Sotr". En août 1972, la fusion des quotidiens "Le Progrès" et "Mysto" donna à l'actuel "Salongo. Quotidien du matin"; l'Echo du Katambo devient la "Vois du Ghaba" le 8 janvier 1972, puis "Ukweli" le 4 mars 1972 et enfin "Mwanga". L'"Essor du Katango s'appela "Taifa" en mars 1972. Mwanga et Taifa fusionnèrent le 16 juin 1976 pour devenir l'actuel quotidien du Globe "Mjumba".
5. Mobutu Sese Seko, *Discours, allocutions, messages*, t.1 (1976-1978) Kinshasa (s.d.), p. 195.
6. *Ibidem*, p. 213
7. *Ibidem*, t. 2 (1976-1981), p. 21
8. *Ibidem*, p. 119-122.
9. *Ibidem*, p. 254

Yvonne KNIBIEHLER,
Odile DUPONT

Le fait est bien connu : tout historien des femmes est confronté à la pauvreté des sources écrites, surtout s'il s'intéresse à un métier féminin considéré comme subalterne, le métier d'infirmière par exemple. Le recours aux témoignages est alors tout particulièrement nécessaire (1). Nous avons donc pris contact avec environ deux cents soignantes, issues de milieux divers (aristocratie, classes moyennes, milieux populaires des villes et des campagnes) de régions diverses, ayant travaillé dans des institutions diverses. Nous n'avons pu exploiter qu'environ soixante témoignages, donnés surtout par des hospitalières. Dans le cas des infirmières, le rapport entre l'histoire orale et "le pouvoir dans la société" appelle, nous semble-t-il, trois séries de remarques.

1) La peur de parler.

Parmi celles qui ont été sollicitées, le nombre de refus a été anormalement élevé. Parmi celles qui ont accepté de s'exprimer, certaines ont exigé un anonymat si absolu que leur texte a été finalement codé de fausses initiales. D'autres ont pratiqué une autocensure telle que leur témoignage s'est trouvé réduit à un curriculum vitae.

(1) Voir *Connexes et blouses blanches. Les infirmières dans la Société française 1880-1980*, sous la direction d'Y. KNIBIEHLER, Hachette, 1984.

Interrogées sur cette réserve, elles ont donné une explication intéressante : il ne leur appartient pas, disent-elles, de parler librement de leur propre carrière, parce que celle-ci fait partie d'un ensemble grandiose, l'institution médicale, dont elles se sentent entièrement solidaires, et qui doit apparaître inattaquable aux yeux de tous, la confiance qu'on lui accorde étant une condition de guérison, ou du moins de soulagement, pour les patients.

Il faut souligner aussi l'importance des origines sociales. Les témoignages les plus nombreux et les plus libres émanent de personnes issues de milieux privilégiés. Chez les plus modestes, on bute sur une méfiance très difficile à désarmer ; quelques-unes déclarent d'ailleurs qu'elles ne sauraient pas s'exprimer.

2) Pouvoirs subis.

Toutes celles qui ont parlé font état des lourdes contraintes qu'elles ont subies. Quelques-unes même ne semblent prendre la parole que pour dénoncer ces contraintes. Telle cette infirmière qui écarte nos questions : "Laissez-moi dire d'abord ce que j'ai sur le coeur !" Les plus lucides estiment avoir été dominées à la fois comme femmes et comme travailleuses.

Le Code Napoléon donne de la relation entre les époux une définition qui jusqu'aux 1960 sert de référence à toutes les relations entre les hommes et les femmes, même dans le travail. Ainsi, à l'hôpital, le médecin a besoin d'une auxiliaire pourvue des qualités d'une excellente maîtresse de maison. L'éthique pasteurienne - aseptie, antiseptie - élève en effet

la propriété et l'ordre au rang de vertus supérieures. En même temps, la femme seule, dit-on, possède le dévouement, l'abnégation, la patience, la douceur si nécessaires auprès de malades. Aussi, une circulaire d'Emile Combes (1902) impose-t-elle le personnel féminin - de préférence au personnel masculin - dans tous les hôpitaux. Mais il est bien clair que l'infirmière n'a pas de responsabilité propre et doit exécuter docilement les ordres du médecin, de même que dans le ménage, l'épouse-mère s'en remet à l'autorité du chef de famille. Un de nos témoins le dit : "La femme est servante dans son milieu de travail comme souvent dans son foyer" (2). Cette servitude, cet entretien à tout prix des personnes et des locaux, peut devenir, devient souvent, harassante : c'est la fatigue qui submerge la mémoire dans ce dur métier.

Longtemps, l'infirmière a travaillé dans l'ombre du médecin : le médecin est mis en valeur, le travail infirmier jamais mentionné. Pourquoi ces travailleuses n'ont-elles pas réagi ? Plusieurs explications peuvent être avancées. D'abord la diversité du recrutement : qu'y a-t-il de commun entre celle qui affirme : "Faire sa Croix Rouge était un brevet de bonne bourgeoisie. On allait au dispensaire pour occuper son temps en attendant le mariage" et celle qui trime comme "fille de salle" (depuis 1956 on dit "aide soignante") en essayant d'accéder à une promotion grâce à son travail ?

(2) Cette prise de pouvoir des médecins explique en partie la réaction. Les religieuses qui avaient régné sur les hôpitaux jusqu'à l'ère post-waarienne paraissaient trop peu malléables, soumises à la hiérarchie ecclésiastique plutôt qu'aux médecins.

La diversité des lieux et des modalités d'exercice explique aussi le manque d'esprit de corps. Par le décret du 27 juin 1922, des brevets de capacité professionnelle sont institués : Infirmière hospitalière, Infirmière d'Hygiène Sociale, Visiteuse de l'Enfance ou de la Tuberculose. C'était reconnaître la fonction sociale de l'infirmière. Or, l'association à la grande croisade contre les "fléaux sociaux" (3) : mortalité infantile, tuberculose, syphilis ; on lui accordait une place dans toutes les institutions de santé, curatives ou préventives ; on la faisait entrer dans les écoles, les entreprises, les prisons ; on encourageait sa pratique libérale. Cet éparpillement dans des activités aussi diverses masquait les intérêts communs, et favorisait plutôt les jalousies que la conscience collective.

Enfin, la représentation syndicale, jusqu'à ces dernières années, était pratiquement nulle dans cette profession. Il est toujours difficile de regrouper des femmes en tant que travailleuses et l'infirmière ne fait pas exception à la règle. En effet, les qualités morales exigées (oubli de soi, dévouement) sont-elles compatibles avec l'action syndicale ? "Au départ, dit un témoin, le métier est exercé par idéalisme. Le bénévolat et la conscience professionnelle masquent l'exploitation réelle". Donner des soins est-ce vraiment un métier, ou est-ce un acte d'amour ?

(3) La lutte contre les "fléaux sociaux" est à situer dans le prolongement de la guerre de 1914-1918. Quatre années d'hécatombe ont saigné à blanc la population française. Il s'agit donc de réduire la mortalité, de relever et possible la natalité.

Faute de savoir, de vouloir se défendre, nos témoins ont senti peser sur elles l'arbitraire. Pour l'administration hospitalière, chaque infirmière n'est qu'un pion sur un échiquier. "Un soir de premier de l'an, dit l'une, je trouvais un bon à ma carte de pointage, me priant de prendre la veille le lendemain (alors que c'était mon jour de repos) dans le service des contagieux. J'allais discuter, déclarant que je n'étais pas hostile à faire un temps de veille, mais dans le service où, expérimentée, j'aurais encore été bien utile. Le patron s'est dérangé, mais la décision prise pour quelque raison obscure n'a pas été modifiée". Que d'amertume chez cette autre : "Pendant nos deux années d'études, nous avions appris que notre profession était une profession de dévouement, que nous devions un respect absolu aux médecins et à l'administration. Nous étions prêtes à être dévouées, exploitées au maximum. Nous faisons des heures supplémentaires en pagaille. Il m'est arrivé (est-ce croyable actuellement ?) de travailler trois mois sans une seule journée de repos (même le dimanche). Il m'est arrivée souvent après avoir travaillé "de poste" de 14 à 22 heures, d'être rappelée à peine endormie pour une urgence. Les infirmières de notre génération ont été exploitées au nom du dévouement : salaires insuffisants, horaires déments, manque de considération. Il ne faut plus accepter cela". Une hospitalière résume l'impression générale : "Dans ce métier, j'ai éprouvé souvent une très grande fatigue. C'était devenu mon état habituel. Je ne me suis cependant guère arrêtée pour maladie : une vingtaine de jours en trente ans".

La charge de travail, la disponibilité exigée provoquent une coupure avec le monde extérieur. Les unes restent célibataires et s'abandonnent totalement à leur travail. D'autres cherchent à fuir soit vers le mariage (et alors elles cessent, le plus souvent, toute activité), soit vers une spécialisation (puériculture, enseignement, ou autre), soit en prenant des congés de convenance personnelle, depuis que c'est possible. "Les diplômées se précipitent vers l'intérim, travaillent comme des dingues jour et nuit pendant deux mois et prennent quatre mois de vacances". Une responsable constate : "les jeunes en ont marre de se crever". Il s'ensuit une pénurie de personnel quasi permanente dans les lieux de soin. Longtemps, les infirmières ont dû s'incliner également devant le pouvoir médical. L'impression d'être "tra-versées sans être vues" par le regard "du patron" est souvent exprimée : "Les médecins ne nous adressaient jamais la parole et ne répondaient pas si nous disions boujour. Certains méprisaient ouvertement les infirmières". Ce mépris se manifeste parfois d'une autre façon : "La salle d'opération de la maternité où j'ai travaillé de 1946 à 1952 était un véritable champ de bataille après chaque césarienne. Nous changions les poubelles de place constamment en espérant y voir tomber les compresses. La plupart étaient hélas envoyées par le chirurgien tous azimuts. Quant aux gants, après l'intervention, ils volaient en direction du lavabo. Les servantes diplômées étaient là pour ramasser et nettoyer". [D'après nos témoignages, une nouvelle période se dessine à la fin des années 1960. Le ton change.]

(Le manque de reconnaissance, le mépris, sont soudain

dénoncés : "Un interne m'a sifflé un soir dans le couloir de service. Je me suis retournée et j'ai aboyé. Il a avalé sa salive et m'a appelée par mon nom". Ou encore : "Respecter une personne, ce n'est pas tolérer tous ses caprices. Le patron faisait passer sa mauvaise humeur sur tout le monde. Une des employés lui a dit : "Nous sommes pareils, monsieur, vous avez des ennuis chez vous et moi aussi !"

Aujourd'hui, dans les grands centres hospitaliers, il n'existe plus de rapports personnels entre médecin et infirmières : la structure hiérarchique s'est alourdie tant du côté médical que du côté para-médical. Depuis 1943, l'hospitalière peut devenir surveillante après cinq ans d'ancienneté et l'obtention d'un diplôme de cadre. La surveillante cristallise sur elle tous les conflits : "Le rôle de la surveillante est parfois difficile à assumer. Nous sommes souvent au milieu des conflits entre l'administration et le personnel, entre le médecin et le personnel". Ensuite, elle peut devenir surveillante chef, poste créé par la circulaire du 31 juillet 1975, puis infirmière générale. Les cadres infirmiers sont souvent ressentis, par les infirmières de base, comme des complices de l'administration. Un témoin estime pourtant que "le rôle de la surveillante est celui d'une animatrice d'équipe. J'étais là pour transmettre l'expérience acquise et ne pas être le support de l'administration, une simple charnière".

3) Pouvoirs exercés.

La surveillante a donc déjà saisi une sorte de pouvoir et elle en convient. Mais il est incontestable que les infirmières

elles-mêmes ont, de tout temps, exercé elles aussi un pouvoir plus ou moins conscient sur les aides soignantes, ainsi que sur les malades et leurs familles.

Déjà, en 1926, dans l'Infirmier française, une directrice d'école, Mlle Fumey, indiquait que l'infirmière devait "organiser le travail de ses subordonnées". Se consacrant de plus en plus à des soins exigeant une compétence technique, l'infirmière doit être secondée. Le 23 janvier 1956 est créé un certificat "d'Aide soignante". Celles-ci sont alors recrutées parmi les "filles de salle". A partir du moment où un diplôme sanctionne un savoir, le titulaire trouve une place définie dans la hiérarchie. L'antagonisme est parfois sévère entre infirmière et aide-soignante. Ainsi s'exprime l'une d'entre elles : "Les aides-soignantes sont plus virulentes que les infirmières. Sur l'infirmière est restée l'aureole qu'il y avait avant... Etant donné que c'est une profession noble, il n'est pas question de se mélanger"... Il est intéressant de constater que l'aide-soignante ressort les mêmes griefs vis-à-vis de l'infirmière que celle-ci vis-à-vis des médecins. Pourquoi ? L'infirmière dont le rôle reste mal défini craint la concurrence de l'aide-soignante, qui, avec de l'expérience, semble pouvoir la remplacer (comme cela est très courant dans les cliniques privées). Cette crainte engendre un durcissement, un désir de renforcer les prérogatives.

Dans leurs témoignages les infirmières ne font état de leur propre autorité que quand elles l'exercent pour le bien commun. Ainsi cette infirmière militaire pendant la Seconde Guerre mondiale : "Je ne tolérerais pas un mégot par terre. Je

tenais les femmes de service sous une surveillance étroite : la plupart étaient très voleuses. Il fallait tout compter, le lait, le sucre, le pain, les draps. Par ces temps de restriction, elles étaient tentées par ces richesses (...). Mais moi j'étais indignée que l'on puisse piller la ration de mes hommes (...) On disait de moi : elle pète sec mais elle a un coeur d'or".

De même le pouvoir exercé sur le malade est avoué lorsque "c'est pour son bien". Un témoin triomphe parce qu'elle a réussi à faire marcher un paralysé, un ouvrier agricole de quarante ans : "Qu'il était paresseux ! En réalité, il n'avait pas envie de remarcher. Ça l'arrangeait quelque part d'être paralysé (...). Quand il a quitté le service sur ses pieds, je n'étais pas peu fière !"

Le reste du temps, les relations avec le malade sont volontiers présentées de façon idyllique, mais qu'en est-il dans la réalité ? A l'hôpital, le malade est en état d'infériorité flagrante puisqu'il est au bas de la hiérarchie hospitalière. L'infirmière doit soigner le malade quels que soient sa race, sa nationalité, sa croyance, sa couleur, son âge, son sexe, son appartenance politique et sociale. Or peut-on faire entièrement abstraction de ses sentiments, de ses convictions ? Seule, parmi tous nos témoins, une surveillante reconnaît cet état de fait : "Je choisis mes relations, depuis que je suis surveillante. Lorsque j'étais infirmière je devais être disponible à tous les malades. Maintenant, et c'est pour moi une liberté, je peux arguer de mon travail administratif si je n'ai pas d'affinité avec une personne".

Ce témoignage est rare. Si, dans la pratique, l'infirmière peut être désagréable avec un malade qu'elle n'apprécie pas, elle ne le reconnaîtra jamais. Cela fait partie du non-dit... Parler de l'écoute et de la disponibilité aux malades est gratifiant : "Avec le malade, il y a une compréhension qui se crée. Il nous voit, il nous connaît". Mais la relation n'est-elle basée que sur l'affectif ? Le pouvoir sur le malade n'existe-t-il pas ? L'infirmière garde le pouvoir d'imposer le soin prescrit. Elle est, en effet, l'exécutante du médecin et elle ne peut concevoir le refus de soin : "Calmer ou non le malade, dire ou non la vérité" n'est pas discuté avec le principal intéressé mais est imposé en toute bonne foi... bien que certaines pensent créer des rapports égalitaires en se référant souvent à la "sacro-sainte" autonomie du malade !...

Quant aux familles, elles ont longtemps été exclues des services sous prétexte ^{qu'elles en} ne gênaient le bon fonctionnement. Qui en avait suggéré l'idée ?

Bien entendu aucun de nos témoins ne se pose de questions philosophiques relatives par exemple à la différence entre pouvoir et autorité, ni aux fondements de l'un et de l'autre. C'est leur vécu qu'elles transmettent. Mais le temps de la réflexion semble approcher. En avril dernier, après l'annulation par le Conseil d'Etat, d'un décret relatif à l'exercice de la profession, 25 000 infirmières réagissent. Les vingt-quatre syndicats et associations s'unissent dans un but commun : les infirmières semblent désireuses de trouver enfin leur identité. Elles semblent comprendre que leur histoire orale ou écrite, les y aidera.

Towards Building a Democratic Community Culture:

Reflections on the New York Chinatown History Project

Abstract

John Kuo Wei Tchen

The New York Chinatown History Project was formed in 1980 with the express intent to use history as a means to help promote progressive social changes within the New York Chinese community. In the past decade, New York Chinatown has become the largest overseas Chinese population outside of Asia. It's population has expanded enormously and so have it's social problems. This paper/talk will reflect on how we have come to understand the relationship between community-based history and community activism.

Explored will be the process we have used to engage the community in developing our productions, and how this process has brought the Project inside Chinatown's "moral economy." Then, the political strategy, or more accurately "groping around," will be analyzed. This discussion will center on our efforts to create a physical, intellectual, and emotional cultural space to openly and critically look at the past in relation to the present. Finally, Gramsci's notion of "organic intellectuals" will be used to explain our targeting of a "middle" sector of community leaders and activists.

I hope this presentation will serve to stimulate discussion around the possibilities and limitations of community-based history and community organizing. We realize we have not invented the wheel, and would very much like to learn about other efforts.

This rather informal presentation/paper will present some reflections on the first four and a half years of the New York Chinatown History Project's efforts to build a historical organization that could promote progressive changes within the New York Chinese/Chinatown community and combat pervasive racism and nativism among non-Chinese New Yorkers. Although I would have a great deal to say about our actual historical research, oral and non-oral, and would very much like to discuss our range of public programs--for the purposes of this conference's focus on "Power in Society," I will restrict my remarks to the politics of community history as a part of community organizing. In other, more direct terms, what impact has the Chinatown History Project had on the Chinese American/Chinatown community?

I hope that this presentation will serve as a means to stimulate a great deal of discussion on the potentials and limitations of progressive historical work and local community activism. I would certainly appreciate learning about any of your experiences and insights into some of the issues I will be raising. In fact, the reason for my trek to this Conference is the desire to further extend our network of like-minded community history projects.

New York Chinatown--A Quick Background

In order to understand the work of the Chinatown History Project, a quick background history of Chinese in the United States is necessary. At the risk of gross oversimplification,

I'll resist the dreaded historians disease of dates and details and be briefer here. There are a scattering of references to Chinese sailors, traders, merchants, artisans, etc. in North America during the 1700s. Those on the eastern seaboard arrived as a consequence of the early U. S. -- China trade. On the west coast, Chinese based in trading posts were a part of a sophisticated Pacific Rim network of Chinese merchantile traffic. Chinese traders and sailors are reported to have populated a Spanish trading settlement known as Yerba Buena as early as 1838. Once gold was discovered at Sutter's Mill in 1848, an international gold rush was on. The United States quickly "acquired" these Spanish territories. In 1849, Yerba Buena was renamed San Francisco and a year later California became the 31st state admitted to the Union. As thousands of Chinese would-be-miners arrived in San Francisco, they quickly learned that the majority of so-called "Americans" identified themselves as white, Anglo-Saxon, Protestant with a "manifest destiny" to convert, civilize, and dominate all "others" in their expansionist paths. Chinese, along with "digger" Native American Indians, "greaser" Hispanics, and yes even the French Catholics, were seen as having no civil rights. Chinese were pushed out of primary mining sites and pushed towards marginal jobs, such as those occupations typically filled by women--washing, cleaning, cooking, etc. Chinese also labored in building the economic infrastructure of roads, land reclamation, railroads, wineries, agri-business, etc. These early pioneers also were the first wage laborers in California's burgeoning small industries. Throughout these

first decades lynchings, random violence, pogroms were an everyday fact of life. In 1882, the first of a series of Chinese Exclusion Acts was passed, restricting any more Chinese laborers from entering the United States. It was a compromise bill which did not evict all Chinese, as some of the quasi-socialist workingmens parties wanted, and it did allow "good Chinamen" of the upper class to continue immigrating. Merchants could continue to come and bring their families. Those laborers who were already here could stay, but could not bring their families. Chinese could not be naturalized citizens, they could not testify in court, they could not attend public schools, they could not marry whites (28 states), but they could stay. Merchants, on the other hand could have families and their American born children became citizens.

I've provided this background detail because such is the little known history of racial relations in regards to Chinese in the United States. It is a history just emerging to some public awareness, but not at all popular knowledge. Oral histories along with other documents are allowing historians to reconstruct this legacy and interpret it in a way that is more than the sheer victimization story of institutional racism, but that is another discussion. More pertinent to my paper/talk is that this background provides a rudimentary understanding of the conditions from which New York Chinatown emerges in the 1880s.

New York Chinatown, now the largest in the Western Hemisphere, was not the result of some nationalistic clannishness

as the prevailing common sense in the United States presumes. Located in New York's Lower East Side, Chinatown was built in a spatial "crack" between the Five Points, Little Italy, and "Jew Town." Certainly, it was and remains a central commercial hub of native restaurants, businesses, and organizations--a home away from the home of their families and villages in China. But Chinatowns were also urban ghettos, the boundaries of which were formed by dominant racial intolerance and ignorance. Residents of New York Chinatown could not cross Canal Street into Little Italy without the risk of being beaten up; laundry men in the scattered boroughs and suburbs lived in the back of their shop because they could not rent apartments. Even PhD's couldn't get jobs. Although Chinese could not literally or figuratively get out the ghetto, white middle and working class New Yorkers soon thronged to get in.

In the 1890s, the Chinatown tourist trade emerged. Chop suey restaurants sprouted everywhere to cater to outsiders. Merchants had hit on a successful business formula. If they could not expand their pursuit of profit beyond Chinatown, why not bring the money into the community? In the era of Coney Island, Chinatown provided an exotic, quick, and cheap escape from the workaday humdrum. The highly stereotyped image of all things Chinese was marketable in American culture. If merchants played along with and elaborated the stereotypes, they could sell backscratchers and fortune cookies. If the workers wanted an alternative to grueling laundry work they went along with a not

quite so grueling routine of restaurant work for tourists.

World War II was a watershed period. Because the United States was now allied with China in fighting Japan, the Exclusion Law was repealed in 1943. The new quota was 105 people a year. War Brides Acts enabled Chinese American GI's to marry in China and bring their wives over. For the first time, non-merchant families emerge. In 1949, the Chinese civil war is resolved. The Kuomintang of Chiang Kai-shek escape to Taiwan and the Red Army marches into Shanghai triumphant. Chinese in New York, along with "Rosie the Riveters," were able to get war industry jobs. Those who were drafted or joined the armed forces find their pay and work conditions much better than the laundry or restaurant. After the war, the GI Bill and the tremendous expansion of the American economy enables Chinese to get an education and then for the first time get professional jobs. Joining them are the compradore, upper middle class Chinese who left China due to the revolution. The merchant elite on Mott Street support the Kuomintang and work closely with the FBI to purge Chinatown of any pro-Peoples Republic of China sympathies. It was not until President Johnson pushed through the immigration bills of 1965-68, that Chinese immigration levels were brought up to European quotas. For the first time since Chinese entered the United States over a hundred years before, a relatively free immigration could occur. With Nixon's 1972 historic visit to China, the cold war in Chinatown finally defrosted.

In the 1960s there were roughly 30-50,000 Chinese in the New

York Metro area. Today there are approximately 200-250,000: As I mentioned earlier, New York's Chinatown recently surpassed San Francisco as the largest Chinese settlement outside of Asia. For those of you not familiar with contemporary New York Chinatown, I should point out that the streets are thriving with peddlers, small vegetable/fruit stands, fishmongers, small businesses, medium size businesses, etc. Without exaggeration, it is one of the most vital communities in the City. A new bank opens up every month, but that is just the most obvious sign of tremendous overseas Chinese investments and speculation. Taiwan, Hong Kong, Southeast Asian corporations are all vying to turn Chinatown into a financial/commercial hub. At a newsstand you can buy any-one of eleven daily Chinese language newspapers published in New York. The range reflects the spectrum of political orientations---pro-Taiwan to pro-China.

The thriving, bountiful commerce on the streets of Chinatown belie serious and deepening social problems. Underemployment, horrible and insufficient housing, inadequate social service programs, gentrification, high TB rates, etc. have gotten worse over the past decade of New York City's bankruptcy and the past four years of Reagan's slashing of domestic programs. In addition, the community is politically factionalized from the far Kuomintang right which has been known to assassinate their critics in the United States to young, sectarian ultra-left organizations that want to claim vanguard leadership of an ever-soon-to-come U. S. proletarian revolution.

On the plus side, is a dynamic spirit and drive in the community. People are full of energy to work and hope. The community is flourishing in the breadth and depth of voluntary social and cultural organizations. Everyday, Chinese/Chinese Americans are breaking beyond historic barriers of occupation, social status, political position, etc. We finally have a Judge and the man who signs our unemployment checks, the Commissioner of Tax and Finance is a descendent of laundry workers. Women garment factory seamstresses and restaurant waiters and cooks are increasingly looking towards unionization as a solution to improve their conditions. And finally, although most young leave the community in search of a better life, many have returned to the community, reversing the brain drain and applying their acquired skills to help improve the community.

Who holds power? In the past, it has been in the hands of the merchant elite. Conservative, feudal, pro-Emperor then pro-Chiang Kai-shek, apathetic to worker's and community problems, but wielding much clout---they have been acknowledged by the New York City government as the "unofficial" government of Chinatown. But now with the tremendous influx of immigrants, money, and changing political relations this structure has loosened. A major Government funded social service agency has grown strong. Overseas monies, sometimes aligned with trading with the People's Republic, is transforming the physical landscape with their speculation and investments. They are displacing mom and pop stores, displacing low/moderate income dwellings, and turning

Chinatown into a series of large supermarkets and thousand seat restaurants. Immigrants come from diverse political backgrounds--from a British colony with few social welfare programs, from a culturally feudal/economically prosperous capitalist island, from a poor socialist nation, from a war torn, post colonial corner of Asia. And they arrive in a small essentially feudal Chinese enclave in the midst of the center of advanced capitalist America. The contradictions! The shocks! So much for the background. How does a history project relate to this community?

Enter the New York Chinatown History Project

In 1980, out of sheer idealism and earnestness I wrote the following excerpt from our Project brochure:

"It is our philosophy that all the history and folklore we learn from members of the community, once analyzed and organized, must be brought back to help educate and improve the community.... This process of gathering, developing, and giving back what we learn from the community serves to pass on the rich heritage of New York Chinese from those who shared in the making of this history to those who will be shaping the future."

This was a prosaic, but in my mind very rough commitment. Outside of the bold assertion, I wasn't at all clear how this "bringing back" process would actually hook up to changing the community. However, I did know what I didn't want. I did not

want a mechanical juxtaposition of the latest academically centered "new social history" findings "presented" from on high to "the people" in a community setting. This is what passed and unfortunately still passes for much community-oriented humanities programming to an "adult out of school audience" to quote the guidelines of one of New York's major funding agencies. Perhaps, my complaint is not so much one of content as the form. The jargoned language, the formality of reading a paper in public, the top-down, expert-non-expert power relationship, the insulation from the grittiness of life, and the apparent lack of feeling (in the guise of objectivity) bugged and still bug the hell out of me. Please don't misunderstand my comments as being anti-intellectual. After all, I am here enjoying this conference and it would be foolish to question the marvelous opportunity it is for scholars speaking to scholars. But, surely, those historians who say they are "giving back" to a community must have more rigorous standards.

I will push this argument even farther. On second thought, my complaint is also one of content. I would argue what may be the obvious. This "giving back" cannot be reduced to a simple commodity exchange relationship in the Marxist sense of the term because the essence of successful engagement demands mutual and understood usefulness. There must be an interchange of use value. Deeper levels of trust, open lines of communication, a free exchange and tapping of memory is what we would all agree to be an ideal oral history relationship. So not only is this exchange process one of producing something in form that is

accessible to that community, but it is also one of gradations of the quality of content given to the oral historian. Let me try to be more concrete with examples from our work.

One of our major foci to date has been on understanding the personal and social histories of Chinese laundry workers. Up through the early sixties this was the major single continuous occupation of Chinese in the United States. This was a carefully thought out, strategic decision. Laundries have been at the root of the New York Chinatown experience, even for well to do businessmen. It was upon the sweat and capital of these workers that Chinatown, the native non-tourist community, was built. Contrary to most local historical societies which rely on the local gentry for support, we were able to take advantage of major support from the National Endowment of the Humanities guided by President Carter's more pluralistic humanities policies. We blindly went out to interview active and retired laundry workers with the goal of showing the product of our research in exhibit form in Chinatown. We experienced much resistance. One laundry man screamed back at us bitterly that "Laundries have no history; Laundries have no history!!" Others simply refused to take out time from their very busy schedule to speak to us. Slowly, very slowly, we gathered oral history tapes, artifacts, photographs. After a year we produced a simple, and terribly sketchy, work in progress exhibit. While still in draft form we asked key community informants to look at it and make suggestions for improving the show. In this manner, we were able to obtain

immediate correctives to missing images, misconceptions, and inadequate quotes. Greatly improved, we opened the exhibit at a major senior center that had provided us much of our informants.

The exhibit was titled "The Eight Pound Livelihood." The phrase was one actually used by New York "old timers" in referring to their life standing in front of a table pushing an eight pound iron. As suggested by our choice of the title, we hoped that the exhibit would responsibly reflect the life of the laundry worker, and even more, that laundry workers would claim the exhibit as theirs. These things are always hard to judge objectively, but I believe this did happen. All of the newspapers, right to left enthusiastically heralded the opening and the exhibit over several days. Some papers wrote their own remembrances which in turn drew letters from laundry workers. The opening was attended by four hundred community people and a regular stream of non-senior center visitors came to the exhibit. Perhaps the single most satisfying response was from a regular of the senior center who came up to us and proudly declared, while pointing to the exhibit title, that she lived the eight pound livelihood. We felt she had claimed it as her own.

The exhibit was embraced, but not uncritically. We sat with the exhibit in the Center for several weeks asking all visitors to tell us their response. We were flooded with comments and suggestions and new potential interviewees. We simply couldn't handle all of them, but have since incorporated some of the new material into a more polished traveling exhibit we co-produced

with the New York State Museum. Subsequently, a half hour video tape was produced with WNYC, New York City's public television station. And finally additional material will appear in a forthcoming book. Stylistically, our constant concern for our productions to look highly professional lends a respect for the historical content that the community appreciates and responds to. Not only was our exhibit opening at the very grand New York Public Library at 42nd Street the first time a major City institution had highlighted the history of the hundred year presence of Chinese, but it was a tremendous psychological victory for the self-image of active and retired laundry workers throughout the city.

In retrospect, our struggles with developing these tangible public productions for satisfaction to our funding sources in an ethical, community-responsive manner transposed the Project from being outside to inside the Chinatown community. We were accepted as good and real, we became legitimate. In many ways it was a rite of passage of being accepted as responsible, useful citizens of the community. Key to this acceptance was our going beyond a formal observance of giving some "thing" back to the community, towards demonstrating some deeper understanding of the soul of the laundry worker's experiences and a proven commitment to passing that understanding on to others. We have been accepted, at least temporarily, as the community's historical society. Described in more social historical terms, the process of gathering, analyzing, bringing back, stimulating more information, incorporating new insight into better productions,

etc. has enabled the Project to become a part of the established moral economy of the Chinatown community. So, with a few years of practice and soul searching, I feel the Chinatown History Project has successfully learned how to "bring back" history to the community. Instead of thinking of it dichotomously as one part of a mechanical production exchange, the sheer physical act of giving some historical thing to someone, I understand it much more as a fluid, dynamic, and long term interchange process that has it's own rules and cannot be easily measured in commodity costs and benefits.

Having asserted our success, I must in all honestly share with you my gut reservations. If indeed we have been so fully accepted by the political right as well as left, then we must be doing something wrong! Our stuff must be sheer pabulum and not offend anyone. I think this nagging fear keeps us honest, but is not a very sensitive guiding strategy. Given the community's political realities, we've taken painstaking care in building our image, step-by-step, so as to earn more and more room to move. If anything, we are acceptably ambiguous. We are different things to different political, social, cultural groupings. In fact, we have freely experimented with our various productions to reach different segments of the complex community. We have produced historical docudramas, soap operas, for broadcast on the closed circuit Chinese radio stations listened to by the hundreds of garment factories around Chinatown. We have produced a quasi-nostalgic oral history/old photographs slide show for

suburbanites with their roots in old Chinatown. We have given countless historical/architectural walking tours to a wide range of groups. Et cetera. The tours are a good example. It is given by different members of our staff in different ways. Part of our division of labor is due to the many Chinese dialects spoken in the community. But more important, each prospective tour group is discussed and analyzed beforehand to determine what major points and issues should be pushed or avoided. So, different tours may highlight housing issues, the multi-cultural makeup of the Chinatown historic geography, the legacy of tourism, labor issues, etc.

How is it that we can present ourselves so differently?

Well, in part because of our ability to bridge the bilingual gap. Usually Chinese speaking immigrants have little to do with only English speaking second generation Chinese Americans. Also, our striving to integrate polished professionally researched and presented productions with a community perspective allows us a certain amount of freedom. Also, recognition from the outside, white world causes power brokers within the community to think twice about criticizing us. But, the most important factor in our favor is the rapid growth of the community. It is due to the extreme contradictions of Chinatown in the 1980s, where the community has grown so quickly that no single power group has been able to gain total hegemony, that this flexibility is available to us. We have not simply become a part of an established moral economy, but we are part of the process of shaping a more broadly inclusive cultural order.

Strategies of Chinatown History as Community Organizing

So, we as a Project have room to move. But what do we create with this mobility? What is our ever emerging strategy? Given the tremendous structural expansion of the community I discussed in my background history and the crazy contradictions it has created, the residents, new and old, are continuously subject to what can be called shocks. These shocks vary in magnitude depending on their length of residence, background, class position (to cite but three variables), but are shared by all. For example, there is the shock of the recent worker from the People's Republic of China who, accustomed to the basic housing, medical, and occupational securities of a poor socialist country, arrives in New York Chinatown with high, typically American immigrant, hopes of enjoying material prosperity and freedom. Certainly some of these expectations are fulfilled, but the shocks are: having to work incredibly hard and long to make a living, the difficulties of learning English and gaining an education, racism in subtle and blatant forms towards Chinese, the lack of certain rights for women, the erosion of familial ties and relationships, the extremes of poverty and wealth, etc.

How are these shocks understood? In the main, they are not. Response come out in various forms. Working, working, saving, saving for the kids' futures, and/or inwardly directed violence, and/or adopting standard mass cultural attitudes, such as the waiter who works in a suburban neighborhood and feels his

problems are in part due to the "cheap" Jews who complain and don't tip and the "lazy" Blacks who want something for nothing. It is in the midst of these shocks that the Chinatown History Project has strategically situated itself.

As far as we understand it now, this strategy can be understood as two phases with a specific target audience within the community. The first phase, which our first four and a half years has just about completed, is the creation of a physical, intellectual, spiritual space--a cultural space--for independent critical reflection, discussion, and participation in understanding the life of overseas Chinese and life in the United States. Such a single, non-sectarian space has not existed. Yes, a myriad of specialized organizational spaces do exist--a restaurant workers association, a traditional musical ensemble, an avant garde arts group, etc. deal with specific needs and concerns. But a space with the larger freedom to synthesize, integrate a broader range of understanding that can try to make some sense of some of the shocks has been sorely missing. Social workers are buried under reams of paperwork and disparate clients. Senior citizen centers try to catch those retirees who are no longer the center of family life, as they were in Taiwan, China, Hong Kong, Southeast Asia. A media group tries to promote the development of an Asian American esthetic. At different times, for different groups a public library, a worker's educational association, a pub would have served this function. Certainly, historical societies have served this function for the local gentry. So why not a history center for a

largely working class Chinatown?

On December 7th of 1984 we formally opened our new offices. Located in a city-owned, former elementary school, we have four rooms. One is a gallery/book shop, another a multi-media room, another a resource center/archives, and the last our office housing a full time staff of five people. Although quite modest, there is no other comparable community public space.

Soon to be opening this coming year will be the further extension of this historical space into the streets of Chinatown. "Old Chinatown Streets" will be a permanent outdoor/indoor bilingual exhibition on the general history of New York Chinatown. It will be made up of: three kiosks spread around the periphery of the old core of Chinatown; building markers signifying sites of architectural, historical, cultural importance; widely distributed publications, one a walking guide and the other a cultural map; walking tours; and an indoor multi-media program. The exhibition will provide layers of accessibility and historical interpretation to accommodate both the casual tourist who stops to read a wall marker and begins to think about their favorite restaurant as more than a cheap feast, and the Chinese American youth is wants to discover more about their personal identity and cultural heritage. In either case, a historical space will have been created both in the streets and in our offices for a constant assessment and reassessment of the past and its relationship to the present.

Phase two, which is currently underway, involves carefully planned and integrated historical public programming which constantly interprets the juxtaposition of the past and the present. This is not a revolutionary concept. In many ways, it is what any good, active history museum does on a regular basis. Our gallery will regularly feature a historical exhibit, documentary photography show, or something related to the Chinese diaspora. Supplementing these exhibits will be gallery talks offered by project staff and volunteer docents and film/discussion/panel/performance presentations. For example, we are in the planning stages of a major exhibit dealing with land uses and housing issues. Given the incredible rate of overseas investments in Chinatown and the desperate need for more and upgraded housing, land use is the major issue of the decade. Will Chinatown be turned into a commercial center for Chinese corporations and huge restaurants or will it continue to be a residential neighborhood for workers and small businesses? Using the well known documentary photographs of Jacob Riis, the turn of the century social reformer who photographed the largely Italian and Irish slums of what is now Chinatown, we will be emphasizing the historic dimensions to land use and land use decisions. Riis among other bourgeois reformers were able to bring about substantial changes. His photographs played a key role in tearing down some of the worst tenements and replacing them with what is now the only park in Chinatown. He and others also brought about the new law tenements which featured air shafts. Accompanying programming will allow these issues to be debated as

they apply to Chinatown today. None of this may appear earth shattering to all of us who have been able to enjoy humanities programming, but it is quite new to occur in such a local, largely grade school/high school working class ethnic/racial community as Chinatown. Perhaps what distinguishes our approach from the active historical society is a very specific targeting of a segment of the community.

We certainly hope that a broad range of Chinatown, and non-Chinatown, people come to our programs. And we have been able to use our grants to base ourselves within a working class (including small businesses) immigrant perspective. But most distinctively, we have targeted a certain progressive "middle" sector of the community to allocate most of our outreach and educational resources. For example, we have given slide show talks to the International Ladies Garment Workers Union (ILGWU)-Local 23-25. One talk was to a retirees group, the other to a conference of shop stewards. The retirees were interested and not interested, it was hit and miss. The stewards, in contrast, were very involved and ready to enter into substantial discussions. We will be gearing much of our future work with these stewards. Besides stewards there are active restaurant union locals, independent progressives, genuinely concerned human service workers, cultural activists, responsive professionals, etc. This progressive "middle" sector is constantly in direct, personal contact with community residents. At this point, the most effective way (outside of their coming to our space) we feel

we can reach these residents is through this sector. In Gramscian terms, we are trying to nurture those "organic intellectuals" that are already in positions of leadership in specific sub-communities. By targeting these community intellectuals for community-based humanities programming, we feel we are building the base for a culture of resistance. This culture needs to provide a realistic alternative to assimilation into the mainstream culture and forgetting the past (this is not possible anyhow, we are always perceived as foreigners), or the adoption of an isolating, totally ingrown sojourner mentality of "I am Chinese, not American" like a fly suspended in amber.

Loose Ends

No doubt, I have left out a great deal. My talk/paper is but the broadest strokes of our current attempts to make community history alive. I would very much want to discuss tough questions because it is not often I get to share our ideas with such a variety of progressive scholars and scholar/activists. One such question, I have not dealt with here, is how is it possible to promote "critical thinking" in a liberatory sense while pushing our own point of view? Or, being an established institution within the prevailing community moral economy, won't we be cut off from a more fundamental--radical--critique? What do you think??? I'm also certain we have not discovered the wheel. I would like to learn of your efforts in your communities.

we can reach these residents is through this sector. In Gramscian terms, we are trying to nurture those "organic intellectuals" that are already in positions of leadership in specific sub-communities. By targeting these community intellectuals for community-based humanities programming, we feel we are building the base for a culture of resistance. This culture needs to provide a realistic alternative to assimilation into the mainstream culture and forgetting the past (this is not possible anyhow, we are always perceived as foreigners), or the adoption of an isolating, totally ingrown sojourner mentality of "I am Chinese, not American" like a fly suspended in amber.

Loose Ends

No doubt, I have left out a great deal. My talk/paper is but the broadest strokes of our current attempts to make community history alive. I would very much want to discuss tough questions because it is not often I get to share our ideas with such a variety of progressive scholars and scholar/activists. One such question, I have not dealt with here, is how is it possible to promote "critical thinking" in a liberatory sense while pushing our own point of view? Or, being an established institution within the prevailing community moral economy, won't we be cut off from a more fundamental--radical--critique? What do you think??? I'm also certain we have not discovered the wheel. I would like to learn of your efforts in your communities.

LA SOURICIÈRE ET LA STRATÉGIE DE L'ARAIGNÉE

Le corpus sur lequel je travaille et que j'établis depuis 1978 comporte environ deux cent cinquante interviews d'enseignants de lettres. Ces interviews ne se construisent pas toujours comme des récits de vie, en ce sens qu'ils tendent moins souvent à l'édification qu'à la justification. On peut trouver dans ce type de scénario, souvent dramatisé par la parole, et les phénomènes de discours qui l'accompagnent, notamment le sujet de l'énonciation, des effets manifestes de l'articulation du pouvoir sur le sujet pris dans un événement national, en général, dans l'institution scolaire, en particulier.

Le statut du sujet de l'énonciation tout au long de ces discours qui ont pour but d'explicitier une pratique pédagogique, ne reste pas identique. Tout en racontant sa didactique l'enseignant raconte sa vie. Tantôt il parle le code d'une catégorie socio-professionnelle, dont il dénonce avec amertume, les tâches, les contraintes, les ingratitude : il dit ou croit dire une vérité générale, tantôt il exalte des vertus singulières, des prouesses exceptionnelles : il crée, par la parole sa propre saga. Le type des énoncés change ; le but de la narration reste le même : il faut tisser, par le récit, la toile qui donne au sujet biographique la même identité sociale. C'est à la limite pour lui donner son poids existentiel, mais aussi pour le persuader, lui ou l'auditeur, qu'il a toujours agi dans l'intime complicité de son moi conscient, en toute lucidité et connaissance de cau-

se, pour se laisser l'illusion de la cohérence et de l'irresponsabilité. On voit, en ce cas, que ce qui se joue dans le statut du "je" de l'énonciation, c'est le sentiment de sa liberté. C'est aussi pour le même enjeu le poids des implicites institutionnels qui caractérisent dans une société donnée, sa fonction sociale.

Le sujet, en expectative ou en procès, piégé comme un rat, parfois privilégié, parce qu'il parle, tisse alors les réseaux d'un discours étoilé dont la fonction principale nous semble d'occulter le processus lent d'ingestion qui a fait passer le "je" au "on" pour aboutir à un "je", on le devine, transformé, par les étapes touristiques de la vocation, de l'expérience, avec les accessoires : du cahier de doléances, du cortège des déceptions, des initiatives, de la proportion de réussite et d'échec. Ce scénario, stéréotypé, constitue une loi du genre, il finit toujours par justifier, qu'il plaide ou non coupable, le sujet du procès, c'est la stratégie de l'araignée.

Parlant des années Trente, F. Walter évoquait récemment, de façon émuante, l'incertitude des individus et des groupes dans cette conjoncture historique : "Nous nous sommes trouvés, dans un drame trop grand pour nous... Nous nous sommes tous trompés à des degrés divers". Ce sentiment de petitesse et d'écrasement, loin d'être un alibi, dit avec justesse, l'angoisse du sujet pris dans le mouvement violent du temps et de l'histoire, il la dit, signe de pouvoir,

d'autres ne savent qu'en mourir. Ainsi, le procès du rat-soldat, déserteur dans le sîlm de Losey. Pris dans la souricière des tranchées, déchiré dans un affrontement qu'il n'interprète pas, déchiré par les forces vives de la folie, ce soldat-rat inoffensif qui fuit la souffrance et la mort dans un dernier sursaut d'amnésie salvatrice, met en cause, sans le savoir, l'ordre social et patriotique qu'il est censé défendre. Sa pulsion de vie a occulté provisoirement les valeurs morales qui mobilisent son moi social l'invitant à mourir : il défend sa peau, il fuit, et, capturé, s'il ne comprend pas la honte et l'opprobre dont il est tout à coup, couvert, il saisit bien qu'il n'a plus désormais, qu'il n'avait peut-être jamais eu rien d'autre à faire qu'à mourir, et l'incongruité de sa survie, lui semble telle qu'en succombant, exécuté de la main d'un officier qu'il respecte et qui le plaint, il s'excuse de n'être pas mort, aussitôt, de la première balle. Désobéissance ultime, reddition du sujet à la pulsion de mort, sous le pouvoir de forces qui l'anéantissent en tant que conscience, par une violence pire que celle des armes, dans son pouvoir même de locuteur, inhibé par les valeurs qui le tuent. Sans parole, impuissant à fixer le jeu/je essentiel, pris dans l'articulation même du pouvoir, il meurt, comme le rat, dans un procès dérisoire.

Le professeur, lui, fait comme un rat, dans l'espèce institutionnel qui le piège, raconte. Ce locuteur qui survit par bien des récits, dit, comment "il s'en tire".

Pris entre l'inertie administrative et l'absence de motivations de ses troupes, ce sujet a eu du mal à comprendre, d'abord, ce qu'on attendait de lui, peu à peu il supplée à l'immobilisme par l'autorité, au doute par le zèle, il se reconstruit, tel qu'on l'imagine, et, cette transformation, manifeste, dans le récit, montre, en négatif, le pouvoir implicite des représentations institutionnelles de sa fonction, représentations dont il finit par être victime, en les faisant siennes, en occultant et en avançant sa propre faiblesse.

Nous sommes, certes, tous pris entre le dire et le mourir : le sujet menacé reconstruit patiemment sa toile, pour la survie d'un moi prédateur qui n'est que l'image, tapie dans notre propre conscience, du pouvoir.

L'étude des variations des énoncés, celle du statut de l'énonciation, dans ce scénario fantasmatique et manifeste, nous semble susceptible de montrer quelques incidences du pouvoir institutionnel sur le sujet.

Il semble superflu et il ne peut être question de faire rentrer dans notre propos un inventaire ni une glose de toutes les contraintes qui pèsent sur l'école. Nous rappellerons simplement que l'institution scolaire, en France dépend d'un ministère spécialisé qui exerce son pouvoir au niveau national, académique, départemental puis local pour aboutir à l'enseignant et à l'enseigné par le truchement d'un double réseau : administratif et pédagogique dont la lourdeur intrinsèque et apparente n'entame cependant pas, si

elle ne la renforce, l'autorité que le "prof" peut exercer (ou ne pas exercer) sur ses élèves ou étudiants. Ces derniers subissent à la longue, comme eux, les derniers contre-coups des réformes pédagogiques et institutionnelles fréquentes qui ne bousculent cependant jamais l'obligation pour les uns et les autres de répartir à seize ans sonnés les "enfants" en étudiants ou en manoeuvres. Au pis, on prend conscience que les réformes et les bouleversements institutionnels semblent se faire ailleurs, dans un monde lointain et mal défini, de sphères sans doute privilégiées en tous cas dominantes et soucieuses de ne pas partager leur privilège puisque l'ouvrier pédagogique lui-même n'est jamais ouvertement et massivement consulté d'une manière qui ne soit pas autoritaire ou sujette à caution.

L'exercice du pouvoir n'est donc pas le fait des enseignants qui sont toujours considérés comme masse de manoeuvres, et commencent à prendre la triste habitude d'être des opérateurs ou des exécutants et non des compositeurs à part entière. En ce qui concerne l'invention, cependant, on ne se fait pas faute de leur demander d'"en" avoir, d'"en" montrer, les prenant sans cesse entre la barre de l'inertie, l'alibi du manque de moyens, l'excès de conservatisme, de conformisme et de confort intellectuel et le souci ridicule de l'ordre et de la tranquillité. Toutefois, même si le poids de l'institution peut effectivement s'objectiver, ce n'est pas au cortège de tâches, de contraintes ponctuelles du la-

vage de cerveau ou lavage de vaisselle et de linge sale que nous ferons allusion pour essayer de cerner et d'évoquer la dramaturgie du pouvoir dans ses conséquences individuelles et institutionnelles, mais à la relation qu'établit, dans l'interview, le sujet enseignant entre le "je" qui raconte et le "moi" raconté. C'est donc à une procédure de discours que nous nous référerons, en espérant que la structure des énoncés du discours lui-même sera assez révélatrice de la situation du sujet de l'énonciation. Dans les récits de vie, Claude Abastado a déjà montré que "la narration, convoque une troisième instance, un "on" social, un sujet collectif, qui transparaît en filigrane sous le moi et qui atteste l'appartenance de ce moi à une communauté. C'est sur cette impression et cette concordance avec les hommes avec l'homme, qui donnent à une expérience individuelle sa valeur d'exemple. L'idée d'un "universel-singulier" (dont J-P Sartre a développé la théorie) sous-tend toujours le discours d'un récit de vie. C'est dans le discours enseignant une constante discursive, aggravée du fait que seul témoin de sa propre performance pédagogique et par conséquent susceptible de la fantasmer à son gré dans l'ordre de l'échec comme dans le désordre rigide de l'imaginaire, il ne peut se citer lui-même pour conforter sa crédibilité, et ne dispose donc que d'une véritable prolifération d'énoncés axiomatiques - qui comportent un commentaire, une moralité qui leur donnent une portée morale et exemplaire. Fleurissent donc ainsi une brassée d'énoncés extensionnels qui tendent à

faire passer l'expérience vécue, sur le plan individuel, sur une autre scène, pour lui donner une dimension générale; Pour l'enseignant le processus de la reconnaissance passe par l'aprobation générale de l'opinion, qu'il est difficile comme chacun sait de mériter et de garder : donc sans doute par économie de moyens ou plus vraisemblablement par un processus inconscient il projette sur la scène collective sa propre saga par le biais d'une stratégie discursive trop fréquente pour ne pas être caractéristique mais trop diffuse pour être volontaire. Retraçant sa propre aventure d'enseignant, celui-ci affirme son appartenance à une époque heureuse : "C'était une époque précise-t-il où il faut dire que le problème de l'orientation et du devenir dans la société se posait moins qu'aujourd'hui, c'est-à-dire qu'on pouvait parfaitement être élève de père ou de terminale, mais qu'on ne pensait pas tellement au métier qu'on ferait." Cette enseignante évoque le plaisir de recevoir une formation littéraire, ici le passage du "on" au "je" qui raconte symbolise les réactions d'une génération "étudiante" plus délibérément "pédagogique"... "Mais sait-on vraiment qu'on a envie d'enseigner quand on sort du secondaire et qu'on entre en faculté. On aime ce qu'on fait, on aime la chose littéraire, on aime les débats d'idées, on aime s'enrichir, on aime se cultiver. Enfin au bout on sait qu'il y aura l'enseignement, mais c'est un plaisir en soi d'avoir une formation littéraire. Donc, je suis arrivée, comment ? Comme tous les étudiants". L'axe autobiographique in-

terfère constamment comme le ferait dans une rédaction le vécue, dans l'exercice qui raconte le vécu professionnel, contrôlé dans son évolution par un axe autoritaire qui a déterminé le régime, la durée et le contenu des études. Séparant un avant et un après de la pédagogie et du savoir, ces textes réservent le savoir au passé et l'exercice pédagogique au présent, comme s'ils étaient de toute évidence faits pour se dissocier comme si la réflexion sur la pédagogie même présupposait quelque inaptitude au savoir : Serait-ce un hasard si ce point de vue était le même pour les élèves ? : "on considère souvent que les méthodes nouvelles, les méthodes stimulantes sur le plan pédagogique sont réservées aux classes d'imbéciles, enfin aux mauvaises classes." Cette répartition implicite de la pédagogie entre les diverses catégories d'élèves qui tend à indiquer un sens tout à fait restrictif et quasi péjoratif puisqu'il s'adonne à "l'inaptitude" aux mots de "pédagogie" et de "didactique", gouverne aussi la vie intellectuelle de l'enseignant. Les deux volets d'un récit qui définit tout d'abord l'histoire individuelle du sujet par rapport à un sujet d'étude, un objet formel de savoir avec les catégories et les ambiguïtés qu'il comporte, et, ensuite, après son entrée dans la profession (souvent par impossibilité d'en exercer d'autres en travaillant sur les objets de ses connaissances), par rapport à un cortège d'aspirations et d'illusions (qui le cèdent à la pesanteur de l'exercice d'enseignant lui-même et à son engourdissement dans des tâches

qui n'ont rien à voir avec l'objet de la discipline d'origine), disent assez, à leur manière structurelle, la déchirure. La fissure raconte mieux que le récit, la faillite d'une aspiration réelle. Ce parcours stéréotypé qui n'apporte aucune précision supplémentaire sur les conditions de l'enseignement du français (langue, ou littérature), mais redit toujours de façon étrange le même itinéraire déabusé, dont la procédure discursive elle-même trahit la dramatisation excessive et exemplaire, n'est-ce pas en lui-même un témoignage, un élément spécifique que tous les interviews confirment et qui à sa manière fait aussi une sorte de procès ? L'impératif catégorique des programmes dans une discipline qui fait appel à la sensibilité à l'imaginaire, au sens artistique, le freinage, sécurisant ou sectaire de l'administration, l'aspect sociologique et normatif de l'acte pédagogique qui se brise sur la barrière de la langue et l'impossibilité de la communication renvoient par un jeu de raquettes l'enseignement impossible de la littérature à l'enseignement de la langue mais ne renvoient jamais l'enseignant à l'objet de son savoir. Ce qui est occulté c'est la nécessité de ce savoir, de son étendue, de sa vitalité. Un raccourci audacieux pourrait suggérer que l'objet de la profession s'oppose presque à l'objet de l'étude. Les paramètres lexicaux et sémantiques semblent conforter cette vision non rabelaisienne des choses : l'insitution scolaire ne ressemble en rien à l'abbaye de Thélème, d'une part parce qu'on y limite, impérativement l'accès au

savoir (telle classe doit faire de la musique ou du dessin, telle autre doit s'en abstenir) parce qu'on en décrète arbitrairement l'utilité et l'inutilité (telle discipline serait plus adéquate qu'une autre au monde moderne et technologique qui attend nos chers "petits" (ce gibier électoral, sera, sous peu, aliéné lui aussi par son travail, s'il en trouve, au processus de la société de consommation). Ainsi, l'informatique, discipline de chiffres et de lettres serait prioritaire comme dans les files d'attente ou dans les bus, les femmes enceintes, par rapport à la littérature. Ainsi le choix des "lumières" que l'enseignant dans sa médiocrité d'origine croyait dévolu à l'élève devient celui d'une institution pré-déterminée par les besoins économiques, eux-mêmes... Qui dit déjà, que l'obscurantisme et la tyrannie se confortaient réciproquement ? La perte du choix, de l'arbitraire et de tout ce qui permet dans l'espace ludique de la réflexion, l'exercice pur de la volonté et de l'intellect, occulte nos libertés, toute limitation du savoir est opprimante et insupportable. Une des constantes lexicales de ces discours d'enseignant, c'est l'amalgame des termes lexicaux de "plaisir" et "d'étude". A la tâche de faire passer le savoir (tâche difficile, travail ressenti comme pénible, sélectif, contraignant) s'oppose le "plaisir d'appréhender, de comprendre, de découvrir, de travailler, 0 perversité, pour son enrichissement personnel. Ce qui me paraît structurer la plupart des énoncés que j'ai eu le plaisir d'étudier, c'est-à-dire, envi-

ron trois mille (très peu pour une statistique mais beaucoup pour un artisan du discours), c'est une dialectique de l'ombre et de la lumière. Aux énoncés de type extensionnels et axiomatiques qui disent la pratique pédagogique aussi bien que le récit de la formation sur le mode de l'exemplarité et de la généralité abusive, correspondent bien les scénarios strictement individuels et fantasmatiques d'un groupe socio-culturel. L'espace idyllique où l'objet et le sujet du savoir se répondent harmoniquement, où tout est transmissible où l'acte pédagogique peut s'exercer dans la transparence. Le piège où s'engluent les aspirations de l'individu confiné à la besogne qu'il n'est jamais libre d'organiser à son gré, piège d'où émergent la plainte, l'amertume, le désarroi, se referme sur la solitude dérisoire d'un être prédestiné à la médiation. Les récits d'amertume chinois qui évoquent de façon formelle les temps difficiles d'avant la libération obéissent à des règles d'édification. Ces ethno-textes qui évoquent les conditions épouvantables du présent, pris entre l'Eden d'un âge d'or de l'adéquation entre la progression scolaire, l'accession à la culture et à la promotion sociale, ont peut-être seulement pour fonction compensatoire de situer le sujet qui parle et le "moi" raconté au sein fictif d'un groupe qui n'existe pas structurellement. Aucune communauté n'a jamais moins été homogène que celle des enseignants. "L'institution" ne les a-t-elle pas divisés ainsi pour mieux exercer son pouvoir puisque presque rien de ce qui touche une

catégorie ne touche formellement l'autre, il leur est impossible de se reconnaître et de s'identifier ni au groupe, ni au savoir ni à l'institution : c'est pourquoi, les professeurs qui vont par bandes, se retrouvent seuls. Il ne leur reste ni le savoir, ni le syndicalisme, ni le pouvoir critique, rien que le fragmentaire, la solitude et la culpabilité. L'empirisme n'a jamais caractérisé le discours pédagogique pris dans la nasse, cet enseignant qui fut un intellectuel et qui l'est sans doute resté, souffre avant tout d'une coupure avec le savoir, avec le libre arbitre de la connaissance. Un certain terrorisme pédagogique et non la pédagogie, une politique économique risquée de le priver de son point d'ancrage qui est, non pas de former dans une polyvalence indifférenciée, mais dans un champ spécifique, les individus auxquels il se confronte. Depuis 1968, l'avant-garde pédagogique a cessé d'être une avant-garde politique, artistique ou intellectuelle : on a assisté à une lente dégradation des discours destinés à dénoncer la sélection, opérée à partir de critères désuets et arbitraires d'évaluation, les pratiques directives, les conduites normalisantes, les lectures monolithiques du texte, l'oppression des savoirs institués, pas assez vivaces pour pratiquer le jeu de la question. Parallèlement s'est élaboré un discours "pleux" qui confond le dévouement, sinon la dévotion, le sacrifice du temps libre avec la conscience professionnelle. Dans les interviews de 1983, c'est ce changement normatif que dévoilent les énoncés. Attardés sans doute par

complaisance narcissique aux souvenirs heureux de la jeunesse et des études, ils trahissent un manque, une fissure que d'autres enquêteurs ne se font pas faute d'enregistrer : "Les feux de la rampe version souriante. Ils sont nombreux ceux qui terminent ainsi leur carrière estimés des parents et bien notés et qui dissimulent sous l'apparente aisance d'une prestation rôtée, une fêlure secrète, le regret d'une bifurcation manquée" (H.Hamon, P.Rotman) : "Le pire est pourtant la misère morale. Une blessure a été infligée, dont chaque intellectuel paraît souffrir. Il ne l'avoue pas toujours mais aussi il ne s'avoue pas toujours à lui-même ce qu'il est" (J.C. Milner). Cette cohorte de gens qui "néantissent" dans les cris et les chuchotements des lycées me paraît renforcer l'hypothèse initiale de ce travail sur l'énonciation. Tapi au creux de son discours matriciel et de sa stratégie discursive, le "On" de la troisième dimension, guette le "je" le sujet qui raconte. Si par malheur ils en viennent à trop s'identifier c'est que l'on a perdu la distance avec l'Autre du Savoir. C'est que, voyez-vous, comme Winston, l'enseignant s'est mis à aimer Big Brother (G. Orwell, 1984). Pour le reste, comme l'écrit J.C. Milner : "Les intellectuels du secondaire sont comme des rats pris au piège... Comme le procureur fasciste regardant contre Gramsci, le ministre de la Triple Alliance a décidé : il faut empêcher ces cerveaux de fonctionner pour toujours."

complaisance narcissique aux souvenirs heureux de la jeunesse et des études, ils trahissent un manque, une fissure que d'autres enquêteurs ne se font pas faute d'enregistrer : "Les feux de la rampe version souriante. Ils sont nombreux ceux qui terminent ainsi leur carrière estimés des parents et bien notés et qui dissimulent sous l'apparente aisance d'une prestation rôdée, une fêlure secrète, le regret d'une bifurcation manquée" (H.Hamon, P.Rotman) : "Le pire est pourtant la misère morale. Une blessure a été infligée, dont chaque intellectuel paraît souffrir. Il ne l'avoue pas toujours mais aussi il ne s'avoue pas toujours à lui-même ce qu'il est" (J.C. Milner). Cette cohorte de gens qui "néantissent" dans les cris et les chuchotements des lycées me paraît renforcer l'hypothèse initiale de ce travail sur l'énonciation. Tapi au creux de son discours matriciel et de sa stratégie discursive, le "On" de la troisième dimension, guette le "je" le sujet qui raconte. Si par malheur ils en viennent à trop s'identifier c'est que l'on a perdu la distance avec l'Autre du Savoir. C'est que, voyez-vous, comme Winston, l'enseignant s'est mis à aimer Big Brother (G. Orwell, 1984). Pour le reste, comme l'écrit J.C. Milner : "Les intellectuels du secondaire sont comme des rats pris au piège... Comme le procureur fasciste regardant contre Gramsci, le ministre de la Triple Alliance a décidé : il faut empêcher ces cerveaux de fonctionner pour toujours."

PARTI ET CLIENTELE DANS LA CORSE TRADITIONNELLE

(Fin du XIXe-début du XXe siècle)

POUR UNE ANALYSE DES FONDEMENTS

IDEOLOGIQUES DU POUVOIR PARTISAN

Gérard LENCLUD

Depuis que l'analyse des phénomènes de pouvoir a pris la place que l'on sait dans la réflexion anthropologique contemporaine, il n'est sans doute plus personne pour en limiter la réalité au seul produit de luttes à caractère spécifique, ayant pour objet l'exercice d'une autorité aux formes bien délimitées et qui se déploierait dans un champ institutionnel soigneusement balisé. De même qu'une société n'est pas une entité organique, le pouvoir en son sein n'est pas une structure simple, à attributions univoques, ossifiée en appareil. Jusque dans les sociétés les plus riches en fonctions spécialisées, il est une réalité complexe, mouvante et éclatée, parcourant la totalité des circuits sociaux et refusant, au bout du compte, de se laisser enfermer dans sa seule dimension dite politique. Autrement dit, le pouvoir renvoie certes à une sphère particulière des rapports sociaux mais en même temps à certains aspects particuliers de la totalité des rapports sociaux.

C'est ainsi que, dans la Corse traditionnelle, les faits de parti et de clientèle, coextensifs au dispositif de pouvoir, sont "politiques" au premier chef depuis le rattachement de l'île à la France, l'avènement d'un état de forme républicaine, la mise en place du suffrage universel et le passage obligé devant l'électeur pour accéder à l'usage légitime de l'autorité. Les anciennes factions armées qui segmentaient impitoyablement cha-

que communauté insulaire sont devenus des partis ferrailant pour la conquête électorale du pouvoir local ; les rapports entre chefs et partisans ont emprunté la forme privilégiée de la relation entre politiciens prestataires de faveurs et électeurs bailleurs de voix. Le politique, comme activité spécialisée, fournit aux affrontements partisans et aux regroupements clientélistes leurs emblèmes (les partis sont nommés d'après les grandes familles guerroyant sur la scène électorale), leurs munitions (le vote d'une part, les fonctions électives remplies de l'autre), leurs enjeux (le pouvoir et les ressources en tous genres qu'il procure), leurs cadres territoriaux (de la commune au département) et leur calendrier (celui des élections).

Est-ce à dire que la "politisation" des anciennes factions et clientèles en épuise désormais et la fonction et le sens ? Qu'elles aient été récupérées par un contexte d'ensemble où dominant, en apparence, des règles du jeu désormais édictées à l'extérieur n'empêche pas que se maintiennent obstinément une organisation et des représentations du pouvoir devant peu au modèle national. Ce qui est en jeu dans les affrontements partisans, ce qui circule dans la relation entre patron et obligés est bien autre chose que l'exercice d'un pouvoir tel qu'il est normalement codifié par la législation. Les principes qui gouvernent les institutions partisane et clientélaire animent la totalité des attitudes et des comportements sociaux insulaires. Le dispositif de pouvoir, dont nous allons présenter les manifestations dans le domaine politique est, en réalité, enchâssé dans la structure sociale dont il dessine la vérité au sens où l'on parle de la vérité d'un portrait : il en accuse les traits, il en stylise le fonctionnement, il en révèle l'essentiel.

PARTI, CLIENTELE, POUVOIR : LE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DU CLANISME POLITIQUE

Les observateurs d'origine continentale usent volontiers du terme de "clanisme" pour désigner les comportements politiques en général dans la Corse traditionnelle. Ils regroupent sous cette appellation, assez éloquente par les rapprochements qu'elle suggère, trois séries de phénomènes historiquement inséparables dans l'île mais logiquement distincts : le fait partisan ou factionnaliste, les faits de patronage et de clientélisme et les conceptions et les pratiques du pouvoir (1).

1. Le factionnalisme est cette propriété du corps social insulaire

de secréter en son sein, à tous les niveaux et de façon durable et reproductible, un affrontement bipartite . A chaque époque et à travers les contextes institutionnels les plus variés, dans l'île entière, deux partis et deux seulement luttent pour la conquête du pouvoir : le partitu ou parti dominant (parce qu'au pouvoir) et le contra-partitu ou parti dominé (parce que dans l'opposition, "contre") qui n'a de cesse, évidemment, de se transformer en partitu . La manière dont on les nomme est significative: chaque parti est défini par la seule position qu'il occupe vis à vis de l'autre, de domination ou de subordination .

Tous les membres de la société sont, par la force des choses, assis à la table de ce jeu structural . Il n'est aucune neutralité possible dans l'affrontement bipartite . Armé autrefois et souvent meurtrier, il mobilisait d'un côté ou de l'autre la totalité de la communauté . Electoral dans sa forme contemporaine, il prohibe l'abstention . Nul groupe, nulle famille, nul individu n'est hors parti . Chacun appartient ou est regardé comme appartenant, ce qui revient au même, à l'une des deux factions . La raison en est simple : dans sa logique pure de fonctionnement, il n'est pas de détermination individuelle de l'affiliation partisane . Le parti recrute selon un principe fondamental et un principe accessoire : le fils hérite de l'appartenance paternelle et, secondairement, la femme adopte le parti de son époux . En théorie, donc, des cousins parallèles (patrilatéraux) sont affiliés au même parti .

Le regroupement partisan emprunte largement, on le voit, aux normes régissant traditionnellement les comportements et les attitudes de parenté . Le parti se présente, en effet, comme un conglomérat de familles apparentées entre elles, une vaste parentèle dont les membres sont reliés, à des degrés divers et selon des modalités n'excluant pas tout à fait choix et préférences individuels, à la famille du chef de parti ou capi partitu . Les liens partisans, sans se confondre avec elles, recourent les relations de parenté . Chose bien connue des pouvoirs publics : lorsque les autorités génoises, par exemple, procédaient à une enquête sur le compte d'un suspect, elles examinaient en premier lieu sa parenté éventuelle avec des rebelles . De même, à l'époque du royaume anglo-corse, les listes de séditieux établies par les Français énonçaient les noms de leurs "fratelli, nepoti, cucini e parenti stretti" . Et, à l'heure du "clan" électoral, chacun sait, selon les termes d'un préfet, que "les affections de famille déterminent les suffrages plus que les convictions" . Un maire s'adresse ainsi à l'un de ses administrés : " Sachez que vous êtes d'un parti contraire au mien et que tous ceux de votre parenté (souligné par nous) ne doivent s'attendre à aucune justice de ma

part" (cité par F.Pomponi 1976) .

En bref, le parti corse traditionnel est une unité sociale institutionnalisée, constituant un groupe au sens sociologique du terme, discret en ceci que l'on peut dire qui en est ou qui n'en est pas, doté d'une existence reproductible et pourvu d'un être historique (tout adhérent connaît depuis sa prime jeunesse les hauts faits comme les heures noires de son parti), détenteur de biens collectifs, symboliques (ancêtres éponymes, rituels, honneur et loyautes) et matériels (des avantages ou des handicaps selon qu'il est au pouvoir ou dans l'opposition), et dont les membres, enfin, adoptent des conduites réglées par des modèles intrinsèques de comportement . Il est un groupe corporé dans l'acception anglo-saxonne du mot .

2. Patronage et clientélisme définissent l'univers des relations sociales à l'intérieur du parti : entre chefs et adhérents, protecteurs et obligés . On sait que, par delà la multiplicité des formes de clientélisme recensées par l'histoire et l'anthropologie, depuis les clientèles armées de la monarchie française à l'aube du féodalisme jusqu'à l'Etat que l'on nomme parfois clientélaire en Italie en passant par certaines composantes du système des castes en Inde, la notion de patronage, si floue puisse-t-elle apparaître, implique presque toujours l'idée de relations personnelles d'ascendant et de dépendance, à la fois réciproques (dominant-dominant) et dissymétriques (eu égard aux statuts respectifs du patron et de ses clients), et au contenu extrêmement diffus puisque s'y mêleraient des éléments à caractère économique, politique et de prestige sans que jamais l'économique y tiennne une place absolument prépondérante .

Les capi partitu insulaires, campés depuis toujours à la charnière entre la sphère étatique dont ils tiennent l'essentiel de leurs pouvoirs et la société corse organisent la circulation des voix et des faveurs, biens et services, et de la communication en général . Ils sont à la fois des intermédiaires et un écran puisqu'en vertu du paradoxe qui est propre aux structures de patronage il leur faut maintenir, autant que faire se peut, l'écart entre les instances englobantes de l'appareil d'Etat et de la société nationale d'une part et le système social local de l'autre tout en agissant comme s'ils s'efforçaient de le combler puisque telle est bien, finalement, leur raison d'être fonctionnelle .

Ces capi partitu déploient leur savoir-faire dans une aire entièrement quadrillée par les rapports de clientèle : les villageois, divisés en deux partis, sont les clients obligés de deux patrons locaux (le plus souvent le maire et le chef du contra-partitu), ceux-ci sont les protégés de capi partitu régionaux

qui le sont eux-mêmes des représentants des grandes familles insulaires, en relations étroites avec le pouvoir d'état et ses diverses ramifications. "Votez et je ferai le reste" est leur devise depuis le remplacement de l'affrontement armé par la joute électorale. "Bras ouverts et mains tendues" : la formule décrit bien les rapports entre la strate patronale et la foule de ses obligés.

Classiquement, ces rapports sont personnels. "Qu'il s'agisse de clans ou de partis locaux, s'exclame un journaliste insulaire, derrière eux on veut toujours voir l'homme" (cité par D.Muffat-Jeandet 1978). L'anonymat est spectaculairement banni de cet univers. Ainsi la porte des hauts dignitaires des partis est ouverte aux plus humbles de leurs partisans. L'un des plus célèbres recevait en peignoir d'intérieur dans sa chambre, le même devant qui, après la deuxième guerre mondiale encore, les personnes âgées s'agenouillaient, paraît-il, pour lui baiser la main. La pratique de la campagne électorale sous forme du débat d'idées est inconnue dans l'île : à sa place, le porte à porte pour demander, d'homme à homme, le vote comme plus tard sera requise la faveur.

Ces rapports sont généralement hérités. Les capi parti trouvant leur rang et leurs fonctions dans leur berceau. Jacques Gavini, par exemple, homme politique de la 4^e République, est fils de Sébastien Gavini (député en 1893), petit-fils de Sampiero Gavini (député en 1863), petit-neveu de Denis Gavini (élu en 1848 puis de 1871 à 1886), neveu d'Antoine Gavini (député de 1889 à 1924), cousin enfin de François Pietri (député de 1924 à 1936, cinq fois ministre entre 1926 et 1934). Leur clientèle leur vient de la même manière à la naissance ; voici comment en 1956 encore la presse locale évoque un chef de clan : " Sa clientèle est familiale et congénitale(...)Lorsque le dernier du nom aura fait son temps sur la terre, il est à présumer que le parti s'en ira avec lui " (cité par F.Leca 1974). L'engagement clientélaire prend le plus souvent la forme d'un témoignage renouvelé de fidélité familiale.

Ils sont évidemment dissymétriques. Mais cette dissymétrie statutaire se voit largement gommée par les divers éléments du protocole social. L'obligé se place certes en relation de dépendance mais le rapport avec le patron, tel qu'il se noue personnellement, en souligne à satiété l'aspect volontaire et contractuel. C'est, pour employer le vieux terme, une debitio mais une debitio dont il est ici constamment réaffirmé qu'elle reste compatible avec la dignité et la liberté de l'obligé.

Ces rapports n'en sont pas moins réciproques. Et, précisément, l'étalement de cette réciprocité, en maintes occasions, a pour effet de renvoyer la dissymétrie statutaire à l'arrière-plan de la relation sociale. Tel est bien le sens,

par exemple, de la demande personnelle de vote adressée par le capi parti à chaque chef de famille. Ce faisant, l'obligé rétablit une égalité que la différence de position et la sollicitation de faveurs tendent à rompre.

Ils sont enfin - faut-il le dire ? - intéressés. Les voix donc l'accès au pouvoir légitime, comme autrefois l'appui armé, s'échangent contre faveurs, services et protections : emplois communaux en tous genres, indemnités, exemptions diverses, recommandations dans les domaines les plus variés, assistance, placés sur le continent et ailleurs. On comprend qu'un chef de parti, épuisé, se laisse aller à dire : " Je ne suis pas fâché d'être un peu dans l'opposition, on sait que je ne peux rien solliciter en ce moment, je me repose" (cité par P.Bourde 1887).

Il faut prendre garde toutefois que la relation patron-client n'est en aucune manière réductible à sa dimension économique. La demande d'une faveur, par exemple, n'a souvent d'autre motif que le désir d'acquiescer du prestige ou de l'influence (en satisfaisant la requête d'un client, le patron fait la preuve que ce dernier était en position de l'adresser) ou le désir d'en priver un autre client. La détention d'un bien ou l'obtention d'un service s'effacent en général derrière les modalités de sa mise à disposition ou de l'usage projeté. De même, quoiqu'on puisse en penser, le pouvoir n'enrichit pas le capi parti. Il est un puissant mécanisme de redistribution. "Que la politique passe la porte" lançait-on à ceux que l'on souhaitait voir ruinés. Le patron cherche moins, en effet, à obtenir des avantages au bout du compte qu'à s'attacher des hommes et des groupes à des fins de pouvoir et de prestige selon une logique qui n'est pas économique au premier chef.

Tel est donc ce schéma clientélaire qui modelait à ce point les comportements sociaux et politiques qu'il sera proposé comme véhicule de sa propre réforme, par la substitution à la multitude des patronages privés d'un patronage unique, celui du gouvernement. "Dans ce pays dont la population sera longtemps encore divisée en patrons et clients (...) où les convictions politiques disparaissent devant les devoirs du client, il faut bien accepter les conditions qui, seules, peuvent nous conduire à un état de choses meilleures en apprenant à tous que le patronage le plus utile et le plus puissant, que le seul patronage à invoquer est celui du gouvernement ou des agents qui le représentent avec loyauté" (Rapport du Préfet en réponse à une lettre confidentielle du Ministre, citée par M.C.Albertini 1974). Schéma clientélaire qui ne présenterait point que des inconvénients puisqu'il " resserre les liens de famille, rapproche le pauvre du riche et assure au faible l'appui de l'homme puissant " (F.Robiquet 1835) ...

3. Les conceptions et les modalités de ce pouvoir vers lequel sont tendues

toutes les énergies partisanses et qui cimente les relations clientélistes empruntent donc peu au modèle officiel. "L'activité politique a toujours été considérable dans ce département mais elle y prend une forme spéciale. Elle ne porte pas sur le même ordre de faits et ne répond point aux mêmes préoccupations qu'ailleurs" précise en 1923 le Préfet de la Corse au Ministre de l'Intérieur (cité par M. Gambini 1969).

L'exercice du pouvoir est, d'abord, personnel. Rien n'est plus étranger aux mentalités claniques que l'idée d'un pouvoir partagé, délégué ou soumis à contrôle. Le modèle insulaire du pouvoir promeut, à l'opposé, l'absolutisme et l'arbitraire. Les dossiers de la série I M et II M des Archives Départementales de la Corse, déjà dépouillées par F. Pomponi, en fournissent le plus éloquent des témoignages. Les maires entendent, seuls, tout régenter et imposer leurs ukases dans tous les domaines de la vie publique et même privée de leurs concitoyens. Un maire d'Evisa à qui l'on s'avise de demander des comptes sur sa gestion répond aux conseillers municipaux : "Cela ne se fait que sur le Continent." (ADC II M 164). Du même coup, tout acte de la vie municipale est transfiguré en fait personnel. Ainsi la simple délivrance d'une pièce d'état-civil est regardée par celui qui la reçoit comme une faveur particulière venant d'un homme en chair et en os, lors même qu'il sait - mais abstraitement, si l'on peut dire - qu'il s'agit là d'une obligation pour l'officier municipal et d'un droit pour lui-même.

Dans la mesure même où il est personnel, l'exercice de ce pouvoir est familial. Hérititaire, il tend à s'incruster, comme nous l'avons vu, dans certaines lignées ; mais il s'étend en même temps à toute la parenté de celui qui le détient. Municipalités et conseils généraux sont des assemblées de famille.

Mais, surtout, la pratique du pouvoir est, en Corse, résolument partisane. Elle ne s'en cache nullement, elle le proclame, elle s'affiche comme telle. Le pouvoir clanique érige en règle du jeu, admise par tous car inscrite dans les valeurs collectives, la division inéductible de la société, l'antagonisme des intérêts, la compétition entre les hommes. Un capitartitu vient-il à l'oublier qu'il se voit sanctionné par les siens : oeuvrer au débauchage partisan, oui, réconcilier le monde social, non. "Monsieur Jules César Santini s'est fait remarquer par la modération de ses opinions et par son attitude paisible au point que ses amis lui reprochent de recevoir chez lui des membres du parti adverse" (ADC II M 168). La logique clanique exige que l'injustice soit ouvertement pratiquée : elle témoigne de ce que le parti au pouvoir peut tout se permettre, elle fait sentir le poids de l'opposition au contra-partitu. Trois exemples. Affaire des expropriations sur la ligne du chemin de fer de Casamozza au Fiumorbo.

Jury présidé par Mr de Casabianca, chef du parti le plus puissant ; avocat de la campagne : Mr de Casabianca, cousin du précédent ; président du tribunal : Mr de Casabianca, frère du premier. Un membre du parti recevra 13.000Fr pour 16 ares 96 de vignes ; un opposant 2.000Fr pour 18 ares 90 (Cité par P. Bourde op cit). Aulène, 1886 : le maire transporte le bureau des postes et télégraphes installé dans une maison "républicaine" dans une maison "réactionnaire". Il fait voter par son conseil municipal les frais de déménagement. Il révoque le personnel de la mairie dont un porteur de dépêches, un distributeur de télégrammes à domicile et un monteur pour l'horloge communale. Il faut préciser que le courrier porteur de dépêches était une vieille femme invalide. Commune de Cambia : sur une population de 500 habitants, deux femmes seulement ont reçu un mandat sur les fonds de secours constitués par le Ministre de l'Intérieur : la mère du maire et sa propre femme (ADC II M 163).

C'est assez suggérer quelle est la véritable nature du pouvoir clanique, sur quels "ordres de faits" il porte au delà des enjeux politiques, quels sont ses ressorts profonds et comment il parcourt l'intégralité du corps social et de ses productions. Dans un document adressé au Premier Ministre, un habitant de l'île s'efforce de lui faire entendre ce qu'est le "politique" en Corse et comment il en arrive à organiser tant les pratiques que les représentations : "L'injustice, l'abus de pouvoir, l'humiliation, l'oppression s'abatent sur l'adversaire désarmé par la crainte, par l'ignorance, par le poison du servage mais rongé par son frein dans le gros espoir de pouvoir, un jour, rendre la pareille avec usure" (ADC II M 122). Ou de cet observateur déjà mentionné : "Si l'on a été battu à toute heure par de petits dénis de justice incessants, par les complaisances prodiguées aux adversaires, on sent la main de l'ennemi sur soi. Et c'est un double supplice (...) que d'être tourmenté par un ennemi et de ne pas pouvoir s'en venger. On comprend qu'ainsi entendue la politique remplisse la vie (souligné par nous)" (P. Bourde op cit).

Tel est donc le clanisme dans sa triple dimension institutionnelle de la lutte partisane, des rapports de clientèle et de l'exercice du pouvoir.

LES FONDEMENTS IDEOLOGIQUES DU POUVOIR PARTISAN

La complexité de ces institutions interdit de prétendre en donner une explication univoque.

En recourant à une intelligibilité de type historique au sens restreint du terme, on peut soutenir que la majeure partie de ce qu'il y a à comprendre dans le clanisme contemporain se résoud, au fond, dans le rappel de ses états antécédents.

Il serait un produit d'importation, introduit dans l'île de force par un colonisateur soucieux de se ménager des relais et de diviser, en général, pour régner. Il n'y prospérerait qu'à la faveur d'une oppression continue, changeant de forme sans doute mais point de nature. On voit bien pourtant par où pèche l'explication. Elle réduit d'abord le clanisme à sa dimension politique institutionnelle. Elle laisse dans l'ombre son enracinement dans les mentalités collectives, postulant une singulière conjonction entre les ressorts idéologiques du pouvoir partisan et le système d'idées et de valeurs organisant la vie sociale insulaire.

On peut aussi, adoptant un point de vue résolument synchronique, expliquer le clanisme par les multiples fonctions qu'il remplit à l'articulation entre la société nationale et les communautés locales. Le traitement fonctionnaliste a d'ailleurs été longtemps la voie royale de la compréhension anthropologique du clientélisme dans le monde méditerranéen : sa raison d'être se trouverait dans les missions qu'il assume partout où l'Etat présente des carences minant ses pouvoirs de régulation sociale, partout où subsisteraient des solutions de continuité et où manqueraient des dispositifs d'arbitrage en continu. On pourrait encore, de manière assez voisine, envisager le clanisme du point de vue de la logique présidant à sa cohabitation avec d'autres éléments du contexte insulaire et de ses relations avec la société nationale.

Mais il est également possible d'en rendre compte, du moins partiellement, à partir du sens conféré de manière plus ou moins explicite à leurs comportements et attitudes par les acteurs eux-mêmes. Dans cette perspective, les institutions partisane, clientélaire et de pouvoir seraient aussi, mais pas exclusivement, la cristallisation nécessairement imparfaite (car soumise à d'autres contraintes de fonctionnement) d'un système englobant de représentations du monde social, d'une idéologie dans l'acception large et non restrictive d'ensemble des idées et des valeurs communes à une société.

C'est cette voie que nous souhaiterions explorer ici brièvement. D'abord parce qu'elle nous semble être particulièrement bien adaptée à la pratique de l'histoire orale qui est au centre des préoccupations de ce colloque : archives et documents ne sont point, en la matière, le chemin d'accès privilégié aux données qui nous intéressent. Ensuite parce que, s'agissant du pouvoir, l'on sait bien qu'il repose autant, au bout du compte, sur un certain consensus des esprits quant à la normalité et la légitimité de ses dispositifs institutionnels que sur la coercition.

Quels éléments, alors, dégager du système de pensée partiellement incarné

dans ces institutions claniques ?

1. D'abord que son orientation générale est, selon les termes désormais classiques de L. Dumont, résolument holiste. C'est à dire qu'à l'opposé de la priorité prévalant dans les sociétés de type moderne une place très médiocre est réservée, dans l'idéologie, à l'être humain individuel. Celui-ci n'est pas considéré comme un sujet autonome du monde social ni comme un acteur véritable de son devenir. Il n'est qu'une valeur de second ordre et certainement pas au fondement des institutions.

En fait, la représentation que la société traditionnelle se faisait du sujet dénie à ce dernier toute liberté de choix dans la détermination de ses comportements et de ses attitudes. Il n'y aurait de vie individuelle que prise dans des enchaînements nécessaires et fondue dans un destin collectif.

Enchaînements nécessaires : ceux que commande l'hérédité. Ainsi chaque individu obéirait dans sa ligne de conduite à ce que son "sang" lui dicte. Ses pensées, ses paroles, ses actes, ses gestes seraient largement façonnés par l'ensemble d'attributs intellectuels, moraux et physiques détenus en propre par la lignée dont il procède, patrimoine indivis dont chaque individu est dépositaire et qu'il transmettra à son tour, inexorablement, à ses descendants. " Chaque bout de bois ressemble à la branche d'où il vient", "Du corbeau ne peut naître le rossignol", "Qui naît de la poule gratte la terre", "Fils de chats ne naissent pas sans griffes" : la sagesse populaire ordonne le monde social à l'aide d'une grille biologique et en tire des enseignements marqués par le fatalisme génétique.

Destin collectif : celui du "sang", terme qui ne désigne pas seulement ce qui se transmet de génération en génération mais aussi le groupe qui, à un moment précis de l'histoire de la lignée, détient en commun le stock d'attributs matériels et immatériels constituant le patrimoine familial.

Cette communauté de consanguins, dans sa double dimension verticale et horizontale, associe étroitement morts, vivants et ceux à naître, apparaît dans l'idéologie comme une personne collective autour de laquelle sont organisées les institutions. Le sujet individuel, dépositaire intérimaire et à la limite "interchangeable" du sang, lui est absolument subordonné.

Ces trop rapides aperçus sur une configuration idéologique d'ensemble jettent un jour sur certains aspects de l'appartenance partisane et de la dépendance clientélaire. Si l'on se souvient que, sans confondre les ressorts de son fonctionnement avec ceux de la parenté, le parti recrute et mobilise sur

La base des liens familiaux et de parenté, ils permettent de comprendre l'esprit de corps (l'esprit de parti) propre à ses adhérents. Le holisme constitutif de la culture insulaire confère à chaque sujet individuel l'aptitude à éprouver le sentiment de sa propre contingence, à épouser l'idée que le groupe le constitue en tant qu'être social, que son identité passe par ses appartenances. Ainsi chaque adhérent ressent que son honneur personnel est fonction de l'honneur collectif du parti, lui-même incarné dans les hommes qui sont à sa tête. D'où la force du lien partisan en vertu duquel rien de ce qui concerne le parti et ses chefs ne saurait rester étranger à ses membres. La mobilisation partisane n'est rien d'autre qu'une modalité de la mobilisation sociale en général : elle s'opère à partir des mêmes représentations de la primauté du collectif sur l'individuel et des mêmes valeurs de permanence.

2. La compétition partisane s'inscrit, quant à elle, dans une conception du monde social comme déchiré par nature. L'état de paix serait l'exception. La société serait fondée sur la concurrence et l'affrontement. La violence en serait une dimension constitutive, un ressort somme toute légitime.

La lutte partisane aîgne ses règles du jeu - et singulièrement sa binarité rigoureuse - sur le schéma d'ensemble du conflit social tel qu'il est culturellement déterminé dans ses moindres séquences. Sans parler, en effet, de toutes les oppositions séculaires entre Corse de l'Av-déjà des Monts et Corse de l'En-deça, entre la montagne et les coreaux, entre Ajaccio et Bastia, il n'est aucune communauté insulaire qui ne nourrisse un état d'hostilité particulière contre une autre communauté, aucune communauté qui n'abrite en son sein un conflit interne, sans cesse revivifié sur les modes pratique et symbolique, entre un quartier et un autre, ou entre un haut ("a soprana") et un bas ("a sottana"). Et tous ces conflits excluent à la fois la neutralité et le tiers-parti.

On peut éclairer, me semble-t-il, cette conflictualité généralisée en posant la question de la relation entre un très haut degré d'intégration culturelle (consensus sur les valeurs) et un état d'intégration sociale caractérisé par l'omniprésence obsédante d'antagonismes internes. Tout se passe comme si, d'une part, la société corse traditionnelle partageait étroitement, à chacun de ses niveaux constitutifs, un même code symbolique et engageait les mêmes valeurs dans l'application de ce code mais comme si, d'autre part, ce dernier avait pour expression fondamentale une segmentation permanente du corps social. Chaque instance, en effet, de la maisonnée à la région, estime qu'elle est unique en son genre, irremplaçable, depositaire du plus haut capital symbolique et c'est précisément en cela qu'elle est identique à toutes les autres. L'affrontement interne est structural puisque les valeurs partagées

sont celles-là mêmes qui organisent le retranchement sur soi de chaque unité sociale dans un "quant à soi" généralisé et le conflit avec tout ce qui n'est pas elle, qui en est le corollaire. Autrement dit, la disposition générale de la société insulaire en mosaïque, en archipel, juxtaposant une multitude répétitive d'agencements à l'identique, et dont la genèse est autant symbolique qu'économique (autosuffisance) ou politique (autonomie) contribue à expliciter ses déchirements internes : chaque unité sociale n'a d'autre moyen de se définir que contre, par opposition, et ce contre quoi elle se définit tend à englober tout ce qui n'est pas elle.

Le modèle le plus achevé en est, une fois de plus, fourni par la parenté puisqu'elle est organisée par la plus isolante et la plus récessive des forces : la consanguinité. Elle incite à la fois au retranchement sur soi de la famille au sens large et à l'instauration d'une frontière au delà de laquelle qui n'en est pas est un étranger, un ennemi potentiel. C'est dans le conflit de sang ou vendetta et dans sa résolution par les faiseurs de paix ou paceri, au moyen des mariages qu'ils ordonnaient entre familles hostiles, que se déchiffre sans doute le plus clairement la logique du cloisonnement social et de la conflictualité qui en découle. L'homologie entre luttes partisans et vendette est, à cet égard, particulièrement significative.

Il est une autre voie pour la compréhension de l'affrontement bipartite. On fait référence ici à la "loi" du maximum et du minimum souvent évoquée par C. Lévi-Strauss - dans son traitement du dualisme, par exemple - et qui est largement empruntée à Saussure. Dans cette perspective, tout semble se passer, rappelons-le, comme s'il y avait tant pour une société que pour une culture deux seuils de crise : l'un du côté de l'excès d'intégration sociale et de consensus sur les valeurs, l'autre du côté de la désintégration sociale et de l'absence de consensus. Le factionnalisme dans la société corse traditionnelle répondrait à une fonction équilibrante et comme cathartique en participant, avec toutes les autres formes de conflictualité, au rétablissement au sein d'un système menacé par excès de conformité une dissimulation susceptible de prendre en charge les tensions du système (2). D'une part, en effet, le factionnalisme, loin de fissurer l'édifice social paraît en constituer un rouage, un des éléments de son organisation tant matérielle que symbolique, soigneusement contrôlé en tout cas par la communauté entière. Et précisément, comment ne pas être frappé, d'autre part, par son caractère éminemment aménagé ritualisé, stéréotypé, qui par certains aspects le transforme en canal de "défoulement" ?

Les modalités de l'affrontement bipartite, jusques et y compris la violence,

font songer à une sorte de jeu communautaire : le fait qu'il se situe à l'écart de la sphère de l'utilité (puisque, sur la longue durée, ce que l'on "gagne" au pouvoir, on le "perdra" dans l'opposition), qu'il se déroule avec ordre selon des règles données, à la fois acceptées mais fortement contraignantes, (tous les coups ne sont pas autorisés, on y exige du style, de la manière ...), qu'il se déploie, enfin, dans une atmosphère de tension sociale et de ferveur collective . On peut se demander alors si l'une des fonctions essentielles de la lutte partisane n'est pas d'exprimer ou plus exactement de représenter, au sens théâtral du terme mais sans rien pourtant de factice, les idées et les valeurs constitutives du groupe .

3. Il reste, encore, à nous interroger sur les représentations engagées dans les relations de clientèle . Elles se rattachent évidemment aux conceptions traditionnelles de la hiérarchie dans le monde social, de l'égalité et de l'inégalité entre les hommes .

D'une manière générale, même s'il convient de nuancer l'analyse en fonction de la diversité des situations régionales dans l'île, l'on peut constater que surtout en termes économiques, statut en termes de prestige et statut en termes d'influence et de pouvoir ne coïncident pas . La richesse ne procure pas nécessairement le prestige ou l'influence , le prestige ne suffit pas pour acquérir du pouvoir .

En second lieu, si la société insulaire est relativement égalitaire, du point de vue, par exemple, de la répartition des facteurs de production ou des résultats du travail social, l'idéologie qui l'anime est fondamentalement inégalitaire . Le monde social y est représenté comme un monde essentiellement hiérarchisé dans lequel chacun, en fonction de ses qualités ou défauts propres, davantage hérités qu'acquis, tient la place qui lui revient . Le capital symbolique étant lesté de tous les antécédents de la personne, le statut individuel est, au fond, moins conquis qu'assigné .

La relation entre patrons et obligés obéit, dans ce cadre général très sommairement dressé au modèle qu'en offre J.Pitt-Rivers : " L'homme qui possède un droit d'autorité sur d'autres hommes n'offense pas ceux-ci en exerçant son droit (...) S'il est humiliant de recevoir une protection de quelqu'un qui n'est pas votre supérieur attiré, à partir du moment où cette protection est acceptée et la supériorité admise, il n'est plus humiliant de lui être subordonné."

Autrement dit, en Corse, la hiérarchie d'influence et de pouvoir spontanément reconnue dans la relation clientélaire n'est pas fondée sur des critères univoques tels la supériorité économique . Elle fait nécessairement intervenir

le prestige. Le charisme du "capi partitu" y est un élément essentiel : sa capacité à incarner exemplairement dans ses comportements les valeurs socialement reconnues . Ce charisme transforme une hiérarchie qui risquerait d'être de fait, si composite fût-elle, en une hiérarchie consentie, consacre le statut très particulier de l'obligé : un homme libre en dépendance (les ingenui in obsequio de l'âge médiéval) .

"Le chef de clan n'était pas un simple chef de parti ... Un Corse se liant inconditionnellement à une personne confère à ce demi-dieu tous les attributs permis en ce bas monde mais en retour il se croit habilité à tout attendre de ses héros " (J.Guerrini-Graziani 1979)

La relation entre patron et client rend finalement compatibles les valeurs d'égalité auxquelles la société traditionnelle était profondément attachée dans le contexte de la vie quotidienne et la reconnaissance d'une inégalité fondamentale entre les hommes .

+ + + + +

On comprend pourquoi les phénomènes de pouvoir ne sauraient être cantonnés ici dans la sphère du politique et comment ils constituent une dimension essentielle de la structure sociale en général .

Laissons le mot de la fin à un officier de police : " La politique n'a aucune part dans l'assassinat du sieur Lota ni dans les tentatives de crime commises envers les sieurs Leschi et Agostini, adjoints . Les élections municipales en ont été la cause principale " (AD 1 M 222) .

NOTES

(1) Cf. F. POMPONI (1976, 1978), G. RAVIS-GIORDANI (1976, 1984)

(2) Tout se passe comme si, dans certains cas extrêmes, les formes de conflictualité n'avaient d'autre raison d'être que de s'ajouter aux dispositifs existant déjà :

"Le canton de San Nicolao est devenu depuis quelque temps le foyer de deux associations secrètes (...). On assure que les règlements des Carbonari ont pour texte et pour base des principes irréligieux et plus que démocratiques et que les Fischioloni, qui ne seraient organisés qu'en haine de ces derniers, ont pris pour devise religion et monarchie." (ADC 1 M 113)

BIBLIOGRAPHIE

- M.C. ALBERTINI
1974 Les conseillers généraux de la Corse de 1799 à 1849, Nice, Mémoire de Maîtrise.
- P. BOURDE
1897 En Corse, l'esprit de clan, les moeurs politiques, Paris, Calmann-Lévy
- L. DUMONT
1977 Homo aequalis, Paris, Gallimard
- M. GAMBINI
1969 Comportement électoral et attitudes politiques en Corse, Paris, thèse de doctorat de sciences politiques.
- J. GUERRINI-GRAZIANI
1979 Les Corses et la politique, Ajaccio
- F. LECA
1974 Les élections législatives sous la IV^e République en Corse, Nice, mémoire de maîtrise
- D. MUFFAT-JEANDET
1978 Le parti bonapartiste corse dans la vie politique contemporaine, Ajaccio mémoire de maîtrise
- F. POMPONI
1976 "Pouvoir et abus de pouvoir des maires corses au XIX^e siècle" Etudes rurales, N° 63-64
1978 "A la recherche d'un invariant historique: la structure clanique dans la société corse" Pieve e paesi, Paris, CNRS
- G. RAVIS-GIORDANI
1976 "L'alta politica et la bassa politica: valeurs et comportements politiques dans les communautés villageoises corses" études rurales, N° 63-64
1983 Bergers corses, les communautés villageoises du Niolu, Aix-en-Provence Edisud
- F. ROBIQUET
1835 Recherches historiques et statistiques sur la Corse, Paris, Rennes

Selma Leydesdorff.

Identification and Power in the Formation of the Romantic Memory.

It has become commonplace to say that memory is predominantly determined by the present, where the present is understood as the collectivity in which every individual lives and in which every individual experience partakes of more general historical experiences. Nevertheless individual experience can be distinguished analytically from general historical experiences. I would not claim that there exists a general social memory distinct from individual memories, but we should never underestimate the role of the personal subjectivity that has been created by the specific biography of the individual. We should not look only at the social forces and powers that create the collective memory, nor should we imagine a separate world in which other forces are working to shape the individual consciousness; to the contrary, we should examine the ways in which these forces are interconnected, inseparable yet different in the lived experience of each individual.

In this paper I would like to explore the extent to which this separate individual experience, and thus the individual process of remembering are determined by far more general relations of power. There is no space to enlighten the argument with footnotes. The fact is that most of what is being written on oral history at present deals with the

collective consciousness. The present study stems also from the requirements of my research on the Jewish proletarian community in Amsterdam, which has been overshadowed so overwhelmingly by the collective disaster of the massive deportation of Jews during the Second World War that one is inclined to forget that survivors are reacting not only to the war that caused such a rupture in their lives. Their lives might have been fragmented for reasons having nothing to do with the war, reasons having to do with their psychological biography, for instance. These psychological biographies are influenced by many factors, such as one's relation to one's parents, instability in childhood, and so on. These factors were then transformed by the experiences of the war, and with this transformation the memory is altered.

Pre-war experience was usually romanticized in the interviews I conducted, and I wanted to know the reason for this romanticism. I knew I was interviewing people who had lived in dire conditions before the war, who had known hunger, poor housing, poverty and filth, and had lived from one day to the next; unemployment had been a regular experience for them, and they had never known the social stability of a regular income. Moreover they had lived through a time of rapid change, because it was precisely their generation that bore witness to the definitive assimilation to the surrounding culture of their own Jewish proletarian culture that had previously been kept closed. This was a painful experience, not without shocks; all the more reason, then, to

assume that memories of this period might be wild and unstable, and certainly not romantic. Yet I found this past society buried under layers of romantic nostalgia, precisely the way it is depicted in present day literature about the old Jewish quarter. I wondered why there seemed to be no other way of dealing with this past for the people who had lived through it.

To understand how it was possible that even the specific memory of individuals failed to contradict the static romantic and legendary picture, I consulted psychoanalytical theory, hoping to find a clue there. It is problematic for the historian to use this theory, in the first place because historians want to know something about the past that is completely different from what psycho-analysts want to know. Moreover the framework of interpretation different. The historian hears a picture of the society in words and messages. The psycho-analytical process, however, is directed toward arriving at the 'parole pleine', which is attainable through stories and free association, which reveal personal identifications, one's relations with one's parents and the development of one's sexuality, all of which are brought to light through symptomatic reading. In this way language becomes the gateway to the unconscious. I, as a historian, listen, on the contrary, to the general representations: hunger is not primarily a sexual experience, but an experience overshadowed by the hunger that was felt during the war. Beginning always over and over again and again with the

terror of that experience the word has taken on so many meanings, has come to stand for so many emotions that are lacking in language itself. The analogy between the oral historian and the psycho-analyst is thus a derived analogy, but one that is well worth examining in terms of knowledge about the individual memory.

All individual knowledge about memory starts in Freud's work with the problem of identification, which turns the narrator of the story into one of its participants, and thus places the narrator on the stage. The spectator can thus participate in the theater of the past and so we deal with images which represent the personal biography as if they were a theater.

Psycho-analytic theory examines why people forget things in this theater, as a result of Repression, i.e., the act of channeling things from the consciousness to the unconscious. These repressed elements are feelings that cannot completely be understood in terms of reason, they cannot be measured or categorized. Their very existence cannot even be proved. But in them things that happened in the past live on in the present, although in another form. As against to what we oral historians call memory there stands the psychoanalytical theory of oblivion, which in this sense contains a theory of memory. But there is no psycho-analytic answer to the question why we forget things which happen in our daily lives. Such an answer could be sought more generally in connection with the wish to avoid the feelings of dis-

pleasure which can be evoked by a specific memory. This is something different from the conscious wish to forget the unpleasant, because the former process is an unconscious one. Free association is among the methods to uncover the story of the unconscious. People replace those events that have been banished to the realm of the unconscious with memories that substitute for them. This process involves what Freud calls screen memories, beneath which new chains of meaning can be found. These screen memories are heavily charged memories, often isolated, they mediate between what has been seen/forgotten and the representations that have been substituted. The meaning of a word which serves as the locus of a screen memory (Deckerinnerung) can assume its own place within the present language system, and it can also stand at the same time for an experience that has never been translated into a word.

Public discourse, signs in the present, and members of the family are generally the means by which we check our substituted memories. But what if there are no signs? What if there is no family? What if houses, cultures, and neighborhoods which could remind us about the past, if everything that could preserve us from being misled has been swept away by fascist barbarians? In such a case, are traditions and nostalgic stories strong enough to fill the empty space, and can they help to question the memory of a childhood happier by definition? Can such a childhood or past be covered from underneath layers of collective memory, and can it even be viewed separately from the general evil that overwhelmed its

society?

People try to tell us a story in language, but their words they use occur within the language system of the present day. Using this language, the person interviewed tries to put into words that which, because of a radical hiatus, has become impossible to encompass within the system of language. In other words, the prewar past can only be recaptured in the light of the war, in the words created and transformed by the war. Lacan has shown how illusory it is to assume that a given signifiant should always have the same signifié. Terms and meanings change with their contexts. Every word derives its meaning within a language system, which is a precondition to speaking. This language-system has supremacy of the speech of every single individual. Because the narrator expects a reaction -- an answer -- he or she will try to speak within the symbolic order and the language-system of his or her listener. This is why the condensation of a story has so many gaps; and it is also one of the reasons why a symptomatic reading is so essential; for it unveils those elements of the story that fall outside the symbolic order. It uncovers what has been repressed and kept secret unconsciously. The narrators in my research took great pains to find ways in which they could express what was essential to them in terms of my language, my contemporary words, and a culture which had only partly become theirs, because its very existence was a result of the elimination of their culture. I was quite familiar with their

cultural background, and perhaps also with their language system. Yet our main point of common reference was the semi-official reading of the past. They were using words in order to recapitulate their lives, but these words have many different meanings, even for those who use them, they have acquired a history of their own. Things which happened fifty years ago have been converted into the language of that time. They have been registered in the brain as words and as more than words. But the words which belong to the recapitulation have lived their own lives! they have referred to other events expressed in language, as well as to what we could call sensory perceptions. The meanings of certain words have even been transformed by these experiences: I mentioned "Hunger". Many of the people I interviewed had known hunger in their childhood -- not starvation, but stomachs that were always empty. And this was something completely different from the later hunger of the concentration camps, a hunger connected with the constant dread of death, in the certain knowledge that one could be killed at any moment. Since the war everyone has suffered an empty stomach now and then, which might also be described as hunger. So when people talk about hunger it is not always clear what they mean.

I listen not only to the story of their own development but also to the place people assign to themselves in the world, which constitutes the scenery which they construct for me, the background of existing images of how things used to be. They defend their individual speech and utterances in rela-

tion to existing stories. At the same time, they anticipate the questions I could ask because I know these stories. It seems only natural that, give the total destruction of Dutch Jewry those stories should be nostalgic.

But there are contradictions in the collective memory, because all hegemonic ideologies are contradictory. I say this because it is precisely the memory that plays such an important role in the political mechanisms by which the relations and values of our society are perceived. Similarly the collective memory is constituted by the field of political forces; it is dominated by the ruling ideology, but it also tells its own story. This relatively autonomous collective memory is of crucial importance for the story of the individual: it indicates which elements of the individual memory will be meaningful at the present moment. And as we say that memory is determined by the present, so the notion of a collective memory is equivalent to the notion of the present. Raymond Williams, the British cultural theorist, has called this past with a meaning for the present "The significant past". He describes the traditions which belong to this significant past as an aspect of the social and cultural organization of present day society. Tradition, he wrote, tells one story about the past, and aims to connect the past with the present, and to sanction the present. But not all of history can be reduced to this dominant picture. A story of the past more substantial than just the negative or opposite story must, however, be made from outside this

cultural process. It should not be a part of that which is considered only a part of it.

We wanted to know if it would be possible to create such a picture, one that does not derive its values from the hegemonic culture. Many of the stories I heard in my research were as nostalgic as the official literature. Traces of another story could be found at best by exploring the value of screen memories. The safety felt before the great calamity coincided wonderfully with a longing for the safe undisturbed relations of childhood. However, sometimes the poverty and insecurity had been so great that the story served as a conscious negation of the nostalgia. Yet precisely, because of their negatively determined character, such stories were also part of the hegemonic picture. To profile one self it was necessary to express the negative again and again.

Approval was being solicited from the dominant culture in the person of the historian, and the longing for a missed happy childhood functioned as a substituted memory. Against the background of the tragic story the happy moments were chosen for their symbolic forms, while those memories which could produce unpleasant feelings were kept at bay. The substituted memory was predominantly the romantic theater of the past. Poverty was cozy, and nobody cared if this picture was true. I sometimes had the feeling that people were assuming that I knew it was not true, although they would never admit it. It seems impossible that so many stories

about hunger and unemployment could stand for coziness, happiness, and good old days. As signified in these stories, culture behaved as a correcting, revenging authority, as a super ego. Freud established that culture can play the role of a superego in the experience and consciousness of the individual. And so it is that collective and individual memory merge in the story of the past. It was important that in my case there should be no other avenue than nostalgia to aid in the active process of remembering. By remembering the past, people accorded themselves a place in a world which had become too empty. Their stories kept them alive, because through them they knew how the world could have been. Other people can recognize themselves in the symbols the survivors use. It is in this way that people put themselves on stage, where identification turns as many other people as possible into co-artists. Often the survivors thought they were talking about a 'real past'. They assumed that they shared something with other people in their relation to this reality. I like to compare this identification with Brecht's ideas about naturalistic theater. According to Brecht, the so called real, natural picture of human suffering, and the ways in which those in the audience are invited to empathize with this suffering make all critical evaluation impossible. As Brecht wrote: "One identifies with you, and one finds his proper place in the world. You were just the way you always were, and the world stays just the way it was." A photograph never depicts the reality because it is a pho-

tograph, and a painted flower can never replace a bunch of flowers. A good piece of theater, therefore, establishes distance in order to uncover and illuminate reality! It must reveal the laws hidden beneath the suffering. Similarly, it is important to reveal what is hidden behind the 'real' picture. Through the use of techniques of alienation the author distances himself from the self-evident and the natural. Identification reduces the extraordinary to the level of the quotidian, while alienation, according to Brecht, creates history. In the case of identification, the relation the so called real existence is imaginary: it never deals with reality, nor with real relations. In this sense, identification is ideology. Or rather: The combination of people's experiences with the way in which they locate these experiences in their picture of their relation to reality. Ideology is necessary, because people do live their lives and experience them, assigning values to every experience, so that every individual person creates his or her own existence. This complex is sometimes described as the interpretation of the subject (Althusser). People go along with the dominant ideology, among other things, by identifying with its representations. In literary descriptions of the past, such possibilities for identification are offered again and again! This is even an essential characteristic of certain literary practices. In our case the identification is accomplished by means of nostalgia.

Experience, ideology and reality are thus encountered on the same level and by means of recognition-identification, the

reader becomes the subject of the story he is reading. But just as the child looking into a mirror identifies with the picture visible there, so the readers merely think that they are the subjects of the story. They are something other than a piece of glass.

CONCLUSION.

I hope to have shown that the dominant collective memories and specific individual memories form not a unity, but a collection of fragments. In our research they merge because nostalgia protects the narrators against the emptiness of their world and coincides with their wish to romanticize the safety that was a feature of their childhood. Although people tend to forget their early childhood, and although we can only trace such memories by way of screen memories, we can still find among those we interviewed an interesting subtitled memory about their early childhood, a memory which is itself derived from the dominant ideology, as much in the positive as in the negative sense. The war was such a rupture in their later life that they have no other choice but to fit themselves in more and more, even at the cost of oppressing individual speech. The way in which this happens is determined by one's personal biography: some people are more dissident than others and will forever ever be so in their stories. In such cases, the war strengthened particular elements of their personalities. This romantic and nostalgic image is a consequence of the murder of the Jews, and represents a tendency visible not

only in Dutch literature, but in other countries as well, and in a massive culture of nostalgia that seems to surround Jews these days. Every country seems to produce its books of photographs, its books of stories, and a certain kind of nostalgic literature. These tales and pictures together form a counterbalance against the sharp ruptures in the history of Jews in the twentieth century! and this tendency is exacerbated by the need on the part of many young people to know about the time before the war, to know about an undamaged Jewish life, as the roots of a culture and a way of life. This nostalgia can transform conditions of deprivation, poverty and hunger into a vision to be longed for. But even more, it conceals the strong socialism of the Jewish proletarians and their violent antizionism, because this doesn't fit in. Nostalgia makes of Jewish proletarian culture a static society in which there were no desires, changes, or conflicts. Oral history cannot counterbalance the power of such a romantic picture unless the historian wages war against it. This means that the historian must become more critical. It is impossible to distance oneself, and thus to create proper conditions for analysis! and this can become especially problematic. Those being interviewed sometimes protested when they saw their own transcripts, even though the thoughts of the historian were not written down there. Because of the fact that in oral history we are dealing with a kind of power that is exercised over the individual down to the smallest detail, critical solidarity has become a contradiction in terms.

Laura Mariani

INDUSTRIALISATION DU THEATRE: NOUVEAUX POUVOIRS ET CULTURE
DE L'ACTEUR.

Ma communication portera sur un passage d'époque particulièrement significatif dans l'histoire du théâtre Italien, celui qui se produit vers 1930. Ce passage entraîne une modification substantielle des fonctions et des rapports de production scénique que j'ai analysé principalement du point de vue de la présence des femmes, les actrices.

Cette zone ayant été très peu étudiée, il faut recourir aux sources orales et aux instruments théoriques et méthodologiques préparés pour l'étude des cultures orales afin de l'aborder dans toute sa complexité.

Jusqu'ici j'ai interviewé 9 personnes: 7 actrices entre 76 et 97 ans (sauf une de 64 ans) et deux personnes qui ont connu de près des actrices désormais mortes. Je choisis mes témoins à l'intérieur des catégories suivantes:

- les plus que octogénaires (et les octogénaires) en tant que témoins privilégiés puisqu'elles étaient actives dans le théâtre des premières années du XX^e siècle
- leurs filles actrices
- quelques vieux acteurs, pour des témoignages de comparaison.

A mon avis il ne faut jamais voir en abstrait le problème des sources orales qui se pose de façon différente suivant le contexte dans ce cas l'histoire du théâtre.

Les sources orales ont là une physionomie particulière, étant donné le caractère d'oralité prééminent qui informe la culture scénique si l'on nie la suprématie du texte écrit.

"Il ne reste que de mots éphémères pour les acteurs" dit Paola Borboni - (et la rupture des années trente a aussi entraîné la perte de capacité de laisser une mémoire de soi-même) "les comédiens vont perdre l'habileté de raconter (se raconter), d'être histoire du théâtre" a écrit R. Simoni). C'est au moyen des mots que le savoir, les techniques, les habitudes de la vie sont transmises de génération en génération, mais il s'agit souvent de mots empruntés à d'autres langages (psychologique, littéraire, etc.) qui ne peuvent communiquer qu'au moyen de la pratique, du métier, et qui ne possèdent pas une codification permettant le passage spécifique à la culture écrite.

D'autre part il existe une littérature vaste et diversifiée des et sur les acteurs ayant un caractère contingent où j'ai choisi surtout des mémoires et des lettres. Aussi bien dans ces textes écrits que dans les documents oraux le problème c'est d'ouvrir des trouées sur la culture de l'acteur, de récupérer des fragments pour donner une appellation à une telle diversité. La communication se fait souvent d'une façon imprévue, par de petites phrases, des idées individuelles, les, qui ont l'évidence des maximes et qui ont la force des secrets transmis de génération en génération, ce dont on a désormais perdu la conscience. Ou bien la communication est faite par des anectodes sous-entendant ce qui

ne trouve pas de mot pour s'exprimer, à déchiffrer donc. On peut tirer des conséquences immédiates de tout cela. D'abord que l'interviewer doit avoir une diversité à par tir de la fascination du théâtre, puisque sans fascination il n'y a pas de dialogue dans l'éphémère du présent. Et puis que le problème de la décodification et de la lecture critique des sources est particulièrement complexe. Nous ne nous trouvons pas seulement en face à une culture différente, sans un langage à soi, où l'intelligence et la science peuvent s'exprimer par des banalités apparentes, il s'agit aussi d'une culture pour ainsi dire gâtée, habituée à mêler un certain complaisance au message. Ce n'est pas par hasard si l'acteur tend à jouer pendant les interviews, afin de renforcer son image à l'égard du public. La relation entre sources écrites et sources orales ne se pose pas là comme une simple question d'exactitude méthodologique: il est comme si l'on avait devant soi un seul type de sources qui ne communiquent avec nous que dans la mesure où elles communiquent entre elles-mêmes. Les mémoires, les lettres, les déclarations écrites des acteurs portent les traces de l'effort pour exprimer la diversité, ce qui manque souvent dans la communication orale des témoignages, mais ce sont bien ces témoignages, avec leur quotient de réalité, qui permettent la reconnaissance et la compréhension.

Pour aborder le sujet de ma communication je vais commencer par une citation écrite. Dans une déclaration de 1926 Virgilio Talli, comédien, directeur de troupes théâtrales de

présti ge pendant les trois premiers dix ans du XX^e siècle, intervient à propos de la crise par laquelle passe maintenant le théâtre: les acteurs "étaient déjà dans les mains des patrons des théâtres. Jamais ils auraient dû (ils pensaient) devenir les esclaves des répertoires ! leurs raisons nements, au fur et à mesure que le péril approchait, révélaient le désordre marqué par l'imminence de certaines pertes de pouvoir. C'était une vraie race qui allait perdre sa physiologie ancienne et glorieuse, et qui devait soit se dé cider à en prendre une tout à fait différente, soit se retirer en bon ordre résignée et vaincue". Derrière la banalité apparente, Talli nous signale la radicalité de la crise qui va se produire ainsi que ses points clef: la transformation du pouvoir dans le théâtre et la fin des acteurs en tant que race. Voici ce qu'il se passe au sujet du premier point.

Du pouvoir aux pouvoirs

Le processus d'industrialisation de la production théâtrale de l'Occident, en concomitance avec la restructuration des premières années du XX^e siècle du capital monopolistique, entraîne des changements à tout niveau, à commencer par la fin du vieux système de pouvoir scénique, basé sur la "direction de troupe". Notre panorama théâtral de 1900 à 1950 est donc caractérisé par le désordre, causé par l'importance de l'accrochage en cours et par les résistances que les comédiens y opposent. Dans un tel désordre de nouveaux pouvoirs se préparent jusqu'à quand le fascisme conclut le processus d'industrialisation dans ses caractères particuliers

organisés de haut, en réduisant au minimum les phénomènes positifs que l'industrialisation entraînait.

On va maintenant commencer l'analyse du pouvoir en dehors du théâtre.

Déjà les grands comédiens du XIX^e siècle avaient vu "devant eux l'ombre de l'organisation d'état, du système industriel", comme Vito Pandolfi l'a écrit, mais c'était une question qui concernait surtout les acteurs jouant en Italien et les grosses troupes. Les acteurs jouant en dialecte et les troupes des cabotins, des suivant les traditions des comédiens de l'art, continuent à considérer leur activité d'une façon artisanale, s'en remettant "au bon vouloir et aux faveurs du public" et ils étaient sceptiques pour toute intervention venant de haut. Toutefois il existait entre troupes majeures et mineures, entre acteurs et public, un équilibre qui donnait au pouvoir un caractère unique et qui protégeait la vie théâtrale. Celle de l'état et de l'organisation industrielle c'était justement une "ombre" et elle prenait corps dans le policier qui autorisait à donner la représentation et dans le receveur des contributions. Celui-ci devient de plus en plus envahissant ~~comme~~ l'acteur Alamanno Morelli déplore dans une lettre de 1875 à Luigi Bellotti Bon, censeur directeur de troupe, mort suicidé en 1880 à cause des dettes.

"1) Nous payons la taxe pour chaque comédie que nous présentons à la censure; 2) Nous payons la taxe pour chaque avis à publier; 3) Nous payons la taxe pour l'ouverture d'un théâ-

tre; 4) Nous payons la taxe revenus mobiliers pour chaque soirée de représentation, très onéreuse! Et maintenant on prétend une deuxième taxe pour revenus mobiliers?" En même temps on reprend la campagne idéologique contre la "dégradation" du théâtre, pour la réforme, et les auteurs en sont les défenseurs, ils s'organisent dans une Société (1882) et réclament des postes de direction à l'intérieur des troupes. Au début du nouvel siècle la guerre dans le théâtre est dans son plein développement et de tous les côtés les directeurs de troupe sont accusés d'être les ennemis de la réforme puisqu'ils perpétuent une manière artisanale de faire du théâtre en conduisant des compagnies soit familiales soit mixtes. Dans un premier moment les directeurs de troupe s'allient aux patrons de théâtre pour résister à l'attaque des auteurs, mais ils sont bientôt dépassés: en 1909 le congrès de Bologne "pour le pacte d'alliance" sanctionne la coalition entre patrons de théâtres et auteurs; pendant les années suivantes même la contradiction entre les auteurs et les importateurs de répertoire étranger s'est assoupie. Adolfo Re Riccardi, chef de l'agence d'importation de répertoire étranger la plus importante, promoteur (et pendant une certaine période directeur) de la "Compagnia dei cinque", spécialisée en textes Français, après les âpres oppositions initiales, est accueilli au sein de la Société des auteurs. Même les patrons de théâtre s'organisent: ils donnent vie à des compagnies de succès et font peser les choix des théâtres majeurs ("Toute la tournée de l'année était résolue avec trois villes: trois

et peut-être quatre mois à Milan, trois autres à Rome et Turin et les jeux sont faits" écrit Dina Galli). Ce sera ensuite un entrepreneur, Giuseppe Paradossi, qui proposera le "Consortium", un véritable trust des théâtres. En réponse, Ermete Zacconi, le grand acteur, organise une "associazione des directeurs de troupe", mais qui se révèle impuissante devant les intérêts individualisés de chaque directeur de troupe et qui sera ensuite dissoute par l'avènement du fascisme. Même la tentative de créer un bloc unique impliquant tous les noms des acteurs dans une Affaire, fait faillite. Tristement, mais avec rage, Zacconi écrit en 1916: "Les lèvres ne sont certainement pas pâles et ta chevelure hérissée, que tu n'a pas, en pensant de perdre les théâtres du "Consortium". Tu es convaincu que tu trouveras encore des "San Carlo" ou des "Costanzi" à t'accueillir. Et que si aurtu réussissait à te chasser même de ceux-ci tu construiras ta baraque de bois et de toile et tu exerceras ton art de même que tes grands-parents le faisaient, avec moins de luxe mais avec plus de dignité, et libre surtout. Et si on devait te disputer même ta baraque (on ne sait jamais, les affaires sont les affaires, et après qu'on a inventé cette phrase il faut tout s'attendre) les portes des théâtres d'Europe et d'Amérique seront toujours ouvertes pour toi". Même la syndicalisation des acteurs est impuissante à influencer le processus d'industrialisation théâtrale: la bataille commencée à la fin du siècle pour améliorer les conditions de travail et de vie qui étaient vraiment misérables, se transforme, pour

des raisons compréhensibles et partiellement justes, en lutte contre les directeurs de troupe du vieux type. Les protagonistes ce sont des acteurs de troupes importantes telles que la Nicodemi, Gandusio, Ruggeri, qui sont justement conduites par un auteur, Dario Nicodemi et par deux "dilettautes" provenant des compagnies d'amateurs, Gandusio (de famille militaire) et Ruggeri (de famille burgeoise) et non pas par des enfants de la balie. Dans le désordre c'est le fascisme qui amène l'ordre définitivement. En 1921 un prix de 120.000 lires à la Compagnia Drammatica Nazionale, dirigée par Virgilio Talli, inaugure l'époque du théâtre des subventions; en 1930 naissent les Corporations du spectacle ayant le but d'harmoniser progressivement la vie théâtrale, en composant les intérêts des différents secteurs, en programmant la production et en défendant les plus forts. La plupart du pouvoir de prendre des décisions est remise aux mains de la Direction générale pour le théâtre qui décide quelles sont les compagnies qui recevront les subventions, les avances et les prix (Meldolesi, 1984). En résumé, la nouvelle situation qui s'est créée est caractérisée par la multiplication et la confirmation du pouvoir bureaucratique et par la nouvelle puissance que prennent certaines vieilles figures telles que les patrons des théâtres, les entrepreneurs, les importateurs du répertoire, les auteurs. Ces derniers représentent des figures organiques de la vie théâtrale, mais en se présentant comme une organisation, elles finissent par agir principalement comme un groupe de pouvoir externe. Tout cela

a des répercussions violentes au niveau du deuxième pouvoir dont nous devons nous occuper, celui à l'intérieur de la compagnie. La perte de pouvoir la plus grande, comme nous le savons, est celle subie par le directeur de troupe, le vieux directeur de troupe venant des familles d'art, qui dans le second après-guerre sera remplacé par le metteur en scène "dictateur", mais qui déjà au début du XX^e siècle assiste au vidage de son rôle dirigeant par de différentes formes de commandement tantôt directoriale, tantôt d'entrepreneur ou bien de type intellectuel. L'attaque à la direction de troupe est en réalité une accusation au métier de comédien tel que l'on l'a conçu dans ses lignes générales à partir de la Commedia dell'Arte; c'est une accusation au jeu du grand acteur du XIX^e siècle. Tal li écrit: "On mit à nouveau en valeur les compagnies d'amateurs que les "Enfants de la balle"...] avaient toujours durement contrecarré... et on fonda avec froideur une nouvelle école pâle, à base de sobriété et de silences, sous le prétexte que les anciennes interprétations abondaient en couleurs et en sons ... On décréta qu'il fallait "jouer comme on parle", que "élegance et distinction" étaient nécessaires. Jadis on apprenait directement sur la scène, en regardant les acteurs formés, en écoutant leurs conseils et commençant à jouer dans de petits rôles. Ensuite on changeait de rôle suivant l'habileté et l'âge (par exemple quand on vieillissait on passait du rôle d'actrice principale à celui d'actrice principale mère). On jouait tous les soirs (et même trois fois par jour) toute l'année, avec un mois d'interruption; on jouait n'importe quoi.

Le contrat écrit avait une durée de trois ans, mais les jeunes s'accordaient verbalement avec le directeur de troupe, on n'était pas chassé de la compagnie, tout au plus on changeait de charge. Rina Franchetti, une actrice interviewée dit: "Les acteurs d'autrefois avaient quarante comédies dans leur répertoire et ils travaillaient pendant toute l'année et en ces temps-là ils en faisaient tellement de pratique qu'à un moment donné le genre auquel ils pouvaient se consacrer jaillissait...]. On ne peut pas devenir un bon acteur si on ne joue que de temps en temps ou si l'on joue une pièce par an". Le travail de l'acteur, en ce temps-là, n'était pas réduit au binôme répétition/spectacle, il prévoyait le "training"; il y avait plus de possibilités pour les jeunes de croître et de s'imposer. même les acteurs principaux, Ils devaient être prêts à remplacer les collègues absents, ils avaient la chance de leur représentation, s'il s'agissait d'acteurs qui promettaient; l'espace des farces entre un acte et l'autre leur appartenait entièrement. Mais c'est surtout l'ampleur du répertoire, avec ses contraintes à jouer, avec le noyau que les témoignages oraux signalent comme base du vieux métier de comédien, que l'industrialisation a éliminé. A l'intérieur des troupes on commence aussi à distribuer les charges, de nouvelles spécialisations naissent alors que des métiers anciens meurent. Avec le retrécissement du répertoire le souffleur n'est plus nécessaire, la costumière aussi peut être remplacée par des ateliers spécialisés, d'autres métiers "mineurs" deviennent inutiles ou bien il n'y a plus personne qui les

fasse car la fin de la famille d'art signifie aussi qu'il n'y a pas de "suite" (c'est à dire des maris et des femmes qui ne jouent pas). Autrefois tout était fait par les comédiens; écrit Ermete Novelli (1919): "C' était une sorte d'écologie professionnelle affectueuse... Les uns peignaient les décors, les autres écrivaient les affiches et les panneaux y relatifs et dessinaient les figures... Les uns brodaient les costumes, les autres tissaient les perruques (j'en ai faites, moi!) d'autres encore faisaient même les chaussures". Même des faits inévitables et améliorants tels que l'introduction d'une personne chargée des costumes, entraînaient des déviations d'esprit: "Il y avait des gens qui mangeaient du cappuccino au petit déjeuner, au déjeuner et au dîner parce qu'ils devaient se faire les vêtements - on sait que le comédien était tenu d'acheter les costumes de scène - et que les costumes de scène n'étaient jamais utilisés pour la promenade, c'étaient des choses sacrées...". "Aujourd'hui ils s'en fichent s'ils sont obligés d'utiliser leurs chaussures pour la scène, puis pour la marche, puis peut-être après quelques temps ces chaussures sont déformées, abîmées, jaunis c'était sacré". (Regina Bianchi).

Et voici le troisième pouvoir: l'industrialisation fait devenir la tradition un pouvoir d'alienation. Le théâtre est un lieu aux modifications très lentes où la séparation entraîne un aspect conservatoire et la conservation est nécessaire à la continuation. Devant la crise dramatique mais inévitable qui bouleverse le théâtre au début du XX^e siècle, le

conservatisme se colore d'absurdité, devient une nostalgie impuissante, refus de la transformation en général, même quand elle a un sens culturel. L'ancien théâtre ne pouvait pas survivre tel qu'il était. Aussi l'absurdité des acteurs, prisonniers de leur même pouvoir de résistance, devient une cause de la défaite. En effet l'acteur moyen ne tend pas à s'interroger et à apprécier les qualités innovatrices du théâtre du XX^e siècle, il ne fait pas d'effort pour être le protagoniste dans l'imposition de la nouvelle "cause du théâtre" de la mise en scène, mais simplement il s'oppose, il essaye de résister, il conserve, il s'interpose, il produit en son tour de médiocrité, la médiocrité typique du théâtre officiel de nos jours.

Pouvoir externe, pouvoir intérieur, pouvoir de la tradition, tels qu'ils se sont représentés, constituent encore aujourd'hui une lourde triade pour les opérateurs du théâtre. Nous allons maintenant analyser le deuxième problème signalé par la phrase de Talli, qui a donné lieu à la réflexion.

La fin de la "race" des acteurs

Pourquoi les acteurs sont-ils une race? Qu'est-ce que va changer? Qu'est-ce que va mourir? Il est question d'étudier une culture différente, à la recherche de sa diversité, en partant du fait que les communautés de comédiens constituent une "micro-société" aux marges de la société réelle, ni dedans ni dehors, ayant des relations intérieurs non "normales", comme on a déjà expliqué (F. Taviani, 1983).

Une culture avec des "mystères" qui selon Talli déjà, "on ne pouvait ni décrire ni

deviner" et que l'on risquait de perdre après la dissolution définitive de la micro-société des comédiens dans la société, provoquée par l'industrialisation et la multiplication y conséquente des formes de spectacle.

A l'intérieur de la micro-société la présence des femmes est tout à fait spéciale, et celui-ci n'est pas - à mon avis - un élément secondaire de la race. Dans l'espace hors-la-loi du théâtre les femmes peuvent vivre des existences moins étouffantes, bien que souvent dramatiques. On ne donne pas pour sûr le pouvoir des hommes sur les femmes, des parents sur les enfants; filles et garçons, abstraction faite du sexe, ont les mêmes possibilités, c'est grâce aux capacités qu'on s'impose. Je voudrais dire même plus: il existait dans les anciennes compagnies une anomalie telle qu'on ne faisait pas de distinction entre hommes et femmes mais: on devenait homme ou femme distingué suivant le sexe sur la scène, au moyen du travail représentatif. Pour toutes ces raisons, le théâtre a été un lieu du protagonisme des femmes. En effet entre la moitié du XIX^e siècle et le début du XX^e les acteurs les plus acclamés ce sont Adeiaide Ristori et Eleonora Duse et il y a tellement d'actrices directeur de troupe qu'il n'est pas facile d'en faire le recensement. D'autre part, les témoignages oraux dévoilent la richesse énorme de ce monde. Il me semble que dans les familles d'art et dans les compagnies composites du début du XX^e siècle il existe des liens entre les femmes d'une intensité spéciale:

- avant tout au niveau du rapport mère-fille. Ça s'est démontré très fort chez six parmi les actrices interviewées (sauf pour

Paola Borboni qui n'est pas un enfant de la balle) jusqu'à l'élimination, dans certains cas, de la figure paternelle. - de même au niveau des soeurs. C'est emblématique le rapport passionné et difficile entre Irma et Emma Gramatica.

- finalement au niveau des réseaux d'amitié.

Et il peut s'agir des rapports affectifs avec des femmes dont le rôle n'est pas spécifié, chaperon-servante-amie, aussi bien que de l'existence d'un certain nombre d'amies intellectuelles faisant fonction de point de repère. Dans ce sens le cas de Vera Vergani est significatif: elle a été l'amie de certaines écrivains qu'il faut étudier de nouveau pour la façon de laquelle elles ont abordé certaines questions des femmes; c'est le maquillage d'une amie qu'elle a imité pour la belle-fille en "Sei personaggi in cerca d'autore" qu'elle a interprété la première, c'était avec ses amies qu'elle discutait ses rôles et ses choix; c'était avec Isolina, sa servante, qu'elle passait son mois de repos en voyageant en voiture à travers l'Europe.

A ce niveau aussi le théâtre représente un territoire intéressant pour les femmes, pour la plupart inexploité: les actrices ne sont certainement pas moins intéressantes que les femmes politiques ou que les femmes de lettres pour ceux qui étudient la participation des femmes avant la victoire fasciste.

La victoire fasciste entraîne pour le théâtre, comme conclusion du processus d'industrialisation, une attaque au pouvoir des femmes dans le théâtre. La crise de 1930 frappe d'une façon particulièrement violente les actrices directeur de troupe: de

Elsa Merlini à Paola Borboni, elles paient le fait d'être directeur de troupe par des pertes financières importantes et elles y renoncent ou bien elles sont obligées de demander de l'aide (comme Emma Gramatica l'a fait). Ça frappe aussi les actrices quelconque. En effet la micro-société des acteurs entraînait certaines possibilités de formation professionnelle, des espaces de liberté et d'égalité qui, par exemple, ne rendaient pas incompatibles maternité et théâtre; la man- que de ces conditions a un poids énorme pour les actrices.

Comme Isabella Riva le dit "l'époque des bonnes actrices se termine pendant la crise de 1930". Cela nous amène à nouveau au thème de la "race" dans son ensemble d'hommes et de femmes: un acteur sans micro-société, un acteur qui ne fait que la profession d'acteur et qu'après vit parmi les autres hommes, à quelle "race" d'acteurs appartient-il? La rupture provoquée par l'industrialisation a été violente et irréversible, ça c'est la donnée de départ, toutefois, comme Rina Franchetti le dit "La race des acteurs ne peut pas finir". Une certaine manière de faire du théâtre peut finir, la physiologie de l'acteur peut changer, mais la différence est bien jointe au métier-même. Ce ne sont pas des arrangements et des évolutions simples, le fait d'être une race entraîne par lui-même une rupture, une identité dans la différence; mais la diversité peut noyer dans la banalité liée à la surface du métier ou bien elle peut devenir à nouveau l'âme-même du métier et de la condition d'acteur. Ça devient un problème de choix subjective: Quel genre d'acteurs es-tu?

Laurent MARTY

POUVOIR DES MOTS ET CULTURES OUVRIERES

L'Histoire ouvrière vue sous l'angle de l'expression littéraire pose le problème de l'autonomie personnelle

La littérature ouvrière nous interroge sur le pouvoir qu'a un individu de condition ouvrière sur la société, ainsi que sur le rapport qui existe entre appropriation des moyens de production et appropriation des moyens de communication. Il peut sembler paradoxal dans un colloque sur l'histoire orale de présenter des travaux de recherche portant sur la " littérature écrite ". Un des objectifs de l'histoire orale n'est-il pas précisément de dépasser l'exclusivité de l'écrit dans les sources historiques ? Cela ne signifie évidemment pas rejet de toute utilisation des sources écrites : l'écrit et l'oral se complètent. Mais énoncer cette complémentarité n'est pas sans ambiguïtés. C'est la première remarque que nous inspire une recherche sur les productions littéraires issues du milieu ouvrier, recherche menée pendant deux ans dans la Région Nord-Pas.de.Calais - région à long passé industriel (1)

Le milieu ouvrier fait partie de ces " sans voix " auxquels l'histoire orale a permis de donner la parole. On découvre grâce à elle des cultures différentes que l'histoire traditionnelle passait totalement sous silence. Le danger alors est de ne voir que des différences (dans une application simplificatrice de l'approche ethnologique), là où il y a rapports de domination. D'oublier les mécanismes qui font que toute une catégorie sociale n'a pas accès à ce pouvoir qu'est la maîtrise de la culture écrite.

Cette remarque prend toute son importance si l'on s'accorde sur le fait que la maîtrise de la culture écrite est un moyen d'intégration indispensable dans une société nombreuse et complexe. Par ailleurs, à l'époque des mutations technologiques qui devraient résoudre tous les problèmes de communication

Il n'est pas inutile de rappeler qu'avant la télématique il y a eu quelques révolutions dans le domaine de la communication : l'apparition de l'écriture voici quelques millénaires, l'invention du livre il y a environ mille ans, puis l'imprimerie, puis la presse, et enfin cent ans et plus d'école et d'innombrables efforts de diffusion de la culture écrite par l'éducation populaire...

Comment, dans une région où le travail industriel a joué et joue un rôle énorme, le milieu ouvrier s'est approprié ou ne s'est pas approprié la culture écrite, tel était un des sens de notre recherche sur les " écrits ouvriers ".

Il faudrait signaler une époque, dans la seconde moitié du 19e siècle, où sont apparues dans certains grands centres industriels comme Lille et Roubaix des productions écrites par et pour les ouvriers (2). Je me contenterai ici de dire l'importance de cette appropriation de l'écrit (elle se replace dans un développement des pouvoirs ouvriers qui s'est manifesté notamment par la conquête de la municipalité de Roubaix en 1892 par un ouvrier socialiste). Mais, aussi, je marquerai les limites de cette appropriation - l'écrit, à travers les chansons imprimées par exemple, n'était que l'image de l'oral - et dès la fin du 19e siècle le déclin de cette appropriation. Elle ne fut donc que superficielle, et temporaire.

Il faudrait aborder également l'écriture militante, en montrant aussi l'importance et les limites - car comme prise de parole publique des représentants, des porte-parole, elle nous interroge sur le silence des autres. de cette masse d'individus qui n'est toujours que " parlée ".

Nous nous attacherons surtout ici, pour ne pas surcharger l'exposé, à ces hommes et ces femmes qui au prix d'efforts inouis se sont emparés de l'écriture. à côté de la littérature orale et de la littérature de fonction militante, pour s'exprimer et communiquer.

Nous avons procédé à un collectage de textes édités ou manuscrits (poèmes, autobiographies, récits, romans...). pour obtenir un corpus qui ne peut évidemment pas prétendre à l'exhaustivité, mais qui n'en représente pas moins les particularités des différentes époques, et des différentes professions et localisations. L'analyse de chaque texte était replacée dans l'environnement socio-historique. et, quand c'était possible, nous avons procédé à des entretiens avec les auteurs.

Considérant que le travail est un élément fondamental dans la culture ouvrière, sinon l'élément déterminant de l'être ouvrier, nous avons fait une étude précise de la profession des "écrivains ouvriers".

Certains d'entre eux ne sont pas ouvriers. C'est le cas d'instituteurs ou d'étudiants fils d'ouvriers, que l'on intègre dans "la culture ouvrière" parce qu'issus du milieu ouvrier.

Nous avons préféré nous attacher à ceux dont l'activité professionnelle est le travail ouvrier, c'est à dire un travail où la culture écrite ne tient pas une place centrale.

- D'autres ne sont plus ouvriers ; ils sont retraités (Jules Grare (3)), ou bien ils ont accédé à des postes supérieurs dans la hiérarchie (maîtrise ou ingénieurs). Ou encore ils ont pratiqué une stratégie de "sortie d'usine" (Louise Vanderwielen (4))

D'autres enfin font partie de la minorité des ouvriers très qualifiés (Louis Decottignies. typographe).

Il semblerait donc qu'il y ait une antinomie entre l'être ouvrier et l'acte d'écrire, il semblerait que la culture écrite fuit véritablement le milieu ouvrier. C'est ce qui nous conduit à dire que le milieu ouvrier ne s'est pas approprié la culture écrite, n'en n'a pas acquis la maîtrise. La raison de la difficulté d'accéder à l'expression littéraire qui apparaît au premier abord est la difficulté d'accéder au champ littéraire : l'ouvrier qui écrit ne dispose pas des moyens financiers et du système de relation qui facilitent l'accès à l'édition. Le mineur Jules Grare, pour éditer son premier livre, a dû attendre de gagner au loto !. Mais en amont, il y a la véritable course d'obstacles que constitue pour un ouvrier l'accès à la culture écrite, et qui a pour explication un mode vie marqué par un travail où l'on ne pratique pas la culture écrite, et une situation générale de subordination, et de réaction collective à la subordination où la créativité, l'initiative individuelle ont peu de place. Il y a le problème de la fatigue, du temps (que l'on se rappelle les nuits de Jack London dans Martin Eden), de l'espace (comment trouver le moyen de s'isoler pour lire et écrire quand tout dans la vie se passe en collectivité). Il y a enfin une attitude générale d'évitement du milieu ouvrier à l'égard de la culture écrite, qui est à la fois une réaction face à la culture dominante (dont la loi les a exclus par l'école). et à la fois une réaction de sécurité psychologique : pourquoi faire l'effort d'intégrer la culture écrite si celle-ci n'apporte qu'un supplément de conscience malheureuse ? La culture écrite renvoie à l'ouvrier une image qui lui dit : "Tu n'es rien" et les ouvriers qui s'engagent dans l'écriture subissent une incompréhension qui prend bien souvent la

forme d'un rejet. Encore une fois, il ne s'agit pas de proclamer une quelconque supériorité de la culture écrite sur la culture orale, mais de signaler que le rapport négatif à la culture écrite fait aussi partie des cultures populaires, et en est un signe de faiblesse et de pauvreté: le fait que les cultures ouvrières, pour que leur mémoire se perpétue, aient besoin de relais du journaliste ou à l'historien, en est une manifestation.

La démarche de ces ouvriers qui ont voulu écrire sans intermédiaire prend alors toute son importance. L'art d'écrire est un "acte de soi" qui implique une prise de conscience de soi et de sa place dans la société. Ce qui ressort ainsi, c'est la corrélation qui existe entre l'appropriation de l'écriture et l'affirmation de l'autonomie personnelle : cette corrélation apparaît dans le fait qu'un travail où l'on prend des initiatives, où l'on exerce sa créativité, est plus propice à l'accès à l'écriture : c'est l'exemple du Roubaisien Decotignies, typographe ou de l'ouvrier philosophe lillois Coulonval, ajusteur.

De même, la trajectoire de l'ouvrier qui écrit est de fuir un travail déspiritualisé : Louise Vanderwielen nous raconte comment son travail d'O.S. du textile était pour elle absolument insupportable, quelque chose qu'il fallait fuir à tout prix (tout comme son premier mari qui ne la comprend pas). Dans cette démarche de se dire, de dire "je" en écrivant, l'auteur ouvrier se détache progressivement des multiples aspects du mode de vie, de penser, de sentir ouvrier où prédomine le "nous".

"... du coup, je me sens plus tellement ouvrier. Je me sens individu" écrit JM Konczyk.

La quête de l'autonomie personnelle qu'exprime la littérature des ouvriers n'a pas pour seule manifestation l'écriture. Elle accompagne toute prise de conscience, toute remise en cause de l'aliénation depuis l'absentéisme et le travail que l'on fait pour soi, pour son plaisir, jusqu'aux grandes luttes collectives. Ce n'est que très récemment, depuis les grands mouvements des O.S. des années 68-70, que ces aspirations "intimes" et profondes des ouvriers commencent à être reconnues. L'historien ouvrier a un retard à rattraper de ce point de vue car elle n'a souvent vu l'ouvrier que fondu dans la masse. La littérature des ouvriers est alors une source de première importance, mais "le silence" dont elle est l'exception marginale ne peut-être dépassé que par l'histoire orale.

N O T E S

- 1/ Enquête réalisée à l'initiative de la Fédération Léo Lagrange du Nord Pas de Calais avec le concours du Ministère de la Culture et du Conseil Régional. La Synthèse de ces travaux paraîtra courant 85.
- 2/ Voir L. Marty " Chanter pour Survivre culture ouvrière. travail et techniques dans le textile " Préface de Madeleine Rébérioux, 1982 Ed. Fédération Léo Lagrange, 48 bis rue de Valenciennes 59000 LILLE. FRANCE
- 3/ Jules GRARE a écrit " Ma vie à Liévin " (1977, auto-édition) et " Nous ne verrons plus les vertes feuilles " avec une préface d'André Pierrard, 1983 Edition posthume par souscription).
- 4/ Lise Vanderwielen "Lise du plat pays ". Préface de P. Mauroy et Postface de F. Cribrier, Presses Universitaires de Lille, 1983.

CENTRE LYONNAIS D'ETUDES FEMINISTES.

Cette recherche sur l'histoire du Mouvement de Libération des Femmes à Lyon de 1968 à 1980 s'articule essentiellement autour de trois axes d'analyse. Elle s'appuie en premier lieu sur la reconstitution d'une chronologie des événements publics et internes du Mouvement et sur le recensement et l'analyse de débats; histoire que nous abordons dans la double perspective d'un repérage de la logique à l'oeuvre au niveau local et de son articulation avec l'échelon national.

Le second axe concerne l'analyse des structures collectives : la spécificité de leur mode de fonctionnement, les représentations qui s'y rattachent et la dynamique des rapports qui sous-tendent leur confrontation.

Par ailleurs prendre en compte la manière dont se parle cette histoire au titre individuel en postulant que ces discours se réfèrent non seulement à des données d'ordre subjectif, mais permettent aussi la mise à jour des faisceaux de détermination réciproques entre la vie privée et la vie militante, rend possible l'analyse de l'interaction entre les stratégies individuelles et les stratégies collectives.

Nous avons travaillé à partir de différents terrains d'investigation : sources orales, archives publiques et privées (tracts, presse régionale et du Mouvement, agendas, courriers). Nous avons notamment procédé, à titre de pré-enquête, à quelques interviews non directives de militantes du Mouvement des Femmes. Un travail approfondi d'analyse de contenu qualitative a permis de dégager des hypothèses. Cette analyse fonde la présente communication.

Le concept de pouvoir intervient, dans l'ensemble de ce travail, à de multiples niveaux : analyse des stratégies et actions du Mouvement des Femmes, en termes d'équilibre instable entre la révolte et l'aliénation, analyse fondée sur la reconnaissance des notions de classes de sexes et appropriation de la classe des femmes par celle des hommes ; fonctions du pouvoir et de la loi d'Etat dans la dynamique du Mouvement des Femmes comme interlocuteur, ennemi, mais aussi peut-être, référent obligé ; relations internes entre les groupes et entre les militantes.

C'est à ce dernier aspect que nous nous intéressons ici, à travers la description et l'analyse de l'Assemblée générale mensuelle, lieu des décisions dans une structure particulière du Mouvement des Femmes lyonnais : le Centre des Femmes (structure qui, de 1975 à 1980, a réuni plus de cent femmes). Le fonctionnement de cette assemblée générale paraît, en effet, significatif à plusieurs égards. On peut la concevoir comme une scène où se déroule un jeu rituel au cours duquel certaines incarnent le pouvoir, sans pour autant le détenir. Lieu de théâtralisation, donc, ce qui entraîne une question : quelles conditions faut-il remplir pour y incarner le pouvoir, pour avoir le rôle, en quelque sorte ?

Si les interviews mettent en lumière de nombreux éléments : pouvoir se situer soi-même, et être reconnue comme, à l'origine, fondatrice de l'histoire du Centre des Femmes (et par là mettre en acte à la fois une position avant-gardiste et un fantasme de maternité symbolique), porter un ailleurs (relations

avec la capitale, pensée internationaliste, gauchisme) et par là garantir l'inscription du Centre des Femmes dans un mouvement plus large : être oratrice reste cependant le vecteur le plus visible de cette mise en scène.

Est-ce parce que la parole publique et politique est un monopole des hommes, s'agit-il de représenter ici une image virile ? La prise de parole est aussi mise en scène d'une intimité : celles qui incarnent le pouvoir s'autorisent du privé, d'un affectif qu'elles donnent à voir, font primer leur individualité. Se compromettent, que ce soit par leurs "colères", "coups de gueule", ou démonstrations de passions, par un lesbianisme revendiqué, ou bien encore par une maternité démontrée, amener ses enfants au Centre étant en effet une transgression de la règle interne du groupe (suffisamment attestée par l'absence totale de crèches.)

Incarner le pouvoir permet-il d'imposer ses propres transgressions, ou transgresser confirme-t-il la position de figure du pouvoir qu'occupe une femme ? Dans les deux cas, l'efficacité du processus ne repose que sur l'acceptation du groupe, acceptation liée, dans un système d'exhibition, à la séduction, nécessairement homosexuelle, dans cet univers non mixte. Or le lieu de l'assemblée générale est préservé de toute homosexualité visible. Il semble nécessaire, pour analyser cet évitement, de distinguer deux stratégies, hétérosexuelle et homosexuelle.

Les femmes hétérosexuelles, celles en tous cas qui incarnent le pouvoir, viennent souvent à deux, affichent des rapports,

priviliégés entre elles, des rapports d'amitié tendre. Il est probable qu'elles disent là un investissement réel, du côté des femmes, qu'elles disent d'une certaine manière "Je veux être là toute entière", dans l'optique d'un engagement globalisant. Il est probable aussi qu'elles visent à laisser planer un doute : "Il est éventuellement possible de m'aimer, d'être aimé de moi", dans une stratégie de séduction par l'ambiguïté.

Quant aux homosexuelles, tout geste, toute érotisation publique semble leur être interdit. Effet d'une répression tacite, comme ailleurs, éventuellement tolérante ? Sans doute. En tous cas, certainement pas nécessité de sublimation : l'interdit ne porte que sur le lieu du Centre des Femmes (qu'il s'entende ici comme maison ou comme lieu politique), il cède dans les fêtes, qui se tiennent souvent ailleurs. Cet interdit réfère-t-il à celui de l'inceste, le concept de sororité étant alors compris en son sens le plus littéral : il faut faire comme si nous étions soeurs, en termes, là aussi, de scène, et non de pratiques réelles ? Ou bien, pour rendre visible l'homosexualité faut-il disposer d'un autre public : des femmes avec qui l'on n'est pas liée par des liens politiques ?

Ces deux stratégies ont cependant un point commun : elles visent à laisser planer un flou, chaque femme envoyant un double message : Je suis à la fois disponible et intouchable. On incarne le pouvoir parce qu'on crée le désir, pas parce qu'on le satisfait. Cette relative évanescence de l'érotisme permet deux configurations. D'une part, la confidente, comme dans le théâtre classique, introduite dans le lieu par une

figure du pouvoir. D'autre part le petit groupe affinitaire: aucune de celles qui incarnent le pouvoir n'apparaît isolée : elle est toujours soutenue par un petit groupe, très nettement mis en scène, qui l'entoure, mais dont on peut dire aussi qu'elle porte le poids (l'une des interviewées explique qu'après s'être introduite dans un de ces petits groupes affinitaires, elle se sentait "à l'abri du pouvoir"). Ce groupe s'articule, sans nécessairement se confondre avec, une structure imprécise, qu'on peut nommer "tendance", regroupement de femmes qui se reconnaissent entre elles, et sont reconnues par les autres, comme liées, sans qu'aucune définition claire du lien, de l'accord ou du consensus qui les réunit soit jamais donnée.

Il est donc nécessaire de participer aussi à une parole parallèle, individuelle, à un bavardage, qui fonde, dans le même temps, une connivence entre les figures de pouvoir elles-mêmes, malgré leurs antagonismes, et qui s'exprime notamment, avant les Assemblées générales, dans un rituel qui peut durer plus d'une heure : jeu de neutralité, avant-scène ou cérémonie d'échange, où, à travers les retrouvailles affectueuses, il s'agit pour les adversaires de s'assurer de leur estime réciproque (excluant ainsi les isolées et les nouvelles venues), dans une démonstration commune de sororité. Pendant l'Assemblée générale elle-même, des affrontements peuvent se produire, mais les deux heures (environ) "officielles" terminées, une nouvelle cérémonie d'alliance (aller boire ensemble au café) rétablit la cohésion des sœurs, neutralise les "ennemies".

Il semble, à travers les interviews, que ces procédures retiennent bien davantage l'attention des participantes que le contenu réel des débats, et surtout que les décisions prises au bout du compte. Décisions négociées entre les figures du pouvoir, mais jamais définitivement acquises : au contraire d'une majorité, le consensus est toujours à réannoncer, les décisions ne se maintiennent que de redites, et, même alors ne sont pas nécessairement suivies d'effet : lorsque personne ne réalise une action pour laquelle un accord semble avoir été obtenu, lorsque le silence, ou l'inertie, fait en définitive pouvoir, sans doute faut-il entendre que le consensus avait été forcé. Le refus de vote, réitéré au cours de nombreux débats, signifie-t-il alors le refus d'explicitement l'existence de regroupements, leurs rapports, et la répartition du pouvoir entre eux ?

Nous nous sommes demandé par ailleurs comment le rapport de classe sociale intervient dans la dynamique du pouvoir en ce lieu spécifique. Dans le rituel de l'Assemblée générale, le rapport de classe n'est explicité qu'en termes d'accusation, formulée par certaines figures du pouvoir contre d'autres figures du pouvoir : "vous êtes des bourgeoises". Cette accusation est portée dans le cadre de discussions sur la politique du Centre. Cette action est-elle accessible aux masses ? ou, en fin d'Assemblée générale, à travers les départs très théâtralisés de certaines : "il est tard, moi je travaille demain", comme si

celles qui restaient ne travaillaient pas. L'enjeu de la présence tardive est d'autant plus important qu'en l'absence de vote, les décisions reviennent souvent aux plus tenaces.

En réalité, personne ne sait rien du réel professionnel des femmes qui se trouvent là. Cette accusation n'est fondée que sur une "impression", liée peut-être au vêtement, au style, peut-être au discours, mais, à notre sens, plutôt au contenu du discours, aux positions politiques adoptées, qu'au vocabulaire ou aux inflexions. Cette différence de classe mise en avant nous semble recouvrir le conflit entre deux concepts ^{ions} du féminisme : le féminisme comme rapport militant aux masses (les ouvrières sont plus opprimées que les bourgeoises, en d'autres termes, la classe sociale est prioritaire par rapport à la classe de sexes, ou, de façon plus ambiguë, les femmes au foyer sont les plus opprimées, ce qui implique que les féministes, rarement au foyer, sont là encore, peu, ou en tout cas "moins" opprimées) ou le féminisme comme lutte contre une oppression subie par soi-même comme par toute autre femme (sur la base d'une analyse selon laquelle toutes les femmes appartiennent d'abord à la classe des femmes, même s'il existe des différences entre elles, liées souvent à la classe sociale du père ou du mari), conceptions qui déterminent des objectifs et des stratégies très différentes.

Le "moi je me lève demain" implique-t'il, outre l'insulte (vous êtes des privilégiés), un "je suis mieux ailleurs" en d'autres termes, le discours sur le conflit

de classes cache-t'il un conflit de desirs, un clivage une fois encore dénié entre désir homosexuel et désir hétérosexuel ?

S'il existe donc, sur la scène, des figures du pouvoir, reste qu'en coulisses, s'exercent aussi d'autres pouvoirs, à travers notamment la gestion financière. Le Centre fonctionne exclusivement sur cotisations individuelles. Ces cotisations sont fixées à une somme minimum, à la fois pour chacune (personne ne paye plus que le minimum demandé) et collectivement : le Centre est pauvre. Le salaire n'intervient pas dans le montant de la cotisation, qui est égal pour toutes, peut-être pour éluder les différences réelles, peut-être aussi pour collectiviser le moins possible d'argent. Aucun contrôle du paiement n'est effectué : les cotisations sont simplement déposées dans une boîte qui circule pendant l'Assemblée générale.

La question la plus significative que pose ce fonctionnement financier est sans doute : qu'est-ce qui fait payer ces femmes hors de tout contrôle ? La fin du Centre des Femmes est marquée d'une véritable rupture de trésorerie, qui ne trouve de solution que par l'engagement nominal de vingt-cinq femmes (celles qui veulent finir dignement, celles qui se sentent responsables ?) à payer les dernières dépenses. Ce renversement signifie-t'il que, pendant le temps du fonctionnement, les femmes payent pour avoir le droit de parler, de décider, d'être là, ou en signe de féminisme (mais droit et signe "a minima", et

pour soi-même seulement), et que celles qui, à la fin, s'inscrivent (il s'agit bien d'une toute première inscription nominale) s'engagent à "rester féministes", cette fois devant leurs pairs ?

Quoi qu'il en soit, à travers ce contrôle et cette inscription, apparaissent à la fin du Centre des "symptômes de bureaucratie". Les Assemblées générales se multiplient, et se fait jour une pensée unique, globalisante : le conflit, le jeu des tendances (notamment autour du problème des classes sociales) s'est brisé par des départs (ou des exclusions) successifs, la contradiction qui demeure et qui ne s'exprime plus à travers la question des classes et des stratégies, entre homosexuelles et hétérosexuelles, ne donne lieu ni au conflit, ni au jeu, elle semble impossible à verbaliser (alors qu'elle a été verbalisée ailleurs en France) : peut-être le conflit aurait-il, ici, été trop violent. Le Centre aurait-il donc fermé pour éviter un éclatement sur ce thème, la séparation des homosexuelles et des hétérosexuelles ? Ce lieu là, en tous cas, ne pouvait manifester, pas vivre sans conflit.

A travers la métaphore théâtrale, nous avons voulu cerner les mécanismes par lesquels le pouvoir se joue, s'échange, se montre, mais jamais ne se cristallise. Si nous avons abandonné le concept classique de leadership, comme non opérant, c'est au regard d'une cristallisation impossible sur la personne d'une seule. Aucun des attributs que l'on donne ceux du pouvoir n'est suffisant pour le

détenir, même si -temporairement- certaines peuvent le représenter. Il est peu question d'un pouvoir-faire, comme s'il se jouait ailleurs, ensemble, dans le fait même d'être partie prenante du Mouvement des Femmes ; encore moins question d'un pouvoir-avoir, d'un pouvoir pris sur les autres, d'une ébauche de hiérarchie. Le refus idéologique de ce type de pouvoir ne suffit pas nécessairement à l'évacuer, mais la circulation permanente de la parole, même si elle n'est échangée qu'entre quelques femmes, garantit que le jeu n'est pas fermé. Un pouvoir-être avec, face et même contre les autres est peut-être plus important. L'essentiel semble-t-il, est que les conflits, rapports de force soient toujours actifs, jamais figés. Même répétitifs, ils permettent d'échapper au moment où, le vainqueur étant désigné, le jeu s'arrête, faute d'enjeux.

Maintenir vivaces les enjeux autorise la poursuite de l'échange mais aussi celle de l'exercice de ce pouvoir qui, représenté peut-être, n'en reste pas moins réel.

CENTRE LYONNAIS D'ETUDES FEMINISTES
UNIVERSITE LYON II

Michèle BRIDOUX
Catherine GUINCHARD
Annik HOUEL
Brigitte LHOMOND
Patricia MERCADER
Helga SOBOTA.

UNE APPROCHE À LA MILITANCE ET À L'AFFILIATION DE LA CNT AU COURS DES ANNÉES TRENTE. LES MILITANTS D'ENTREPRISE.

Anna MONJO OMEDES

Un étude sur le militantisme en Espagne trouve au cours des années trente un moment idéal pour son analyse. La décennie des années trente représente une parenthèse entre deux périodes de dictature, la dictature de Primo de Rivera (1923-1930) et le franquisme, parenthèse au cours de laquelle le prolétariat, dans le cadre du régime démocratique de la II République, eut la possibilité de s'organiser syndicalement d'une façon continue hors de la clandestinité.

Au cours de ces dix années la force majoritaire parmi la classe ouvrière en Catalogne fut la Confédération Nationale du Travail (CNT), organisation de caractère anarcho-sindicaliste, que l'historiographie a situé comme la plus influente sur les comportements de la classe ouvrière et comme la plus décisive pour comprendre les événements de chaque conjoncture politique. Durant la période de guerre, par exemple, la CNT eut un poids fondamental que l'on peut situer sur un des axes que l'historiographie appelle "le double pouvoir". La conjonction des trois facteurs, force majoritaire, influence sur les comportements des travailleurs et importance pour comprendre la conjoncture politique, a fait que l'historiographie sur la II République explique cette affiliation massive des travailleurs à la CNT comme étant un réflexe de l'enthousiasme que suscitaient ses principes organisatifs. Dans ce sens, et pour donner un exemple, l'abstentionnisme propagé par les libéraux a été présenté comme étant l'une des raisons primordiales de la victoire de la droite en 1933 et du manque d'affluence des électeurs lors des élections du temps de la République (1).

D'autre part, dans la plupart des études il a été commis une erreur d'interprétation initiale par le fait de situer dans un même concept la classe ouvrière et le mouvement ouvrier et d'attribuer aux travailleurs, sans faire aucune sorte de distinction, les comportements politiques des militants des leaders et des dirigeants de la CNT. En réalité, on parle de prolétariat et des travailleurs alors que l'on fait l'histoire des organisations ouvrières et de ses dirigeants (2).

Jusqu'à présent il n'a pas été trouvé de réponse au pourquoi de l'affiliation massive des travailleurs à la CNT et, quant à la variété de la militance elle n'a pu être ni localisée ni définie. On n'a pas non plus pris suffisamment en considération le fait de la nécessité d'une préparation et d'une formation considérable pour porter à terme les exigences que comporte le fonctionnement d'une organisation anarcho-sindicaliste à un moment où il y avait, parmi les travailleurs, un grand pourcentage d'analphabétisme ou une scolarisation de courte durée.

L'imprécision de l'historiographie sur le thème du militantisme a commencé à s'améliorer à partir de l'apportation de récentes recherches qui ont démontré que l'utilisation d'un autre type de sources documentaires et orales a aidé à nuancer cette préférence et considérable influence de la CNT sur la classe ouvrière, permettant de commencer à délimiter différentes activités syndicales parmi le prolétariat.

Nous nous référons aux études réalisées à partir des trajectoires électorales de la population catalane sous la II République (3) par lesquelles on a pu vérifier que la majorité de l'électorat d'un village (4), d'une ville (5) et d'une entreprise métallurgique (6) s'intégrait de façon prédominante dans la trajectoire intermittente. Le comportement électoral abstentionniste se limitait, en conséquence, à des secteurs minoritaires de la classe ouvrière et il en était de même dans le cas des votants constants. Ces deux trajectoires, appelées extrêmes, représentaient mieux les secteurs de la population et, à l'intérieur de celle-ci, ceux de la classe ouvrière, idéologiquement plus définis de l'un ou de l'autre signe.

D'autre part, une recherche effectuée dans une entreprise sur le processus collectiviste commencé pendant la guerre mettait en relief le manque de participation de la majorité des travailleurs dans le processus collectiviste (7), la direction de celui-ci par une minorité militante et, finalement, le faible enthousiasme soulevé, parmi les travailleurs, par le changement d'organisation avec lequel ils ne se sentaient pas liés du point de vue idéologique.

En ce qui concerne l'importante affiliation cénétiste parmi les travailleurs manuels, que l'on attribuait au grand attractif de la CNT en tant qu'organisation défendant leurs intérêts, elle serait due, selon des études récentes, au fait d'être tout

simplement obligatoire. Les travailleurs affiliés à la CNT donnent comme raison à leur syndication la nécessité impérative du secteur productif dans lequel ils travaillaient. Cette nécessité est intimement liée au besoin impératif de trouver un emploi pour survivre.

Cette série de constatations nous a amené à la nécessité de comprendre cette militance, son importance et sa variété en Catalogne, de comprendre en définitive pourquoi, malgré cette importante affiliation cénestiste, il y eut une participation aussi réduite lors des moments conflictifs. En conséquence nous voulons savoir pourquoi 76,70 % des affiliés de l'entreprise ne participèrent pas au processus collectiviste, soit un secteur considérable du prolétariat. De plus, il nous semble que, pour déterminer les raisons de cette importante manque de participation des affiliés, il serait bien utile d'étudier la militance dans l'entreprise, et à l'intérieur de celle-ci, d'étudier le secteur qui se situe le plus près de la majorité affiliée, en raison de sa faible participation. Ce serait donc précisément ces militants d'entreprise, ces affiliés qui se sont détachés de la majorité en raison de leur appui public au syndicat, ceux qui nous donneraient le négatif nous permettant de commencer à comprendre le silence de la majorité.

Comme hypothèse de départ nous croyons que cette faible participation ouvrière dans la vie syndicale peut être due à la contradiction existant entre les principes de l'organisation -auto-gestion, démocratie interne et fédéralisme-, et la pratique portée à terme par la CNT, c'est-à-dire entre ces principes et la pratique dirigiste d'un secteur idéologique déterminé dans la direction du syndicat durant la guerre civile espagnole.

2. LA DÉPURATION EN TANT QUE SOURCE DOCUMENTAIRE POUR DECOUVRIR LA MILITANCE

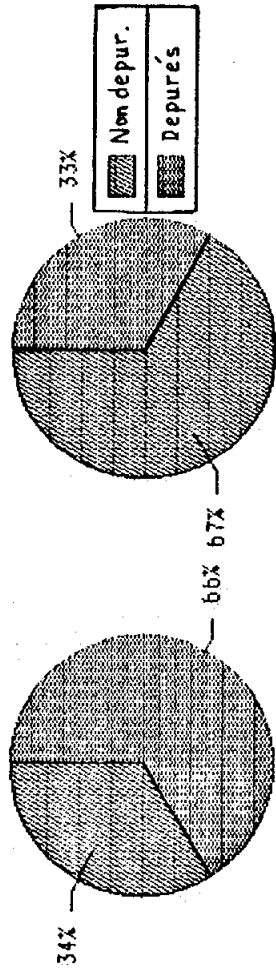
À partir de l'analyse interne d'une entreprise collectivisée pendant les années de guerre, nous avons pu connaître le poids de la participation ouvrière dans un processus aussi original et nouveau que la création de la propre gestion ouvrière de l'économie. En premier lieu nous avons été surpris par la faible participation des travailleurs dans leur ensemble; en effet seulement 23,30 % du personnel avait participé à la collectivité, soit en prenant des postes de responsabilité, soit en prenant part verbalement aux assemblées ou soit en étant membre de commissions, etc.; en second lieu, il n'y eut pas de dépuración totale de tous ceux qui avaient collaboré à la mise en place du projet de collectivité puisqu'en 1939 seulement 57,75 % des participants furent congédiés.

Les données que nous avons sur la participation dans le processus collectiviste ne nous fournissaient pas les éléments suffisants pour connaître le poids de la militance dans l'entreprise et c'étaient précisément les sources documentaires faisant référence aux représentations de 1939 qui nous permettaient de mesurer réellement l'incidence de la militance dans la vie de l'entreprise.

Ces données sur la dépuración consistaient en des listes de personnel congédié à la fin de la guerre au moment de l'arrivée des forces nationales. Ces listes avaient été faites par les priorétaires de l'entreprise eux-mêmes avec l'aide du personnel fidèle qui avait travaillé pendant la période de guerre.

Nous avons trouvé trois sortes de dépuración: intense, moyenne et légère qui correspondaient à des degrés différents de participation dans le processus collectiviste. Dans ce sens, l'intensité de la dépuración subie par les travailleurs pouvait nous indiquer l'existence de militants de différentes catégories. C'était précisément en combinant cette importante information sur les représentations avec le degré de participation dans le processus collectiviste qu'il nous serait possible d'identifier l'importance de la militance dans l'entreprise avec tous ses secteurs différenciés. Sans cette information il ne nous aurait pas été possible d'arriver à établir dès le début une typologie de la militance existant à l'intérieur d'un centre de production.

FORCE DE LA DÉPURATION SUR LES TRAVAILLEURS QUI ONT PARTICIPÉ AU PROCÈS COLLECTIVISTE, SELON LEUR APPARTENANCE AU SECTEUR MANUEL OU ADMINISTRATIF



Manuels

Administratifs

Graphique 1

Afin de mieux comprendre le genre de cette militance, nous avons projeté la dépurabilité sur les différents secteurs de travailleurs manuels et administratifs qui avaient eu une participation et nous avons pu voir immédiatement que les représentations ne furent pas égales. C'est ainsi que seulement 33,33 % des employés techniques et administratifs qui avaient eu une participation furent congédiés alors que c'est avec un pourcentage plus élevé, 65,52 %, que le furent les ouvriers manuels ayant participé (Graphique 1). Bien que ce premier pas nous faisait voir que l'incidence de la dépurabilité avait été plus forte pour les ouvriers manuels et que la répression franquiste n'avait pas été la même pour les administratifs que pour les travailleurs manuels, il nous semblait que cette constatation ne nous permettait pas de comprendre les raisons pour lesquelles il y avait eu une participation à la collectivité. C'est en projetant les données de la dépurabilité sur celles des formes de participation à la collectivité que nous avons vu finalement la valeur de la participation de la militance dans le processus collectiviste. C'est ainsi que nous avons pu observer que les secteurs les plus dépurés furent ceux qui avaient appartenu aux comités syndicaux,

bastion de la militance radicale cénétiste et au support militant, c'est-à-dire le secteur des travailleurs qui avaient donné leur soutien à la collectivité sans occuper des postes de responsabilité mais plutôt en collaborant sporadiquement ou bien en démontrant publiquement leur sympathie envers l'organisation cénétiste.

Les ouvriers et employés administratifs qui avaient appartenu aux Comités d'entreprise et les techniciens ayant géré et administré l'entreprise pendant les années de guerre, furent congédiés moins fortement puisque seulement 17,64 % d'entre eux furent licenciés.

Quelles raisons pouvons-nous donc trouver à une dépurabilité aussi discriminatoire? En définitive cette situation était due à la politique de pactes qui se pratiquait en Catalogne pendant la guerre. La direction de la CNT, une fois passés les premiers moments de confusion, mit sur pieds un pacte d'action en commun avec le reste des forces politiques et syndicales qui aboutit tant du point de vue politique (Comité des Milices Antifascistes et Conseil de la Généralité) que du point de vue économique (Conseil d'économie). Cette attitude, à la fois pactiste et modérée, eut pour conséquence, dans les entreprises dont les propriétaires avaient fui, la collaboration entre techniciens, administratifs et comités ouvriers afin de gérer et continuer la production. La CNT et ses militants, conscients de leur manque de préparation pour garantir la bonne marche de l'économie, considèrent qu'il était prioritaire de garantir l'efficacité de la production et choisirent la gestion conjointe avec les techniciens et les administratifs plutôt que de promouvoir en solitaire la direction du processus dans les centres de travail. Les collectivités ne son donc pas le produit d'une rupture révolutionnaire mais plutôt celui d'un pacte entre des secteurs très différenciés du point de vue idéologique; l'objectif étant la continuité de la production d'autant plus nécessaire durant la guerre d'une part, et la nécessité de remplir le vide de pouvoir créé dans les entreprises d'autre part. Ceci est la raison pour laquelle il n'y eut pas une forte dépurabilité parmi les administratifs et les techniciens en contrepartie de leur participation dans la collectivité, les Comités Techniques et les Conseils d'entreprise. Et il en fut de même avec les travailleurs manuels ayant collaboré et participé à la coordination de la pro-

duction et de l'administration de l'entreprise, occupant les postes de délégués et de distributeurs.

La dépuraton affecta seulement les travailleurs manuels et un secteur minoritaire des techniciens et administratifs qui eurent une participation relativement engagée dans la collectivisation d'une part, et qui militèrent dans les organisations ouvrières d'autre part.

Dans l'entreprise, les militants constituaient un très faible pourcentage du personnel -13,46 %, et parmi eux les travailleurs manuels prédominaient de beaucoup (86,09 % des dépurés étaient des travailleurs manuels et seulement 13,91 % étaient des techniciens ou des administratifs). En réalité les secteurs techniques et administratifs n'étaient pas très définis du point de vue idéologique et il y avait seulement un groupe minoritaire syndiqué à la UGT et au CADCI. De là leur moindre militance, et de là aussi leur moindre dépuraton, laquelle se fit sentir très fortement parmi les travailleurs manuels syndiqués en majorité à la CNT.

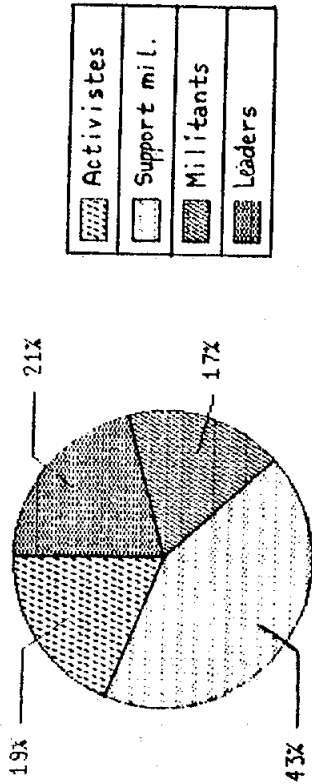
3. VERS UNE TYPOLOGIE DES MILITANTS D'ENTREPRISE DE LA CNT

Quels étaient les traits spécifiques des militants par rapport à leur affiliation? Il est difficile de séparer les éléments différenciateurs en raison du fait que les militants représentaient un secteur ayant des comportements et des participations diverses. Malgré tout, et à grands traits, l'on peut dire que les militants avaient des caractéristiques définies concernant leur sexe, leur âge et leur alphabétisation. Les militants sont en majorité des hommes -nous ne trouvons que 18,75 % de femmes dépurées-, âgés de plus de trente ans -avec une prédominance de ceux âgés de trente à quarante ans-, et analphabètes. Ils ont généralement suivi une scolarisation de seulement quelques années, laquelle en fait était peu courante à cette époque -là parmi le prolétariat provenant de l'émigration et dont les parents, dans leurs lieux d'origine, étaient soit des journaliers, soit des mineurs, et non pas des fermiers ni des petits propriétaires ruraux.

Du point de vue politique, la militance se différencie considérablement de l'affiliation. Grâce à l'étude des trajectoires électorales qui eurent lieu au cours de la II République, nous savons également que le leadership cénétiste d'entreprise se situe en majorité dans les trajectoires électorales extrêmes, allant de l'abstentionnisme profond jusqu'au vote constant propre des leaders techniques et administratifs qui se situent dans la trajectoire extrême des votants constants. Dans ce sens, on peut observer que ceux qui sont les plus actifs syndicalement parlant, et de l'un et de l'autre signes, adoptent des comportements définis par rapport au vote. L'abstentionnisme constant correspondait donc à la posture politique des leaders d'entreprise radicaux, alors que le leadership modéré adoptait en grande majorité la posture intermédiaire. Les militants d'entreprise de la CNT suivirent en grande majorité la consigne du leadership radical, c'est-à-dire l'abstentionnisme et participation uniquement lors des élections du Front Populaire.

À l'intérieur de ce vaste secteur de militants, on peut distinguer quatre groupes différenciés, en fonction de leur participation active et de l'intensité de la dépuraton (Graphique 2).

REPRÉSENTATION DES DIFFÉRENTS SECTEURS DE LA MILITANCE DE L'ENTREPRISE



Graphique 2

1 - Les leaders d'entreprise étaient les travailleurs qui avaient un poste de responsabilité dans le Comité d'Entreprise ou bien qui appartenaient aux comités syndicaux, faisant fonction alors de délégués syndicaux dans chaque section ou dans chaque atelier. Ces cénétistes, de qui nous trouvons toute sorte de renseignements dans les documents d'entreprise, assuraient le contact avec la section syndicale, assistaient sporadiquement aux réunions de la section syndicale et étaient considérés par les membres de la Jun- te de section comme étant les hommes de confiance sur lesquels on pouvait compter (8). Parmi eux, on y trouve un secteur majori- tairement radical situé dans les Comités syndicaux et un autre modéré, parmi lequel on trouvait les membres du comité d'entre- prise, lesquels adoptèrent une attitude de soutien au pacte en- tre techniciens, administratifs et travailleurs manuels.

Les délégués syndicaux, moins compétents du point de vue pro- fessionnel, adoptèrent une attitude radicale qui se manifesta pro- gressivement au cours de la guerre, s'éloignèrent peu à peu de la politique de pacte et essayèrent de promouvoir une alternative propre de la CNT, la socialisation. Les leaders d'entreprise fu- rent en grande partie moyennement dépurés; ils représentaient 20,51 % de la militance dans l'entreprise. Il n'y avait aucune femme dans ce secteur.

2 - En second lieu, on trouve un secteur de cénétistes que nous désignons par "militants de base"; ceux-ci n'occupaient pas de postes de responsabilité permanents et appartenaient sporadique- ment à des commissions ou à des groupes d'étude. Il s'agit-là d'un secteur bien défini du point de vue idéologique, dépuré de façon intermédiaire, qui intervenait verbalement au cours des as- semblées et qui constituait le soutien de la militance d'entre- prise à qui il donnait son appui pour promouvoir les propositions faites par cette dernière. Ils étaient plus proches des leaders d'entreprise du genre radical et ils continuaient une liaison importante entre la militance d'entreprise et les travailleurs dans les sections. Ils constituaient 21,48 % de la militance d'entreprise. Nous n'avons pas non plus trouvé de femmes dans ce groupe.

3 - Un troisième secteur était constitué par les travailleurs congédiés pour lesquels nous ne disposons pas de données documen- taires excepté les renseignements concernant leur dépuración et les variables sérielles. Nous désignons ce groupe "Support mili- tant". Ils ne participaient pas verbalement aux assemblées, ils n'avaient pas de postes de responsabilité, et ils n'apparte- naient pas non plus à des commissions ni à des groupes de tra- vail. Ils constituaient le groupe le plus nombreux de la mili- tance: 43,22 %, soit un pourcentage très élevé; leur dépuración ne fut pas très importante. Ce groupe majoritaire dans l'entre- prise, qui fut congédié à la fin de la guerre en raison de son attitude favorable envers le syndicat, et dont nous ne connais- sons que son silence impressionnant, c'est celui qui peut nous donner la clé pour trouver les raisons de la non militance de l'affiliation. En effet ce groupe se détachait de cette vaste majorité et était proche des militants occupés par les tâches syndicales. Les femmes appartenant à ce secteur constituent un cas spécial. 50 % des femmes dépurées appartenaient au support militant. Toutefois, leur dépuración était due à leur relation familiale avec les militants appartenant aux comités syndicaux. Leur sympathie pour l'organisation et leur dépuración postérieu- re provenait principalement de cette étroite relation familiale plus que d'une activité militante manifeste. Par contre, dans le cas des hommes qui appartenaient au support militant, il n'e-

xiste pas une relation familiale directe avec les militants de première file et leur militantisme est dû à une attitude de l'organisation syndicale.

C'est précisément ce secteur majoritaire d'hommes dans la militance d'entreprise que nous avons choisi afin de nous y approcher par l'intermédiaire de l'Histoire Orale.

A part de ces trois groupes de militants que nous avons définis dans l'entreprise, nous avons trouvé un autre secteur de cénétistes, les activistes. Ceux-ci se définissent par leur activité militante externe: dans les milices, dans les patrouilles de contrôle, dans le SIM, ou dans les Jeunesses Libertaines. Ce groupe, composé en majorité par des analphabètes, se sépara du processus collectiviste et, en raison de son activisme il fut dépuré d'une forme intense. Il constituit 10,82 % de la militance d'entreprise. Ils étaient beaucoup plus jeunes que les autres groupes de militants et avaient commencé à travailler quand la CNT se trouvait dans la clandestinité, en 1923.

4. Traits CARACTÉRISTIQUES DU SUPPORT MILITANT

Les militants qui appartenaient au Support militant constituaient une part considérable de la militance d'entreprise, soit 43,22 % des hommes militants.

Comme dénominateur commun avec des militants, ils avaient une conscience critique envers le travail et leur syndication à la CNT était volontaire. Quand ils parlent de leur travail, ils mettent surtout l'accent sur la dureté des conditions de travail à l'époque: "Oh! Là-bas, là-bas, comme des sauvages! Il nous fallait travailler comme des nègres...", "on vous donnait 75 pesetas et il fallait pas faire fête...". La constatation des difficultés du travail en général fut la base pour considérer le syndicat comme un organisme indispensable pour la défense du travailleur. Malgré la distance, le temps passé et le changement évident de leur posture militante, on peut voir comme, actuellement, il surait spontanément une sympathie envers le syndicat ainsi qu'une acceptation des formes de lutte que celui-ci utilisaient. La grève, par exemple, en est une acceptée comme un fait naturel afin de garantir la défense du travailleur. Par conséquent nous n'avons pas trouvé de méconnaissance du processus utilisé à l'époque pour convoquer les grèves, chose qui est généralement ignorés par la majorité non-militante. "Ah! ça, c'était le Comité qui déclarait la grève. Bien entendu, il y avait les assemblées et dans l'assemblée on proposait ce que l'on voulait, les uns votaient que si, les autres que non, et ce qui avait la majorité c'est ça qu'on décidait". "On décidait dans l'entreprise. Nous autres, nous n'avions pas besoin d'aller au Syndicat. C'était le délégué qui nous disait si on commentait ou si on arrêtait...". Contrairement aux leaders d'entreprise et aux militants de base, on ne trouve pas, dans leur discours sur le syndicat, la vision de celui-ci comme organisme de transformation de la société; le syndicat est présenté comme une forme de défense pour améliorer les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière.

De la même façon qu'ils connaissent les mécanismes de lutte syndicale dans l'entreprise, les travailleurs du Support militant, et contrairement à ce qui se passe avec la majorité, ils sont bien informés sur les faits politiques qu'ils ont vécus.

Ils différencient sans aucun problème des périodes politiques différentes, ils sont capables de suivre une chronologie des faits et se souvenir des noms des politiciens de différentes tendances idéologiques... "Dans ce temps-là, il y avait Leroux, Maura et Cambó et tous faisaient des promesses, Lerroux surtout...". Cette meilleure information provient de l'intérêt qu'ils manifestent envers la société qui les entoure et qui se traduit par la lecture assidue du journal et par le fait qu'ils avaient un poste de radio pendant la II République. La proclamation de la République fut pour eux une période d'espérance. Bien que ce fait ait été vécu avec joie par tous les travailleurs, les militants du Support parlent de ce jour-là d'une façon plus explicite. "Ce fut une journée d'une grande émotion... Rien de plus. Une grande émotion pour les travailleurs...", et avec l'espérance que la situation des ouvriers changerait vraiment, "nous, nous étions contents de penser que ça irait mieux... De voir si avec cette politique ça irait mieux en Espagne, moi je croyais ça".

L'activité militante du Support

Ces militants se définissent comme un groupe différencié du reste des militants de l'entreprise. La définition qu'ils font de leur relation avec le syndicat permet d'identifier ceux qu'ils appellent "les autres".

Leur situation dans le syndicat est intimement liée à l'activité qu'ils réalisent et au type de participation dans les tâches syndicales. C'est ainsi qu'ils se définissent "les suivants", sans aucun type de responsabilité concrète. "Nous autres nous ne faisons rien, ça c'était les dirigeants, nous autres rien, nous on payait chaque semaine et puis, rien, on suit la marche comme tout le monde". La différence qu'ils établissent entre eux et la majorité d'affiliés apparaît uniquement à propos de la cotisation syndicale... "de nous autres ils n'avaient pas confiance... [les militants]. La confiance venait parce que moi je continuais, alors que a d'autres il fallait insister pour qu'ils aident le syndicat, à moi il n'a jamais fallu qu'on me demande rien, moi je connaissais mes obligations, je cotisais et puis c'est tout".

Le fait d'appartenir au syndicat n'impliquait pas d'autre

condition. L'assistance aux assemblées ou aux réunions de la section syndicale se limitait à celles où assistait tout le reste des travailleurs de l'usine; et quand ils y assistaient ils ne prenaient jamais la parole... "Moi, jamais. Je n'ai jamais eu la parole facile, moi je n'osais pas, non jamais". "A moi, ça m'aurait coûté de dire He! Je demande la parole! et puis ceci et puis cela...". Ils voient uniquement la nécessité d'aller aux assemblées de l'usine, parce qu'ils considèrent que c'est le devoir des travailleurs de choisir leurs propres représentants, "c'est peut-être une obligation que nous avons..." mais rien de plus. Cette manque de participation active dans l'échange d'idées va de pair avec un refus absolu d'assumer des responsabilités. "...moi, j'avais pas été élu délégué, de toute façon je n'aurais pas accepté non plus...". L'acceptation de leur passivité, ne pas intervenir, ne pas assister, ne pas avoir de responsabilités, contraste avec l'image qu'ils ont des militants... "Le militant, c'est une personne active...", "c'est celui qui exerce des responsabilités, au Comité syndical, à la Commission d'entreprise, les responsabilités des Syndicats, ça c'est les militants...". "Les militants ont plus de capacités, ils ont plus de facilité de parole..."

Malgré cette définition d'ensemble de la militance, ces sympathisants différencient les divers groupes présents dans le syndicat: les militants d'entreprise, les postes de responsabilité du syndicat, les activistes et les dirigeants. Pour eux, les militants d'entreprise constituent un groupe qui leur est proche, avec lequel ils ont un contact aisé... "les délégués n'étaient pas grand chose, on leur payait les reçus à eux, c'est tout. Le délégué, il était pas très important, il n'avait pas à s'occuper de choses importantes, seulement de celles de l'atelier". "Le Comité syndical, sa mission, c'était pas grand chose. Il y avait un délégué général pour toute l'usine et après, dans chaque section, il y avait un autre délégué syndical. Et celui-là, sa mission c'était d'avoir des timbres dans sa poche et rappeler à tout le monde de payer la cotisation, bien sûr..."

Les militants ayant un poste de responsabilité dans la Junta de la section syndicale ou dans le Syndicat unique se trouvent plus éloignés de ce secteur, ils n'ont pratiquement aucun contact direct avec eux étant donné qu'ils ne pouvaient pas assis-

ter à leurs réunions "ce n'étaient pas des réunions ouvertes". Les seules réunions auxquelles ils avaient participé étaient celles où tout le personnel avait assisté. "Par exemple quand on présentait les bases de l'augmentation des salaires..."

Les sympathisants se trouvent également éloignés de ceux que nous avons appelés les activistes, ceux-là qui allaient faire front au patronat ou qui se manifestaient dans la rue lors des moments conflictifs, "il y avait aussi des groupes d'action que, quand il y avait des problèmes chez nous, on les envoyait à tel endroit pour faire front aux patrons".

Ils ne participèrent pas aux manifestations du 19 Juillet ni à celles de Mai 37... "A moi ça ne m'a jamais plu le bruit et toutes ces choses-là, moi, je suis tranquille...", "moi, je n'ai jamais eu des idées révolutionnaires, un petit coup de caisse et puis après, je voulais vivre tranquille avec ma femme et mes filles...". En fait il est curieux d'observer qu'ils opposent leur vie de famille, le fait d'être des hommes bien de chez eux à l'activité des militants. "Nous autres nous avons été des hommes de chez nous" s'oppose à "être un homme d'action". Être d'action signifiait une plus forte identification avec le syndicat... "ceux qui sentaient vraiment le syndicat étaient ceux qui sortaient dans la rue". Les activistes de l'entreprise où ils travaillaient sont considérés moins bien préparés que les délégués syndicaux ou que les responsables syndicaux; presque tous analphabètes et très exaltés... "ils servaient pour ça, pour former un comité et aller tenir tête à la bourgeoisie quand il y avait des problèmes... mais ils ne servaient pas pour autre chose". Finalement ils ont un souvenir positif des dirigeants de la CNT, les leaders détachés de l'organisation, peut-être parce qu'ils conservent encore l'influence de leur charisme antérieur. Les vertus qui les caractérisaient, leur dévouement à l'organisation, leur intelligence et leur vivacité pour résoudre les problèmes, tout ceci est encore présent dans leur mythologie. "Durruti et tous ces gens-là passaient leur vie à la prison. Pour la lutte, tout pour la lutte...", "... ils étaient intelligents ces gens-là, mais comme c'étaient des révolutionnaires, le gouvernement de la Generalitat les trouvait trop exaltés et il n'en faisait guère cas".

A ce manque d'activité syndicale des sympathisants corres-

pond logiquement une mince formation syndicale. Ils connaissent très peu de la terminologie syndicale, les principes anarcho-syndicalistes de la CNT. Ils peuvent au plus expliquer ce qu'était l'action directe "pour parler, la CNT ne voulait pas d'autorités et elle ne voulait rien directement entre les travailleurs et le patronat qui est plus logique..." et ils se souviennent des faits les plus importants de l'évolution du syndicat, de la scission des trentistes, de l'existence de la FAI... mais ils ne peuvent pas faire état des polémiques internes. Leur formation se limite aux lectures qu'ils faisaient. Le syndicat n'organisait aucun type d'enseignement théorique pour ses affiliés: "A nous, on ne nous donnait aucune formation, rien de plus qu'appartenir au syndicat et quand il y avait un mouvement, à suivre tous...". Bien qu'un petit nombre d'entre eux allaient à la bibliothèque du Syndicat Unique pour y lire la littérature anarchiste, ils n'étaient pas lecteurs de la presse confédérale... "Je ne lisais pas la Soli, et pourtant elle était de la CNT. Elle ne me plaisait pas, elle était trop fantastique..."

C'est à partir de ce manque de formation ainsi que de la faible activité des militants de support que nous avons pu voir la contradiction qui existait en eux. Cette contradiction est mise en évidence par le fait qu'ils écoutent le syndicat, croient en lui et ils ne participent pas en tant que militants dans la vie syndicale. Le contresens d'être des "militants passifs" se justifie pour eux par le fait qu'ils sont convaincus de leur manque de préparation, leur manque de formation, leur manque de connaissance des questions syndicales et de là qu'il ne leur soit possible de mener une activité syndicale plus intense.

Expériences et souvenirs

S'il est vrai que nous venons de définir la contradiction que nous considérons fondamentale dans le comportement des militants du support dans l'entreprise, il faut ajouter toutefois que celui-ci souffrit des variations en fonction de la conjoncture politique vécue. Pendant la guerre, elle augmenta et elle provoqua un éloignement entre les militants ayant un poste de responsabilité dans la collectivité et dans le syndicat et le support militant.

"Tous ceux qui avaient un poste de responsabilité, la moi-

tié du temps on ne les voyait pas à l'usine et travailler, zéro, alors que moi j'avais pas perdu ni un seul jour de travail!". Ils considèrent que la collectivité ne donna de bénéfices qu'à ceux qui dirigeaient, surtout parce que ceux-ci ne travaillaient pas. "Eux, ils n'avaient qu'à ramasser", ou bien "c'étaient tous une bande de pistonnés"; ces expressions qui reviennent fréquemment lors des entrevues avec la majorité, apparaissent également dans les entrevues avec les militants de support. En fait, ils le disent d'une autre façon, avec plus de réticence, mais l'injustice de devoir continuer à travailler alors que les autres no, est ressentie comme une trahison semblable à celle des politiciens, "ils eurent vite appris à s'installer dans les fauteuils et à n'en plus bouger", et cela est transmis avec une certaine amertume.

La non-participation à l'activité syndicale au moment de la transformation du propre environnement de travail et le fait que les plus importants militants ne continuèrent pas à travailler dans l'entreprise, coupant la relation que les unissaient à eux furent deux facteurs qui déterminèrent leur éloignement de l'organisation. D'autre part, en 1939, ils furent déconcertés par les licenciements qu'ils subirent. Dans ce sens, le fait de se sentir uniquement "à la remorque", sympathisants, ne les aida pas du tout à être prêts pour les représailles de la fin de la guerre. De la même façon que pendant la guerre ils n'eurent pas peur de vivre dans la zone républicaine, à la fin de la guerre ils ne craignaient pas les conséquences de leur comportement. C'est tout cette raison qu'ils ne s'exilèrent pas et qu'ils comp- taient revenir à l'entreprise pour reprendre le travail. Ils se plaignent: "A qui a-t-on licencié?, à quatre innocents, et pour- quoi eux? peut-être parce qu'ils n'avaient pas encore assez travaillé?..." C'est surtout le fait de n'avoir participé en rien qui augmente leur incompréhension, "parce que moi, je n'a- vais pas perdu un seul jour de travail. A moi, personne ne m'a- vait jamais vu avec une arme..."

Le licenciement, les menaces, les possibles dénonces, les interrogatoires... "il y en avait un à qui on demandait: vous, vous étiez armé?, on me l'avait donné; ah! vous étiez dans une tranchée, alors?", les détentions de membres de la famille fu- rent une dure épreuve; mais elles furent aussi le facteur déter-

minant de l'interruption de la faible activité militante qu'ils menaient à terme. Chez certains d'entre eux la peur provoque encore le mensonge et le fait de ne pas vouloir reconnaître leur licenciement et leur sympathie envers la CNT. Ces derniers ne veulent même admettre actuellement leurs idées antérieures. Chez d'autres, plus sûrs d'eux-mêmes du point de vue idéologique, l'après-guerre représenta seulement la fin de leur activité mi- litante mais pas l'abandon de leur idéal. "Bien sûr, tout le monde avait peur... ah!, oui!, tu n'entendais plus parler per- sonne, ce n'était pas comme à présent...", "... on ne pouvait pas parler de politique nulle part, personne n'avait confiance...". Et ils ne reprisent pas l'activité syndicale parce qu'il n'y avait plus la volonté de renouer le contact avec le syndicat clandes- tin. "Dans la clandestinité, il restait quelque chose de la CNT ... mais je ne l'ai pas cherché...", "comme plus tard je sus qu'à la Hispano Olivetti... les plus révolutionnaires payaient aussi en secret; nous autres, on me dit, on porte les timbres et on les distribue".

Le franquisme mit un point final à leur expérience militan- te et le temps passé nuance les souvenirs et permet d'extraire des conclusions fort instructives pour comprendre l'évolution du syndicat. C'est ainsi que contrairement à la sympathie qu'ils éprouvaient pour l'organisation, au début des premières années de travail, c'est-à-dire avant la dictature de Primo de Rivera -(l'expérience de la coopérative du vidre, l'illusion d'être son propre patron, "bien sûr que ça m'aurait plu de continuer comme ça", "à ce moment-là les gens écoutaient et défendaient les tra- vailleurs...")-, on trouve l'expérience postérieure à la Répu- blique avec une CNT dirigée par les anarchistes... "extrémistes à tout prix (...) et parfois à cause de leur entêtement on per- dait la possibilité d'une amélioration", et avec lesquels ils ne se sentaient plus autant identifiés.

Si à la modération dont font preuve ces sympathisants on y ajoute la désillusion provoquée par le comportement des mili- tants qui, pendant la guerre, laissèrent leur travail, et aussi le radicalisme adopté par l'organisation sous l'influence de la FAI* à partir des années trente, on comprend pourquoi leur mili-

* FAI (Fédération Anarchiste Iberique) organisation qui défendait la pure- té des principes anarchistes.

tance ne fut pas plus intense. Les militants du syndicat, sous la République d'abord et surtout pendant la guerre, perdirent la confiance du support, "certains d'entre eux ne faisaient pas front à leur responsabilité", et ils furent tout autant dépréciés que les politiciens, "beaucoup de propagande et beaucoup de mensonges, ils sont tout ça", "tous les gouvernements sont pareils, ils promettent et puis après ils ne donnent rien du tout".

Certains d'entre eux n'ont confiance qu'en leur propre travail "celui qui travaille, il sait ce qu'il a à faire pour maintenir la famille". D'autres par contre gardent une certaine nostalgie du temps où la CNT représentait vraiment leurs intérêts, avant qu'il n'y ait une prise de posture critique envers l'organisation "à ce moment-là les gens étaient purs"; et cette situation se modifia encore plus à partir de la prépondérance de la FAI, "ils occupèrent tous les postes de responsabilité de l'organisation syndicale et ils fichèrent tout en l'air".

LA CNT ET LE SUPPORT MILITANT

Les militants du support furent conscients de leur manque de participation dans le processus collectiviste "les travailleurs ne firent rien... élire les responsables et prendre quelques accords, total pas grand chose". Ils furent conscients qu'il n'y avait qu'un secteur minoritaire qui participait vraiment "on voyait ceux qui se bougeaient le plus dans l'usine et comme c'était toujours les mêmes...". Toutefois ils ne considèrent pas avoir été soumis au dirigisme d'un petit groupe, au contraire de la majorité qui qualifie les comités de "nouveaux patrons", et ils ne trouvent pas non plus une séparation entre eux et les militants, "il n'y avait pas de différences entre nous, on était tous pareils".

En définitive ils sont conscients que leur manque de participation est dû à leur manque de préparation. Malgré tout ils se rendent compte que la CNT ne leur a pas donné non plus la possibilité de participer et de s'intégrer plus vivement à la vie syndicale. Et c'est dans ce climat de contradiction créé par la propre organisation, que se situe leur propre contradiction entre passivité et croire au syndicat. La CNT n'encouragea pas une participation ouverte de l'affiliation dans la vie syndica-

le. Elle ne donna pas non plus les moyens pour que sa base acquière une formation syndicale. Par contre, ce fut un petit noyau choisi dans la militance, élu lors des assemblées de militants dans les sections et dans les syndicats uniques, qui prit en charge toutes les fonctions de la vie syndicale, et qui était au courant de tous les problèmes que l'organisation devait affronter. Ce manque de mécanismes de participation, cette marginalisation de la grande masse de l'affiliation cénétiste par rapport à l'activité syndicale constituent le point de départ de la contradiction interne de la CNT, contradiction entre les principes de l'organisation - autogestion, fédéralisme et démocratie directe - et le fonctionnement pratique du syndicat, dans lequel les décisions étaient prises par un secteur réduit de cette grande affiliation en Catalogne.

1. Il s'agit-là d'une affirmation généralement soutenue par la majorité des historiens de la II République, spécialement sur le mouvement ouvrier, conférer: BALCELUS, A. Trabajo industrial y organización obrera en la Cataluña contemporánea (1900-1936), Barcelona, 1974, Ariel; TUÑÓN DE LARA, M. Historia del Movimiento Obrero español, Madrid, Tecnos, 1972; VILAR, P. Historia de España, Paris, Librairie espagnole, 1974; ELORZA, A. La Utopía anarquista bajo la II República, Madrid, Ayuso, 1973.
2. Nous nous référons aux études réalisées par certains auteurs dans lesquelles on trouve une équivalence entre la classe ouvrière et l'idéologie libertaire: entre autres MINTZ, F. La autogestión en la España Revolucionaria, Madrid, 1977, La Piqueta; WERNECKER, Colectivizaciones, la obra social de la Revolución española, Barcelona, 1983, Crítica; BRADEMAS, J. Anarcosindicalismo y Revolución en España, Barcelona, Ariel, 1972; THOMAS, H. La Guerra civil española, Paris, Ruedo Ibérico, 1973, etc.; Jérôme R. MINTZ provoque la non existence des principes libertaires parmi les paysans, The Anarchists of Casas Viejas, U. Chicago, 1983. De la nécessité d'une approche différente à la réalité ouvrière, nous en trouvons une manifestation dans le livre de UCELAY DA CAL, E. La Cataluña Populista, Barcelona, La Magrana, 1983. Cette constatation a été grandement commentée par ALVAREZ JUNCO, J. et PEREZ LEDESMA, M. dans l'article intitulé "Historia del movimiento obrero. ¿Una segunda ruptura?", Revista de Occidente, n° 12, Madrid, 1982. De même sur la dédication exclusive de l'histoire à l'étude des ouvriers conscients, conférer le colloque de professionnels de différentes universités espagnoles dans DEBATS, 1982.
3. Le thème de cette étude a été l'analyse du comportement électoral de la population du point de vue de la participation-abstention et non de l'orientation du vote. A partir de la combinaison des données de participation lors de chaque élection on peut déterminer quels sont les secteurs de la population qui adoptent constamment une attitude abstentionniste ou bien ceux qui sont votants constants ou votants intermittents, de signes différents.
4. GOÑI, Ma V. "El abstencionismo electoral durante la II República en Sant Feliu de Guíxols. Un estudio de las variables no políticas". Mémoire présenté à la Fundación Juan March, Juin 1973. VILANOVA, M. "El abstencionismo electoral y su relación con las fuerzas políticas en la provincia de Gerona durante la II República. Un ejemplo: La Escala". Hommage au professeur J. Reglà, València, 1975.
5. Nous nous référons aux premiers résultats que nous avons pu obtenir de l'étude que l'on est en train de réaliser suite à BOIX, C. "El abstencionismo electoral en Barcelona durante la II República. Un programa para su estudio". Thèse de licence, Barcelona, 1979, Universitat de Barcelona.
6. MONJO, A.; VEGA, C.; VILANOVA, M. "Trajectoires électorales, leaders et masses sous la II République en Catalogne (1934-1939)", Il Politico. Anno XLVIII n° 1, Pavia, 1983, dans lequel l'activité militante et l'activité professionnelle sont projetées sur le comportement électoral.
7. MONJO, A. "L'evolució del poder i de la gestió organitzativa en una empresa col·lectivitzada a Barcelona (1936-1939)". Thèse de licence. Université de Barcelona, 1981, et VEGA, C. "La lluita dia a dia dels treballadors d'una empresa a la reraguarda barcelonina", Thèse de licence. Universitat de Barcelona. Barcelona, 1981. Ces deux recherches ont utilisé des sources et des méthodologies complémentaires pour s'approcher au même fait historique: sources orales, documentaires et statistiques.
8. Dans le syndicat unique de la branche productive et dans les sections syndicales il y avait plusieurs sortes de réunions et d'assemblées: les réunions de la section ou la junte du syndicat unique, auxquelles assistaient les membres de la junte et des commissions d'études formées en temps voulu. Les réunions de militants, auxquelles assistaient les militants informés au préalable afin de pouvoir discuter les problèmes en cours. Et les assemblées générales auxquelles assistaient les militants et les affiliés afin de traiter des thèmes concrets. Ces dernières furent peu fréquentes pendant la guerre. S'il est vrai que les réunions de militants étaient ouvertes à tout le monde, il faut aussi ajouter que l'on avisait les militants que l'on considérait importants et cela freinait une plus vaste participation. Dans ce sens, l'affiliation qui manifestait publiquement sa sympathie envers le syndicat, mais qui n'avait pas de responsabilité de délégué syndical dans les usines, n'avait pas un contact régulier avec le syndicat, il était même plutôt sporadique, et elle n'était pas maintenue au courant des différents problèmes que l'organisation devait affronter. Sous la II République, la grande majorité de l'affiliation était convoquée uniquement lors des revendications salariales et des discussions des bases salariales.

FROM INDIAN LEGEND TO POPULAR CONSCIOUSNESS: The evolution of oral tradition in a Peruvian valley

María Teresa Oré
Guillermo Rochabrún S.

Peasant's oral tradition in the valley of Ica, on the Peruvian coast, embraces a rich historical consciousness which virtually coincides with the historical development of the country. This is quite an extraordinary fact, because one ordinarily finds regional or local stories. Two major events are emphasized in the case of the peasants of Ica -mainly small spanishspeaking independent proprietors, surrounded by large estates: a) the construction of the Achirana by Inca Pachacutec, the main irrigation canal in the valley; b) the action of the Federación (Peasant's Union) which developed in this area between 1915 and 1924, its disappearance and the destruction of the town of Parcona, as well as the reconstruction of the latter.

On this ground we raise the question of how can a millenarian legend and a recent history, lived by two present generations, be placed at the same level, and why both events remain neatly underlined in their collective memory. What do they have in common beyond their obvious differences? What moral content is attributed to them? And finally, What force and permanence do they presently have?

Geographic and Historical Outline

The valley of Ica lies in a desert area. The Ica river has water only during a few months a year and its volume rarely reaches the sea. However, the area has a very old agricultural tradition. Since pre-inca times people of a highly developed culture settled in this region. At the same time, several large empires developed in the southern highlands, the latest being the Inca Empire or Tahuantinsuyo. Its main traits were a centralized political structure and the construction of great hy-

draulic works. At its largest extension the Inca empire included what today are Perú, Ecuador, Bolivia and parts of Chile and Argentina. Numerous ethnic groups were incorporated in this process, sometimes peacefully, sometimes militarily. Often these circumstances are still remembered vividly among present indigenous peoples, although many things have changed in relation to them.

Spanish domination in the 16th century destroyed the Inca political system and radically transformed its economic basis: an estate system and several forms of surplus labour extraction, mainly indigenous, substituted the previous technological and productive system. Three centuries later a long war of independence installed a criollo group in power in Perú. Since then, the country's economy has been oriented towards raw materials exports, keeping the indigenous groups in a subordinate position.

Let us now examine the historic consciousness which Ica valley peasants keep in their collective memory.

The legend of the ACHIRANA

Achirana canal -28 km. long- irrigates a large zone of the valley, including the land of a number of villages it passes by, a community (Tate) and many estates which mainly have become cooperatives since agrarian reform in 1969.

Following numerous historical sources, this canal has a pre-Inca origin, although it was probably enlarged during the expansion of the empire. Colonial cronists and republican traditionalists assert that these peoples were incorporated to the Empire by Tupac Yupanki, sent by this father Inca Pachacutec. The story which non-present inhabitants of Ica tell, is that Tupac Yupanki fell in love with princess Chumbillalla, daughter of a regional chief. She could not accept him because she was already engaged, but at her request Tupac agreed to build the Achirana with his army of 40.000 men. He then left without marrying the princess.

To the peasants the events had a different development. It was Inca Pachacutec himself, "beloved everywhere in Perú" who came to these lands. Pachacutec fell in love with an indian girl of Tate, called Mama Chiri, and she agreed to marry him

providing he would bring water for her people. This is how the Inca built the canal. The name of Achirana is related to Mama Chiri, and as an old Tatenian man says: "It is because of her that we have life. She is the mother of the villages of Tate and Pachacutec. I pray to her as I do to my own mother".

Behind this account one can perceive a latent content which we will attempt to make explicit.

Peasants are the legitimate owners of these lands, even before the Incas. They have faced the desert and have transformed nature in order to develop agriculture, which is still their main economic activity. Moreover, even though production took place and still does within the family unit, at the incas time collective work was very important. "The whole empire was organized in ayllus and communities; there as no shortage and they shared crops". "Labour at that time was organized, it had discipline, knowing for whom they were working: the Sun, the Inca or the people. Work was a feast...", affirm the local elders.

Even now peasants work together each year clearing the canal. This concrete experience, though more important some years ago, is associated by them with the communal nature of labour during the Inca empire.

Finally, the marriage between Mama Chiri and Pachacutec symbolizes the peaceful incorporation to the empire, an alliance through land, water and affinal relationships. In some peasant's accounts the local inhabitants appear working with the Inca soldiers when building the canal. Contemporaneous peasants believe they descend from that union, and they define their identity not in terms of their local existence, but in terms of their belonging to a major unit, the Inca empire. To them the valley began to exist with the arrival of Pachacutec.

Summarizing, this legend expresses their identity as agriculturers, as inhabitants of these lands and as members of a fair, communitary, ordered, industrious and disciplined society, which they have not known since them. The conviction with which they tell this story finds support in the fact that the Achirana still exists there: the canal to which they owe their existence, which they take care of through the collective act of its cleaning. By the way, the latter has a profound signi-

fiance of political, cultural and religious unity in the indigenous communities of the southern highlands.

In the face of the non-indigenous versions of the legend the peasants argue that "they do not know. Have they lived here? Have they been here...?"

There is obviously an idealization of the Inca empire. However, this utopian perspective has its origin and raison d'être in the contrast between it and the subsequent history up to our days. Conquest, colony, independence, Peru's defeat by Chile, expansion of estates in the lands of the peasants, all these episodes which spread over four and a half centuries, are marged in one sole tragic moment of chaos, usurpation, exploitation, oppression. "When the Spaniards came it meant ruin, disorder, like the Chileans, who committed vexations in Peru". "Who ruled the country since independence?: the Spaniards said 'we are Peruvians now' and they stayed and become estate landowners".

This oppression involves a cluster of anti-values: arrogance, abuse, injustice, destruction and death, in clear contrast to the values of the Inca empire. Besides the presents defense of their rights to land and water, they see history as field of an ethical struggle, where moral force is on their side.

The encounter of legend and organization

Let us briefly outline the historical process which the country has undergone in the 20th century, in order to examine afterwards the oral tradition of the Ica peasantry referred to this period.

Since the end of the 19th century, Peru has undergone a process of economic expansion and diversification. In political terms this means incipient differentiation within the dominant classes, as well as in the growth and relative professionalization of the State. Urbanization is accompanied by a larger demand for agricultural products, and specifically in Ica, World War I brought a growing demand for cotton.

The struggle for land and the competition for water become more intense between peasants and estate owners, but the state apparatus was not at the disposal of the large landow-

other fluidly, giving drive to a multifarious peasant movements. Defeat and victory, shame and pride, death and life

The large Ica landowners stood in a defensive position. However, the strong crisis produced by the fall of cotton prices at the end of World War I lead them to act amidst an acute tension in the valley. Events occurred in a sudden way. On February 18, 1924 the most important regional official authority (the Prefect), died when trying to stop a union meeting in the village of Parcona. The willage was burnt as reprisal for the event, the villagers scattered, and Union members were persecuted. After a time the people of Parcona began to come back, trying to recupe- rate their lands coveted by the neighbouring estates. The large landowners argued that these were unploughed lands. This obli- ged the parconenses to begin a long legal fight to demonstrate that the land had in fact been occupied by a village -their vi- llage. Fifteen years after the destruction of Parcona, the vi- llagers claim was legally recognized.

How have these dramatic and recent events been registered in the collective memory, and how have they been integrated to the pre-existent oral tradition?

First of all, these events are permanently present in the memory of valley inhabitants, particularly among the people of Parcona. To them they are matter of great pride: they celebra- te a victory over an unfair authority and the defeat of large landowners who were forced to recognize that Parcona had exis- ted. The villager's pride is also reflected in the new names they have given to Parcona's main streets: "18 de Febrero" and the names of the women who were martyred when Parcona was destroyed after the Prefect was killed.

Since then the Parconians are called "mata-prefectos" (pre- fect-killers). This appellation arose feelings of shame among the villagers, but at the same time it has made them feel proud because the "sheer" shows that people from Ica are afraid of them. In a word, Parconians feel they have managed to become respected.

Finally, the achievements obtained by the Union were not least: everyone in the valley remembers that it was through it

ners as it used to be years ago. Peasants found some protec- tion in a law which ruled water distribution, and since then they began to organize themselves in order to demand respect for their rights.

The initiative for organizing was taken up by the small landowners. Their initial success lead them to include the es- tate workers, different types of sharecroppers and members of communities. The Federación de Obreros y Campesinos del Valle de Ica (Workers and peasants union of the Ica valley) was offi- cially established in 1920. A few years later it had embraced almost the whole department of Ica. It also was affiliated with national workers unions -the most important one being the Comité Pro-Derecho Indígena Tahuantinsuyo-, maintained direct re- lationships with officials in the government, took advantage of clefts of indigenist intellectuals. Particularly during the twenties the political climate was rather favorable to the de- velopment of popular organizations, not so much because of a brief "populist" period during President Leguía rule, but due to fights between different oligarchic and bourgeois factions.

In this context, having achieved a favourable verdict in relation the water supply, the Union attained an eight hour working-day for the first time in agriculture, a significa- tive raise in workers salaries and the abolition of torture ins- truments in the estates. These achievements are vividly remem- bered by the elders and the tradition of struggle they enclose have been transmitted to the younger generations.

We should stress however on the profound meaning these conquests had for the workers, because they translated to the "official" and legal language the values and images the pea- sants shared through their idealization of the Inca empire and the legend of the Achirana: water, land, work, justice, digni- ty. The "utopy" within it become reality through the existen- ce and intervention of the Union. It organized various commu- nal works and a system of communication following the inca mo- del of chasquis and adopting the same name. At the same time the "People Universities", with the help of university students, divulged among the peasants the indigenist ideology of urban intellectuals. "Tradition" and "modernity" linked one each

that the eight hour-workday was attained and the torture instruments abolished. "Here, there's no need to remember what happened in Chicago to defend the eight hours: we have our own martyrs" they affirm. That is, Parcona's Odyssey has remained associated in the peasant's minds to these labor conquests and to a celebration of life, not of death.

In the last years, Parconians have remembered the 18 of February publicly. Were they celebrating by any chance the death of the Prefect? The answer is no: they say that they celebrate the defense of their rights, just like when one celebrates a birthday he is celebrating the fact of being alive, and not the pains the mother had at the moment of delivery.

In the same way as in the Achirana legend, there are certain basic rights and values that are upheld: their belonging to this land, justice, dignity, life. With this, and with the antithesis they form vis-a-vis the anti-values personified by the dominant classes, they define their own identity.

Politics and Consciousness in a Changing Context

Let's finally approach two important questions. How does the political context affect the possibilities this conscience has to express itself openly? And what permanence does the collective memory have today, given the changes experimented in the valley and the Peruvian society in the last fifty years?

Peasants and landowners silenced for a long time Parcona's "épopee". For the dominant groups, these events were a trauma; and therefore dreaded and still dread that they may happen again. The peasants, on the other hand, were silent due to repressive climate they had to suffer for a long time.

But since the 1960s, a wide process of syndical and political development of the urban and rural popular classes was reinstituted. A new Union was founded in the valley and was named after the founder of the previous one: Juan H. Fève. Then, from 1969-on, the agrarian reform of the Military government led by Juan Velasco Alvarado took place: in Ica, this process drew intense peasant mobilizations. The structure of power was radically modified: the landowners as a classe disappeared and the big estates were converted into cooperati-

ves. Today, the main conflicts confront diverse productive and social groups (workers, peasants, local inhabitants, employees) with the state apparatus.

In this context, the peasant memory has become more dynamic. Their present demands are legitimized by oral tradition: and even despite the authorities hostility, they celebrate February 18 publicly. Finally, the peasants decided to write and outspread their history. Why the interest? This could apparently be explained by their will to oppose their version of the events of 1924 to that of the landowners which had been divulged in the dailies of the time. However, it was not only that: they wanted to recuperate for themselves the legitimacy originating in the written word before the "outer world", which traditionally has dominated through writing.

Written language has been a part of the oppressors' world. According to an Indian myth, Atahualpa, the last Inca, was defeated by writing. The world of laws, of propriety and its corresponding titles, even if it may have sometime favored the dominated, has always been originated under the rulings' control, giving legitimacy to or taking away from facts and people. By outspreading their own version and having it written, the peasants recuperated on their behalf what had until then been an instrument of domination. The collective memory, which fundamentally reproduces itself in everyday life, incorporates in this way new means of expression.

But how strong is this collective memory presently? Despite the advance of urbanization, trade and capitalism, agriculture is still overwhelmingly important in the valley. And so is water -becoming scarcer everyday- and its distribution; the peasants are still facing a world that appears to them as foreign and hostile. This elemental circumstance can explain the continuity of this oral tradition. But also, the immediate contents in it -characters, past and present events- are converted into archetypes or symbols. Thus, the Prefect that died in Parcona is the archetype of the bad authorities that still exist. The lands that are now invaded are intended for housing -that is, for a urban usebut in the same way as before, this is legitimized on the basis of a feeling of immemorial

belonging to this land.

Accepting its permanence, what dialectic of continuity and change does it show? The most important qualitative change is the emergence of a political awareness, inexistent in the 1920s. Because of it there is today a defined popular identity that is outlined not only vis-a-vis the local landowners, but also vis-a-vis a variety of organizations and authorities of national scope, and integrated to other popular classes. In this confrontation and fusion, the demands acquire a political expression.

What can an indian legend mean in a "modern" world of unions, parties, bureaucracies and ideologies? If in the 1920s the collective memory was structured around and idealization of the Inca empire, today it structures around lived historical experiences. This is what unions and political parties stress, leaving aside the Inca legend. However, there is no such separation for the peasants, since the legend "became a reality" in the achievements of the Union.

The common denominator is that in both cases, the peasants have been the protagonists, forgers of their own life. And in both cases, in their memory they transcend the local space to achieve bigger ones: the Inca empire in the first case, the popular movement in the second, moments of triumph that overtop throughout a long history of struggle and resistance. Contrarily to what could be thought at first sight, there is not a view of pessimism and defeat in this collective memory.

Translated by Federica Barclay and Margarita Forsberg.

L'expérience concentrationnaire : ressources de pouvoir et sens d'identité.

Michael Pollak

Peu de faits historiques ont fait l'objet d'autant de recherches et de publications que le nazisme, et en particulier la "solution finale". A cela s'ajoute une littérature abondante de témoignages individuels ou de groupe de déportés (1), ainsi que plusieurs interprétations théoriques du phénomène de la survie et de ses conséquences. L'analyse que fait Bruno Bettelheim des chances de survie dans la situation d'oppression extrême des camps de concentration montre que ces chances dépendent largement de la force que l'interné réussit à opposer aux mécanismes de désintégration de sa personnalité.

Pour Bettelheim, seuls ceux qui arrivaient à préserver leur amour propre étaient capables de supporter longtemps

le traitement du camp qui visait à les transformer en êtres dociles. C'est parmi les prisonniers politiques, les mieux préparés à la réalité qui les attendait, que Bettelheim détecte le plus de ressources de résistance et donc de chances de survie (2). A l'opposé de Bettelheim qui met l'accent sur la rigueur morale, moyen principal de maintenir l'intégrité de la personnalité, Terrence des Pres voit dans les pulsions égoïstes fondamentales les ressources de la survie individuelle ou du groupe restreint parental ou d'amis proches. Se référant explicitement aux théories sociobiologiques de Wilson (3), il construit une sorte de type-idéal du "survivant". Contraints de transgresser la plupart des tabous qu'impose la civilisation, les survivants nous rappellent, selon Des Pres, les valeurs et les gestes qui seuls garantissent la permanence de l'espèce : le soin de soi et de ses proches (4).

Une lecture attentive de récits autobiographiques et l'écoute de récits de vie fait émerger une réalité bien plus complexe. On est amené à la limite à voir dans chaque survivant un cas d'espèce. Cette variation infinie de situations est même une des raisons de la difficulté que ressentent beaucoup de survivants à transmettre leur expérience : "Je crois vraiment qu'il est très difficile de raconter la déportation parce que chaque personne a vécu une chose tellement différente, tellement particulière que ce n'est pas possible de la transmettre" (5). En effet, le

caractère propre à chaque camp, son évolution interne, mais aussi l'évolution politique et militaire ont influencé et façonné une multitude d'expériences individuelles. Etre déporté en 1941, 1943 ou 1944 implique des perceptions

très différentes d'un le même camp. A cela s'ajoute l'extrême diversité des origines sociales, nationales, et culturelles des déportés. La mémoire plus ou moins précise, elle-aussi, peut-être responsable de différences, voire de contradictions relevées dans des récits de déportés qui ont pourtant partagé les mêmes expériences dans le même camp au même moment.

Une analyse plus systématique d'écrits et de récits autobiographiques de femmes déportées à Auschwitz-Birkenau a permis de mieux saisir les principes qui sont à l'origine de ces différences de discours (6). Ce faisant, on arrive également à reformuler certaines questions théoriques et à dépasser le souci typologique inhérent à l'approche psychanalytique de Bettelheim tout autant qu'à celle sociobiologique de Des Pres. Ainsi l'interprétation peut se concentrer sur les multiples

actes par lesquels les déportées ont su, à partir d'une situation désespérée, constituer individuellement et collectivement les bases de leur survie : des formes individuelles et collectives de pouvoir sur et de maîtrise de la réalité.

Dans tous les récits certains événements sont racontés d'une façon similaire, souvent identique mot par mot. Il s'agit du transport, de l'arrivée au camp, des humiliations

encourues à l'enregistrement, en particulier du rasage complet du corps, de la période passée en quarantaine, des appels quotidiens, de la nourriture. Par contre les événements-clés auxquels ces femmes attribuent souvent la survie ont souvent un caractère anecdotique, exceptionnel, comme si cette façon de raconter devait souligner encore plus que la survie était d'abord le résultat de la chance. Une comparaison des récits selon la langue et l'origine des auteurs fait apparaître des différences significatives : les récits en allemand sont les seuls qui accordent une large place à une description individualisée des SS, distinguant entre ceux et celles qui étaient plus ou moins "approchables" ou "humains". Dans les autres récits les frontières sont plus fortement établies, les gardes apparaissent comme un groupe plutôt que comme des individus. En ce qui concerne la description des différentes catégories de détenues, on trouve assez fréquemment dans les récits de Françaises des jugements négatifs portés sur les Allemandes et aussi les Polonaises non juives, considérées comme "privilegiées". Cette perception différentielle des limites des "privileges" et des endroits "privilegiés" dans le camp met en jeu la définition même des classes et des groupes de déportées. De même, par "compromission" les anciennes déportées entendent désigner l'établissement de relations singulières à des fins personnellement détenues de catégories différentes et personnel SS.

On observe dans le cadre d'un même récit de vie des phénomènes similaires. En effet, dans les récits de vie très longs(7), pendant lesquels les femmes sont revenues à plusieurs reprises sur les mêmes événements, certains sont toujours racontés d'une façon identique tandis que d'autres sont soumis à des variations parfois très fortes. Il n'est pas étonnant alors que ces variations sont d'autant plus probables que les événements en jeu s'accordent mal à la morale courante et au sens de l'identité de celle qui les relate (8).

Dans presque tous les entretiens et autres récits autobiographiques, la volonté de survivre se mue en lutte consciente après la prise de conscience du seul objectif du camp : l'exploitation de la force de travail et l'extermination. Seule cette prise de conscience qui intervient parfois des mois seulement après l'arrivée à Auschwitz rend possible une approche rationnelle qui permet d'échapper à cette usine d'extermination. Or la population de détenues était fortement hiérarchisée selon les catégories correspondant aux raisons d'internement et aux nationalités, les

"criminelles" et les "politiques" d'origine allemande occupent le haut de l'échelle, les juives et les gitanes le bas. A cette hiérarchisation s'en ajoutait une autre tout à fait informelle et issue de la compétition individuelle et entre différentes catégories de détenues pour l'accès aux positions médicales, de recherche et de gestion du camp qui, en mettant celles qui les détenaient relativement à l'abri des sélections et en procurant certains avantages, offraient de plus fortes chances de survie (9).

Les récits font apparaître les différents modes à travers lesquels les détenues ont perçu la réalité du camp et s'y sont intégrées, en réussissant ou non à maintenir leur sens d'intégrité morale.

Des entretiens menés avec 4 femmes ayant occupé des positions au "Revier", (dont une "ainée de bloc", 2 femmes médecins, une s'étant fait passer pour médecin au camp), un autre avec une femme y ayant passé un mois en tant que malade, complétés par des témoignages écrits et des archives permet une microanalyse apte à éclaircir cette problématique. Tout d'abord, ces témoignages de femmes nées entre 1903

et 1912, indiquent une capacité et une volonté peu communes dans leur génération d'initiative et de décision, issues d'études universitaires d'un côté, de responsabilités familiales particulièrement lourdes de l'autre. Celles-ci résultent, dans le cas des deux femmes médecins françaises, dont une d'origine juive, de la charge d'une famille élargie pendant la fuite d'Alsace et de Paris vers le centre de la France. Dans le cas d'une juive autrichienne, devenue aînée de bloc dans le camp, et dans celui d'une juive berlinoise, appartenant toutes les deux à la haute bourgeoisie, ces responsabilités découlent de la paralysie et de l'incapacité de leurs maris de réagir face à la montée du nazisme. Plus sensibles aux réalités quotidiennes et moins prisonnières que ceux-ci des illusions de sécurité que confère la richesse financière et immobilière, ce sont elles qui poussent sans succès à l'émigration dès le milieu des années 1930. Indirectement ces responsabilités familiales exercées en situation de danger persistent sensibilisent ces femmes à la politique, sans que cette sensibilisation se traduise en engagement militant. Ainsi les deux femmes françaises, sans rejoindre la Résistance, apportent leur concours médical à celle-ci. Toutes les quatre rapportent d'ailleurs avoir été assez tôt au courant de la "solution finale" par radio Londres ou par les rumeurs qui circulaient et en tout cas avant leur déportation à Auschwitz fin 1942, début 1943, et en avril 1944

pour une d'entre elles. Mais plus elles approchent du camp, moins elles pensent que cette information puisse se réaliser dans leur cas.

Dans le camp les trajectoires avant leur recrutement au Revier divergent fortement. A cause de la pénurie de médecins et grâce à des collègues d'étude déjà établies au Revier, les deux doctresses françaises y sont presque immédiatement affectées. Par contre, l'autrichienne doit son recrutement à une sympathie spontanée et à ses services de cosmétique offertes à Enna Weiss, médecin chef du Revier, et à Orli Wald-Reichert, aînée du Revier. Après quelques six mois passés dans divers commandos de travail très durs, la berlinoise réussit avec l'aide d'une femme médecin de Prague de se faire recruter comme médecin : "Personne ne demandait vos diplômes". Ces témoignages indiquent différentes voies d'accès au Revier et mettent en jeu une diversité de ressources mobilisées pour y parvenir : des compétences certifiées, mais aussi la cosmétique et la sympathie spontanée.

Le Revier est l'objet à la fois des espoirs et des angoisses des détenues. Il peut procurer du repos et aider à rétablir les forces, mais en même temps la contamination y est probable et les sélections y sont particulièrement fréquentes. Il symbolise la vie en même temps que la mort. Pour celles qui y occupent des positions de médecins, d'infirmières ou gestionnaires, il procure des avantages (dispense des appels, meilleurs conditions hygiéniques, relative

stabilité qui permet d'établir des liens d'amitié plus durables que dans le camp général où on change souvent de bloc et de commandos de travail), mais il met les détenues en contact fréquent avec les médecins SS et les place souvent devant les décisions déchirantes.

Tous les témoignages font référence à un code de conduite que suivaient les médecins détenues et les autres personnels du Revier et dont l'objectif était d'assurer, malgré le manque complet de moyens, la survie du plus grand nombre de personnes. Font partie de ces règles : ne jamais indiquer sur les feuilles de diagnostics des maladies chroniques ou contagieuses, ni typhus, ni malaria, ni tuberculose, ni épilepsie, ni la galle ; dissuader les gens d'entrer au Revier, partager les médicaments d'une manière à sauver celles qui avaient une chance de survie. A ces règles s'ajoute l'effort de faire sortir du Revier le plus grand nombre à l'annonce d'une sélection imminente par des détenues travaillant à l'administration. Mais plus déchirantes et moins discutées étaient d'autres conduites, telle la mise à mort de nouveau-nés de juives pour sauver la mère, celle-ci étant généralement gazée avec le bébé si la SS avait connaissance de la naissance. Mais les récits divergent en ce qui concerne l'origine et l'élaboration de ce code, tout autant qu'en ce qui concerne le jugement porté sur Enna Weiss et Orli Wald-Reichert, les deux femmes les plus directement en contact avec les

médecins SS et la direction du camp. Ainsi Enna Weiss, médecin chef du Revier accompagnait toujours le médecin SS lors des sélections. Faisant confiance aux règles en provenance des médecins, et en particulier de Ena Weiss, de Orli Wald-Reichert et d'une autre amie étroite d'origine tchèque

Mancy Schwalbowa, l'aînée du bloc autrichienne les applique et les suit scrupuleusement, angoissée qu'elle est face aux sanctions possibles des SS. De plus, pour sauver un maximum de détenues lors de sélections, elle se rappelle avoir parfois placé les malades d'une manière à ce que les médecins SS n'aperçoivent que des "musulmans" vouées à la mort. Elle garde une haute estime, une profonde admiration pour ses supérieures Enna et Orli qui, à son avis, ont toujours tout fait et tout entrepris pour améliorer le sort des détenues grâce à leurs relations avec les médecins SS.

La femme médecin juive française raconte avoir été mise au courant de ces règles de conduite dès son arrivée au Revier par Mancy Schwalbowa, qui, à son avis, a dû appartenir à un "groupe de médecins résistantes qui se rencontraient régulièrement" et auquel avait aussi appartenu l'autre femme médecin française interrogée. Ayant toujours refusé tout acte contre sa conscience, accordant de préférence son aide aux autres françaises, elle dit ne pas avoir été en contact avec un groupe organisé de résistance. N'ayant guère connu Orli, elle ne parle pas d'elle. Par contre elle porte un jugement plutôt sévère sur Enna.

A son avis, celle-ci avait été en connivence avec le médecin SS Mengele pour sauver sa propre vie.

Les deux autres femmes interviewées, une française, l'autre berlinoise, ont toutes les deux appartenu à ce groupe de médecins auquel la doctoresse juive française attribue l'élaboration du code de conduite et sa diffusion auprès des nouvelles arrivées. Mais toutes les deux décrivent ce groupe plutôt comme lieu d'échange de souvenirs, de discussions médicales pratiques aussi, mais guère de discussions politiques. Toutes les deux parlent également de Nancy Schwalbowa, qui pourtant n'avait pas appartenu à ce groupe très soudé d'amies. Elles parlent peu de Orli avec laquelle elle avaient eu peu de contacts. Quant à Enna, la berlinoise la juge très positive, tandis que la doctoresse française voit en elle le cas limite d'une détenue qui tout en acceptant de travailler en contact étroit avec les SS a su échapper à la compromission.

Un témoignage publié par une infirmière au Revier de Auschwitz-Birkenu apporte un autre éclairage. Chez elle, Nancy Schwalbowa apparaît parmi celles qui ont créé l'embryon de l'organisation de résistance politique du camp, avec laquelle, selon ce récit, Orli Wald-Reichet, mais aussi Enna Weiss ont activement coopéré pour sauver quelques vies humaines (10). Ce témoignage est confirmé par d'autres que résume Hermann Langbein (11).

On le voit: loin de révéler des contradictions, la

diversité des récits fait apparaître des interprétations divergentes indissociablement liées à la position des auteurs qui façonne la perception, et qui guide le souvenir (12). En ce sens, ces récits témoignent de l'extrême difficulté dans le camp de nouer des relations de confiance et, à plus forte raison, d'une résistance politique active. De même, on voit apparaître les ressorts individuels pour résister à la situation du camp et pour acquérir le pouvoir minimal qui permet de se positionner favorablement parmi les déportées, ainsi que les modes de constitution de formes plus collectives de résistance allant jusqu'à des noyaux de contre-pouvoirs. La proximité sociale avec les SS est alors source de comportements facilement perçus comme compromettants, voire de compromissions. En même temps cette proximité est une des conditions indispensables à toute résistance organisée. La tension psychologique que produit cette proximité sociale est alors vécue comme autant de dilemmes moraux. Les interprétations divergentes et surtout les jugements moraux énoncés sont donc à mettre en relation avec différentes tentatives pour garantir la survie physique et le maintien de l'intégrité morale. C'est dans la comparaison avec d'autres que s'élaborent des critères pour juger du bien fondé d'une façon d'agir. Toutes ces tentatives sont tributaires des ressources que chacune de ces femmes peut mobiliser dans des situations extrêmes. Ainsi, fortes d'une

positive, dans la mesure où celle-ci a donné prise sur la réalité. Il exprime souvent un pouvoir de groupe et la maîtrise collective de la réalité. Le "on" se réfère à un collectif neutre. Dans les récits analysés il désigne souvent un groupe impuissant et résigné, la situation la plus courante des déportés dans un camp d'extermination. Souvent aussi, le "on" se réfère à un groupe plus spécifique de semblaibles et désigne alors les attentes éthiques implicites. Ainsi il est souvent appliqué dans les entretiens avec des médecins pour parler sur ce que pouvaient ou auraient dû faire les médecins en tant que groupe. Ce "on" qui abonde dans les entretiens avec les femmes médecins indique également que leur maîtrise de la réalité concentrationnaire résulte en grande partie de leur appartenance professionnelle. Par contre l'autrichienne et la berlinoise oscillent dans leur récit entre un "on" qui désigne un état absolu d'impuissance et un "je" qui agit d'une façon exceptionnelle et spontanée, et parfois en divorce avec les conceptions morales courantes et affichées. Le "nous" se réfère chez elles à leurs relations privilégiées avec des détenues sur des positions de pouvoir dans le camp, telle Enna ou Orli. Cet usage du "nous" rappelle le pouvoir que confère dans la réalité sociale à chaque membre pris individuellement l'appartenance à une famille ou une classe dominante. Certes, une telle appartenance procure un certain sentiment de sécurité et de maîtrise de la réalité. Mais elle est souvent vécue avec une certaine ambiguïté, voir d'une façon

compétence certifiée, les deux doctresses françaises ont su maintenir dans le camp une démarche qui les a sauvé de toute compromission. Ayant refusé toutes les deux certains ordres des médecins SS sans avoir été sanctionnées, tels la participation à des expérimentations humaines ou à une sélection, elles portent un jugement plutôt sévère sur tout acte pouvant être perçu comme une collaboration. Elles correspondent le mieux au modèle de Bettelheim dans lequel la rigueur morale apparaît comme le seul moyen de maintenir l'intégrité de la personnalité. Par contre, la berlinoise et l'autrichienne qui doivent leur position dans le camp, et indirectement leur vie, à la sympathie et à certains savoirs pratiques, telle la cosmétique, situent les limites de la commission ailleurs, conscientes qu'elles sont de leur propre angoisse d'être renvoyées du Revier. L'infirmière résistante, quant à elle, juge les comportements d'abord en fonction de leur utilité et de leur proximité par rapport à l'organisation clandestine.

Les mots choisis pour rendre compte de l'expérience concentrationnaire ne sont pas étrangers à ces différentes manières de se positionner dans l'espace social, et aux ressources et aux appartenances de groupe qui ont procuré à chacune de ces femmes le pouvoir pour ce faire. Ainsi le "je" apparaît dans les récits souvent pour décrire des situations changeantes et imprévisibles, le "nous" désigne des situations d'action collective vécue d'une façon

honteuse, dans la mesure même où elle est irrémédiablement liée à la conscience de détenir certains privilèges. Le "nouveau" militant, par contre, se réfère à un engagement volontariste pour une bonne cause et semble en partie retirer à l'individu le souci de justifier devant sa propre conscience et devant les autres le bien fondé de certains actes singuliers.

Ces différentes façons de rendre compte de soi-même expriment des possibilités objectives à la disposition des individus. Les difficultés du réajustement à la vie ordinaire après le retour du camp soulignent que celles-ci marquent toute la vie bien au-delà de l'expérience concentrationnaire. Retrouvant après le retour des situations familiales certes altérées, mais relativement intactes, et une insertion professionnellement dans leur domaine, les deux doctresses françaises vivent dans un contexte national dans lequel le travail de souvenir collectif promu par des associations et amicales d'anciens déportés peut, en partie du moins, doter d'un sens plus général la souffrance subie comme base d'un équilibre psychologique. Ayant perdu tous leurs biens et la presque totalité de leurs proches l'autrichienne qui émigre en Suède avant de retourner en Autriche au début des années 1960, et la berlinoise doivent fonder leur existence matérielle largement sur des connaissances pratiques acquises ou développées dans le camp. La première ouvre un salon de cosmétique,

tandis que la seconde est engagée dans les services de santé du sénat de Berlin "pour ses compétences dans la lutte anti-épidémiques". En l'absence d'une médiation collective et officielle de leur destin individuel et souvent confrontées en Allemagne et en Autriche à des scènes quotidiennes qui leur rappellent leur souffrance, elles sont néanmoins vouées au silence, sans pour autant pouvoir oublier.

Cette microanalyse met en lumière une diversité de ressources et d'appartenances collectives qui ont pu conférer un certain pouvoir et une maîtrise de la réalité dans une situation extrême. Elle montre également que la possibilité de mobiliser telle ou telle ressource est tributaire de toute la socialisation, de l'apprentissage et des expériences diverses acquis d'une personne. De plus, chacune de ces ressources est sujet au jugement moral commun. Ceci affecte le rapport que l'individu peut établir avec son histoire personnelle. Il n'est pas étonnant alors que la femme autrichienne interviewée ait eu les plus grandes difficultés à établir un rapport positif avec sa propre histoire.

Son histoire de survie est celle d'une "féminité" poussée jusqu'à la caricature. Or les ressources du pouvoir à sa disposition, celles de la subversion marquées comme "typiquement féminines" sont aussi celles qui sont les plus dévalorisées dans la morale courante. Par contre les mémoires des femmes médecins, métier peu féminisé à l'époque, ou de la militante politique à l'origine d'une

organisation de résistance mettent en jeu des ressources socialement plus appréciables, celles aussi qui sont souvent classées comme "qualités masculines" : la compétence professionnelle, l'engagement et le courage politique (13). Au delà des problèmes que soulève l'étude de la survie en situation extrême, ce constat pose celui de l'écart entre un discours public et des expériences singulières qui peut avoir des conséquences destructrices sur le sens d'identité d'une personne. Les expériences concentrationnaires dans leur diversité posent certainement un cas extrême de la possibilité ou de l'impossibilité de l'identification individuelle avec une histoire formulée en termes généraux.

N O T E S

- (1) Dès 1945 plusieurs témoignages biographiques ont paru en français, en allemand et en anglais. A ces témoignages individuels s'ajoutent des témoignages de groupes recollés par des associations d'anciens déportés, tels R-Abada, Témoignages sur Auschwitz, Amicale d'Auschwitz, Paris, 1946 ; V. Pozner, Descente aux enfers. Récits de déportés et de SS d'Auschwitz, Julliard, Paris, 1980 ; Amicale d'Oranienburg-Sachsenhausen, Sachso, Coll. Terre Humaine, Minuit, Plon, Paris, 1982.
- (2) B. Bettelheim, Survivre, Paris, R. Laffont, 1979, pp.75-79, 130-131.
- (3) I. Des Pres, The Survivor, Anatomy of life in the Death Camps, Oxford Univ. Press, Cambridge, 1976, p. 182.
- (4) Ibid, p. 74 et 190.
- (5) V. Pozner, op. cit. 1980, p. 13.
- (6) Une analyse de contenu fine de quelques 40 récits autobiographiques de survivantes de Auschwitz-Birkenau en anglais, français et allemand est actuellement en cours.

- (7) Nous avons mené trois entretiens de plus de 20 heures chacun étalés sur plusieurs mois. Ces entretiens ont permis de revenir assez souvent sur les événements marquants d'un récit. D'autres entretiens sont en cours. Ces entretiens en profondeur sont complétés par d'autres plus courts (de 2 à 6 heures). Faute de pouvoir toujours récolter un récit de vie complet, ces entretiens complémentaires, beaucoup plus fermés, portent exclusivement sur l'arrestation, la période passée dans le camp et le retour.
- (8) Ceci est à mettre en relation avec les thèmes qui organisent et structurent les récits de vie, qui en sont le fil conducteur, et constituent en quelque sorte un indicateur du sens de l'identité, de la cohérence et de la continuité d'une personne physique. A. Lehmann, Erzählstruktur und Lebenslauf, Francfort, Campus, 1983.
- (9) H.G. Adler, Selbstverwaltung und Widerstand in den Konzentrationslagern der SS, Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, 2, 1960, p. 255 ; D. Rousset, L'univers concentrationnaire, Paris, Editions du Pavois, 1946, pp. 158-162.
- (10) V. Pozner, op. cit., p. 87, 181.
- (11) H. Langbein, Menschen in Auschwitz, Vienne, Europa 1972, p. 261, 262, 399.
- (12) Pour une analyse contextuelle de discours, voir : P. Bourdieu, Ce que parler veut dire, Paris, Fayard, 1982.
- (13) S. Van de Castele-Schweitzer, D. Voldman, Le Séminaire Les sources orales pour l'histoire des femmes. Bilan d'une expérience, Paris, CNRS-IHTP, texte 1983.

Alessandro Portelli

THE ORAL SHAPE OF THE LAW: THE "APRIL 7" CASE IN ITALY

...At the morning session on October 22, 1969, during argument on a motion of attorney William Kunstler for leave to withdraw as counsel for the defendant/Bobby/Seale, the following occurred in open court.
Mr. Seale: Can I speak and answer his argument?
The Court: No. This is not your motion, sir. Your motion has been decided.
Mr. Seale: In other words, I can't speak on behalf of myself?
The Court: Not at this time, sir. (1)

Judge Severino Santiapichi was forced over and over to remind the defendant and witness for the prosecution, Mauro Borromeo, that he was supposed to repeat his version of events in court, rather than just refer back to the transcript of his pre-trial testimony. "Otherwise, you understand, we might as well carry out the trial in writing". (2)

I. History of the trial

1. In the beginning was the voice

On March 16, 1978, Aldo Moro, former Italian prime minister and Christian Democrat party leader, was kidnapped in Rome by a left-wing terrorist group called brigade Mosse (Red Brigades). His five-man body guard was exterminated; Moro himself was murdered almost two months later.

While they were holding him, the Red Brigades called his family on the phone. The conversation was recorded, and later broadcast and televised. "Certain individuals, who had previously met and talked with Antonio Negri and remembered his phonic characteristics...indicated him as the probable author of the call."³ Antonio Negri was a professor of Theory of the State at Padua University, and also taught at the Sorbonne in Paris. He was a leading figure in the movement known as Autonomia Operaia (Workers' Autonomy), and had been a leader in the dissolved New Left group Potere Operaio (Workers' Power).

On April 7, 1979, Negri and other activists and former activists in Autonomia and Potere Operaio were arrested upon orders from the Padua state attorney Pietro Calogero. They were accused of being the leaders of the Red Brigades, and (through the legal front of Autonomia and Potere Operaio) the minds, organizers and instigators of the wave of terrorism that had spread in Italy in the late '70's. On the same day, Negri was also indicted by a Rome judge for the murder of Aldo Moro. The indictment also included the charge of promoting an insurrection against the State, and several crimes connected with the Red Brigades. From the date of the arrest of the first group of defendants, the case came to be known as the "April 7" case.⁴

An American specialist of voice identification, appointed by the court, supplied the desired proof that the voice on the Red Brigades' phone call was indeed Negri's. However, a few months later an actual leader of the Red Brigades, Patrizio Peci, was arrested and decided to cooperate with the

prosecution. Negri, he said, had nothing to do with the Red Brigades; the voice on that famous phone call belonged to somebody else.⁵ The leaders of the Red Brigades were later arrested and tried; charges relating the April 7 defendants to that organization were (quietly) dropped (but not forgotten).

In fact, new charges were brought immediately against the same defendants and other members of their political organizations and movements, with successive indictments from courts in Padua and Rome.⁶ After much shifting of charges and evidence, 71 individuals were brought to court (after four years, which most of them spent in jail) and tried for promoting an insurrection, forming a subversive organization and an armed band, performing several actions related to political violence, and being instigators and abettors to two murders (that of Carlo Saronio, a Potere Operaio activist from a wealthy family who was kidnapped - allegedly to finance the group - and died while in his kidnappers' hands; and that of carabinieri Lombardini, killed during an attempted bank robbery near Bologna, also allegedly intended to finance a political group close to Negri). It was another 16 months before a verdict was reached.

It was appropriate that the case should begin with an attempt to hold on to the voice as evidence of guilt. In most criminal trials, much of the evidence comes, in fact, from oral "testimony". In this case, the oral witnesses used were of a special kind: the so-called pentiti. These are "repented" former terrorists who prove their change of heart by denouncing their former associates, and who are encouraged to do so by special "emergency" legislation which grants them lighter sentences and - in some cases - impunity. After being introduced in terrorism trials and used in the April 7 case, pentiti have become one of the backbones of the Italian penal system. They form most of the evidence in major mafia, organized crime, drug-dealing cases now.

The "April 7" case was made more relevant by the fact that specific criminal charges brought against the defendants were secondary to a broader hypothesis on the history of Italian terrorism and New-left insurgency. It was assumed that, since the early '70's, a single organization had "coordinated" the different forms of terrorism, and linked them to outwardly legal "mass" movements and struggles into a coherent subversive strategy. This organization went through outward changes, splits, apparent dissolutions, but it maintained a continuous core of leaders and thinkers, of whom Antonio Negri was the most important. From the name of its staunchest proponent, Padua state attorney Pietro Calogero, this interpretation of history came to be known as the "Calogero theorem".

The defendants were no blue-eyed innocents. "I am a political activist, a subversive, a person who thought he was changing society", said defendant Emilio Vesco; "my actions may have been penally reprehensible, but there is nothing in my background which may be related to terrorism". Negri also

acknowledged that "the aims of his organization were subversive, and that it did commit actions which came under the jurisdiction of penal courts. These actions include sabotage and expropriations; they, however, never included terrorism. The organization never had an armed structure".⁷ Advocacy and practice of violence are, however, stressed through such of the history of Fronte Operaio and Autonomia Operaia; on the other hand, they certainly were not the only groups in the new left against which such charges may be brought. The difference is largely one of degree; thus, through them, the magistrates were charging all the radical movements in post-1968 Italy with being linked to, or inspired by terrorism, if not outright part of it. This explains why activists and groups that had been politically at odds with the defendants supported them during the trial. It also explains the votes that elected Negri to Parliament in 1979 while he was in jail - and the gravity of the blow Negri inflicted to the entire left when (after an unprecedented decision by Parliament had made his re-arrest pending trial possible) he jumped trial and escaped to France.

The case was also a crucial test for the so-called "emergency" legislation passed to combat terrorism. Much of this legislation had seriously curtailed the defense's rights and guarantees; it had upset the balance and neutrality of the procedure by making the Penitenti the principal instrument of the trial; it had set an unprecedented maximum of twelve years pre-trial detention for suspects of terrorism. Criticism of this legislation was common also outside the area of the defendants' political sympathizers. The doubtful constitutional standing of the emergency legislation was, however, valued by its supporters on the ground that it was effective in combating terrorism. It became therefore politically important that these laws and procedures, and the Penitenti most of all, prove their usefulness by securing convictions.

2. The politics of judicial orality

Judge Severino Santilepichi, who was in charge of the courtroom phase of the April 7 trial, knew what he was talking about when he defended the role of orality in the proceedings (and his own role with it). The distinction between orality and writing marks two forms of the criminal trial and two phases of criminal procedure. The inquisitory trial (which survives in the pre-trial phase) is based on writing and secrecy (and on the identification of the judge with the prosecution); the accusatory trial is based instead on orality, publicity, debate and cross-examination. These characteristics, as well as the neutrality of the judge, ensure, at least in theory, "equality between the parties".⁹

Therefore, modern procedures which maintain (as is the case in Italy) secrecy and writing in the pre-trial investigation and procedures¹⁰ also state that the evidence thus gathered must be rehearsed orally in court in order to be

valid. In recent times there has been, however, a tendency caused by speed and expediency, to mechanically transfer the pre-trial record into the courtroom record by merely asking witnesses whether they confirm it... While this takes trials faster (an all-important consideration, given the painfully slow rates prevalent in Italy), it also means that the writing and secrecy of the inquisitory model are carried over into the supposedly oral and public courtroom phase. The inquisitory model embraces the entire trial.¹¹

This has serious consequences. According to Walter J. Ong, "writing fosters abstractions that disengage knowledge from the arena where human beings struggle with one another. It separates the knower from the known. By keeping knowledge embedded in the human lifeworld, orality situates knowledge within a context of struggle." (12)
The courtroom is one such arena of struggle.¹³ The function of the spoken word is to permit trial to be conducted in as nearly a democratic fashion as possible. Orality permits two discourses - in this case, that of the defense and that of the prosecution - to go on at the same time, intersecting and modifying each other, as it were, "at the point of production". Face to face confrontation of individuals, facts, ideas allows greater flexibility. Orality is tendentially public, while writing is tendentially private: thus, orality allows specific forms of control. Some essential functions of a rational and sane society - the corrective of publicity over the secrecy of office, the equality of the parties in court - are linked to orality.

On October 29/1969, writes Philip S. Foner, "Seale was chained hand and foot to a metal chair and a gag of muslin was put in his mouth so that he could not continue to challenge the judge and interrupt the proceedings. During the next few days, the gag was strengthened".¹⁴ This picture ought to be kept in mind during the rest of this discussion - together with the picture of Carlo Fioroni, the most important witness for the prosecution in the April case, who did not appear to speak in court and whose written pre-trial testimony, read to replace his absent body and voice, was a cornerstone of the verdict.

I. The trial as history

- Theory

"Where is cruelty in the abolition of memory?"

(Giuliano Sparzali, defense lawyer in the April 7 case),¹⁵

It was only natural, writes Giuliano Sparzali, "that the judiciary should be entrusted with the reconstruction of fragments of this history /of the new left/, especially of those which eventuated in terrorism... It is however a grave and meaningful fact that the judiciary was left alone to perform this task, with no help from historians and politicians".¹⁶

As April 7 case was history in many ways. First of all, more than ten years lapsed between some of the events considered and the time a verdict was rendered. This was due to the slowness of Italian courts, but also to the

writes Massimo Gacciari, "is itself used as evidence of the ability with which the terrorists concealed themselves."²¹ Dr. Calogero and his colleagues were not entirely without assistance from professional historians in developing their reconstruction of the past and a method to substantiate it. Some of the essential points for the prosecution were outlined and anticipated by Padua historian Angelo Ventura. Among these are: a use of the term "terrorism" to cover all acts of politically motivated violence, from murder to "rough" picketing; a description of terrorism (thus defined) as a conspiracy rather than a social movement; the belief that its leadership was continuous from Potere Operaio to Autonomia Operaia to the Red Brigades, in spite of alleged splits and dissolution; that "mass" struggle and the armed underground were part of a joint strategic design.²² This version of history is also geared to Ventura's critique of current methods of historical enquiry. "Explaining history as conspiracy", he wrote ironically, "does not look like good social history, either of the macro or micro variety. It is not longue durée. It is a brutally evènementiel approach. In other words, it is neither elegant nor fashionable". It is however, he maintains, true to facts. A conspiracy can only be reconstructed with the methods of political history, by looking at the actions and thoughts of leaders and élite groups. Therefore, the main historical sources are to be found in the written record left behind by the élites.

2. Documents
Seven hundred and thirty pages into his reconstruction of the history of the '70's, dr. Calogero grapples a crucial question. He has derived from a lengthy reading of literature from or related to Autonomia, Potere Operaio and adjacent individuals and groups the persuasion that terrorism was led by an underground armed Party and carried out by a military structure connected to those groups. Given that these structures exist, he then asks, "how is it that they are never mentioned by the so-called 'repented terrorists' who, given their position, should know them better than anyone else? Can we answer this dilemma by the 'simplistic method' of saying that, since witnesses deny that these structures existed, then they must not have existed? This crucial discrepancy between (his reading of) the written record and the oral information of witnesses (on whom otherwise he relies throughout) causes dr. Calogero to declare his hierarchy of sources. "Reality", he says, "must be reconstructed, as far as possible, with the help of documents...The testimony of the pentiti must be used to fill voids that cannot be filled by documentary analysis, or to validate and broaden the results of this analysis" (794-5).

Use of oral sources "in subordinate, ancillary position to written sources" has been a long-time practice of traditional political historians.²³ Calogero's declaration of principles may be viewed as part that that tradi-

fact that legal action was initiated long after the event. In fact, many of the words and actions which came under the attention of the magistrates had not appeared equally criminal at the time they were said or performed. It was only after a change in political and cultural atmosphere that penal considerations became prevalent over political ones in judging those events and times. In fact, as I already said, the trial was not concerned merely with a list of transgressions of the law, but with the re-definition of an entire movement in terms of criminal conspiracy. Therefore, the magistrates were engaged in reconstructing the past, redefining its meaning, and attempting an overall interpretation of it. These are historical tasks, and it is appropriate to look at the way they were performed in terms of theory and method of history (and oral history specifically), given the nature of the sources).

Reminiscing about the early stages of the case, Pietro Calogero said in a recent interview:
I'll tell you how it happened. I had been studying the language of terrorist leaflets and literature, and did not agree with those who said it was mere ranting and raving. No, sir. I said to myself: there's a mind behind this, a criminal but intelligent plan. So I told my wife, "I can feel the hand of someone here, who is very familiar with constitutional law". She ups and says, "look, Pietro, have you ever read about this man Tomi Negri, who teaches in the University? His classes are all but political harangues. You ought to keep an eye on him"...So I began to read his books and articles... (17)
The historical method exhibited in Calogero's brief and Rome judge/Amato's indictment - Luigi Terrajoli has written - is coherent with a specific mode of the criminal trial: inquisition. Charges, arrests, briefs, indictments are based on a pre-conceived version of history. (18)

Defendant Paolo Virno says:
The logical model you can discern in the way the case was conducted is the one that Popper describes, when he says that if you make a statement you will always be able to find evidence to support it. What they never consider is that, under certain conditions, if certain events happen, your statement may also be falsified.

Said Pietro Calogero, in an interview in 1979:
It would be naive and mistaken to expect tangible evidence of specific facts. What we have are not the bodmen of terrorism, but leaders and instigators. By definition, leaders of these organizations do not go around shooting or planting bombs...Therefore, in this case one must expect no evidence of individual terrorist acts. (19)
On the other hand, Rome state attorney Ciampini proved that Negri was a leader or because of his "proved participation in common crimes" - which was, however, often proved by the fact that he was a leader ("Negri has been charged with this action on the assumption that, as the Organization's leader...he must have approved of it"; Negri was charged with the above crimes because of his position as the O.'s leader").²⁰

If evidence of single crimes is not to be expected, proof that the Organization existed and that the defendants belonged to it is also hard to reach. Calogero insists on its "infernal" nature, which makes it, in his own words, "very difficult to actually delineate and pin down". "Lack of evidence",

tion, with the dogma that oral sources must never be permitted to contradict written ones. Examining Judge Giovanni Palombardini, who refused Calogero's theory and turned down some of his indictments (only to be reversed by higher courts), pointed out this aspect when he said that, though it is true that each statement by the witnesses must be carefully verified, it is however wrong to "presume a primacy of documentary analysis over the facts reported by witnesses or defendants...as if the role of facts were only that of filling gaps in the documents".²⁴

Discussing the methodologies of XIX century historiography, Paul Thompson has written that "the notion that the document is not mere paper, but reality, is here converted into a macabre Gothic delusion, a romantic nightmare".²⁵ "The essential ambiguity of 'document' and 'documentary analysis'", writes Ferrajoni, leads the April 7 prosecution to believe that writings "document the facts that they describe, rather than their authors' ideology and dreams."²⁶ Palombardini points out that this problem is enhanced, in the April 7 case, by the fact that the usual "ambiguity of the relationship between facts and writings" is heightened by "the ambivalence of political language, with its heavy burden of tacticalism, ideology, triumphalism". "It's always this damning pretense, that runs through all our writings", said Negri in court: "it is the language of Marxist tradition, but it carries a residue of simulation that creates a distorted redundancy" / Repubblica, 6.7.1983/. Reading this literature literally, Palombardini concludes, causes "purely ideological expression /to be/ often taken for factual truth."

In 1973, a demonstration at the Fiat Mirafiori plant in Turin ended in what Negri and his associates described as a workers' armed takeover of the factory. They hailed this event as the beginning of a new level of struggle and organization, the birth of the "Mirafiori party" that would conjugate mass struggle and armed rebellion. Palombardini described the "Mirafiori party" as "a metaphor" that never materialized (Rep., 10.30.1983); Calogero refers to it repeatedly as to a functioning organization. Incidentally, the workers' armed takeover of the factory never took place. Bianca Guidetti Serra, a member of the defense counsel and a long-time union activist in Turin (as well as an oral historian) describes the day as merely a show of solidarity for the Fiat workers' struggle for a contract, which was in fact a "political defeat" for Potere Operaio / Manifesto, 5.8.1984/.

"During the present investigation", Calogero wrote, "Negri has often distanced himself from terrorism - in words". Words (and selected words) are however also the evidence he uses to prove that Negri was a leader of terrorism. The prosecution claims that the defendants told nothing but lies during the trial; but it also claims that they never told anything but the literal truth before. It never considers that political struggle in the new left was often a verbal contest for leadership and prestige, where the most inflated and extreme statement would carry results separate from its relationship to actual

events and behavior.

3. Authentic and authorized. From oral to written

In the introduction to The Scarlet Letter, Nathaniel Hawthorne says that he found the story in an old manuscript in the Sales custom house. "It should be borne carefully in mind", he writes, "that the main facts of the story are authorized and authenticated by the document". Ironically, he also tells the reader that the document is in turn based on "oral sources" (his words). He is however aware of the hierarchy of sources: his claim to authenticity would have carried much less authority had he claimed access to the first-hand, oral sources, rather than to a second-hand, but written one.²⁷

Hawthorne's allusive use of legal terminology shows that his predicament was not unlike that of the prosecution in the April 7 case: an ideology based on the primacy of writing and "documents" builds a case which is, however, mostly supported by oral evidence. We may describe the position in which dr. Calogero and his colleagues found themselves as that of reluctant oral historians.

Again, they were not the first to face this contradiction. The method traditionally used when "drawing from orality to serve reconstructions of history of the 'elemental type' was a fusion/confusion /of orality/ with the written testimony".²⁸ This is also the path followed in order to "authorize and authenticate" oral testimony in the April 7 case, by assimilating it to written documents. The traditionally theory problem of transcription was in this case, more than ever, political rather than merely technical.²⁹

On page 629 of dr. Calogero's brief, prosecution witness Antonio Bonito lists by town, plant, and company the contacts that Potere Operaio had in working-class situations:

- Marghera Petrolchimico (Montedison and Chiatillon),
- Portofino: Zanussi (Rez);
- Rovigo: personal contacts with /the/ P.O. Group in the Adria (Low Po Delta) region, in a number of plants and textile laboratories...

- ** - Genova Ansaldo;
- Rome: Petre;
- Bergamo (Naples); Italsider and Italcantieri;
- Germany: Ford and Volkswagen...

Jack Goody has shown that the very concept of a list depends on writing. In a culture of "secondary orality" like ours, it is quite possible that lists be composed and delivered orally (also, as was Romito's case, without the help of chanting or other rhythmic supports to memory).³⁰ It is however impossible to set out a list by the rest of the discourse by the use of different spacing and to set out items within the list from each other by such typographic means as indentation and spacing. It is also unlikely that a list that has none of the rhythmic devices mentioned above may be delivered without such connectives as "at" Rovigo "there were", that the location of small towns be specified in parentheses orally as it is done when writing official documents.

These are typographic and syntactic contributions of the transcriber, which of course imply no falsification of content: if anything, they set out facts more clearly. Which is, however, the point: the typographic setting assimilates the list to a written document and thus makes it easier to perceive it as fact rather than words. This technique is used throughout the transcript of Romito's testimony. It results in a cognitive manipulation achieved by means of textual manipulation.

Italian legal procedure in the pre-trial phase (and, in most cases, in the courtroom as well) ignores the tape recorder. The authority of the magistrate is not to be submitted to a machine; besides, given the secret nature of proceedings, there is no need for permanent documentation. Therefore, words are recorded as dictated by the magistrate, who is not expected to follow the witness's actual wording, but rather to rephrase it in formal legal terminology. Therefore, the degree of interpretation is much higher than in normal transcripts: the complexity of experience is tendentially reduced to discrete legal categories, in forms that at times actually prefigure the verdict.³¹

For instance, a portion of the testimony of Carlo Casirri (a common criminal who participated in the Baronio kidnapping and murder) reads:

I first realized how effective the Organization in Padua was, while plans were being made for a robbery.../everything/ made me feel sure that the Organization was very serious.³²

It is very difficult to distinguish, orally, a capital "O" from a lower case one. However, Organization with a capital initial (often abbreviated as "the O.") was used by the Rome magistrates to designate the alleged secret leadership of the terrorist movement.

Since the spelling of this word is the responsibility of the transcriber, we may deduce that, rather than basing his interpretation of history upon the oral testimony, Calogero is writing into it his own pre-existing interpretation.

In fact, when Patrizio Peci describes the Red Brigades - indeed, a very tightly structured organization - the word "organization" is always in the lower case. This is true whether he is being interrogated by Calogero or by other magistrates. However, in the transcript of Peci's testimony before dr. Calogero, "Organization" suddenly jumps to capital when he refers to Negri and his circle /1927-1932/. We have no way of telling whether this change reflects a subtle shift in Peci's intonation when pronouncing the word, or Calogero's belief that the Red Brigades were subordinated to Negri's command.

The problem of transcription came up repeatedly in court. Mauro Borromeo explained a contradiction between his pre-trial and courtroom testimonies by saying that the pre-trial testimony must have been transcribed incorrectly. Another witness remembered that his testimony had not been transcribed immediately, but only a few days later, on the basis of notes taken by the magistrate /Man. 1.25 and 1.26.1984; REP. 3.23.1984; 4.1.1984/.

4. Political history and the "pentito" perspective

Witness Antonio Romito describes in his testimony the differences between Negri and Franco Piperno (another April 7 defendant) which caused the group's dissolution at its 1973 convention. While Negri is said to have favored a long-term, mass strategy, Piperno inaugurated the meeting by announcing that 1974 would be the year of the insurrection.³³ Romito goes on to say that, "from the fact that the armed insurrection advocated by Piperno did not take place, while mass working-class struggles grew wider and more intense, I deduced" that Negri's line had prevailed and was also being followed by Piperno in spite of what was only an apparent split /617, 626/.

Like his fellow Paduans Calogero and Ventura, Romito favors political over social history. Whether an insurrection takes place or what types of working-class struggles develop, in this perspective, does not depend on the workers and on social conditions, but on secret dealings within the leading circles (recognized as such only by very few workers). Calogero and Ventura, however, use his inferences as basis for a key point in their reconstruction: that the dissolution of P.O. was only a feint (we may also mention that other witnesses deny that Piperno ever announced an insurrection in 1974 at all).³²

Although Romito is not technically a pentito, he functions like one: a former member of a group, who has renounced its policies and denounced its members and leaders. Pentiti from Potere Operaio, Autonomia and related groups were actually few and marginal in the case; they were integrated, however, by an extensive use of witnesses from actual terrorist groups like the Red Brigades or Prima Linea, who were asked to give information on contacts between their organizations and the defendants. The pentiti's testimony presents therefore several types and forms, which are all, however, admirably suited to a political history approach to the trial.

In fact, the conspiracy version of history fits very well with the pentiti's experience. While it helps circumscribe and define the evil from which they have separated, it also allows them to maintain some tracts of their own personalities. For instance, the "heroic" role which some pentiti feel they are playing after the conversion continues the "heroic" underground fighter image of themselves which they cherished during the armed struggle.³³ Christopher Lasch has pointed out how ex-Communists in the "cultural cold war" of the '50's were quick to subscribe to an image of Communism as a conspiracy; because it squared with the crudely elitist version of Leninism they had followed previous to their conversion.³⁴ The elitist nature of terrorism also squares with a vision of history in which elites, not social movements, are the decisive forces. Pentiti who belonged to small underground groups like the B.R. or Prima Linea find it easy to believe that everybody else operated in the same way. Finally, the conspiracy approach enhances the importance of the "inside" information which they are able to supply. To this must be added

that "reluctant" oral historians have a tendency to elicit from oral sources the same type of information and approach as they look for in written documents, thus encouraging the inherent tendencies in their witnesses in this case.³⁵ Hence, two approaches in the testimony. Witnesses like Roberto Peci, who were leaders in actual terrorist groups, supply an "inner circle", "from the top" perspective (Peci is offended at Calogero's suggestion that there may have been a higher level of command in the Red Brigades, above his own); they also often encouraged to formulate broad historical interpretations and analyses. On the other hand, the more marginal and secondary characters, mostly from ultra-left, non terrorist groups, supply a "keyhole perspective" ("the peculiar nature of my tasks within the Organization... prevented me from getting acquainted with most of its members", Carlo Casarati, 1323); "the witness declares that Seratini, Bianchini, and Del Re often confidentially told her or gave her to understand that they had a very high role in Autonomia Operaia; she also learned from her husband that Bianchini was Negri's second in command..." (1392). A common feature to both approaches is the centrality of the leadership - expressed in the pride of underground leaders, in the frequent frustration of those who thought they were excluded from the movement's alleged secret leadership.

5. Misability, Memory and the Professional Witness

"A testimony is the sum of all the statements of an informant which relate to the same referent" (Jean Vanhina)³⁶. The misability of oral sources is visible in the discrepancies between the same person's testimony, during the pre-trial phase, or between it and the courtroom. When asked about defendant Alberto Magagnoli, Carlo Fioroni first said he "thought" he had attended a certain meeting; he later grew more assertive, until on his fourth interrogation he said he was "sure" that Magagnoli had been there, which allowed the prosecution to arrest him.³⁷

We might define this type of testimony as "incremental": it consists in telling the same story each time with additional detail. Incremental testimony derives from a multiplicity of causes, some (the nature of memory) characteristic of the misability inherent to all oral sources, others (the phenomenon of repenance, the social function of the witnesses) peculiar to this case.

Memory is not an instantaneous, yes-or-no act of recalling information, as the prosecution sometimes seems to believe. It functions rather as a process, and as a Generator of meaning.³⁸ The reconstruction of events is geared to the speaker's current view of history and himself. If a person is authoritatively described as having been a leader, then he must have been at that meeting. The aspect of memory as a collective or group phenomenon is also visible in the prevalence of second-hand information. This introduces into the case some of the creative and selective processes of traditional folklore.

Actual folklore does occasionally enter the record: Renzo Carlo Alberto Pozzan relates (and Calogero records) being told that "in order to join

the Red Brigades, candidates were required to prove themselves by stealing a gun with their naked hands".^{1245/}

Repentance also shares the nature of a process rather than an event. Before the April 7 case began, Carlo Fioroni was sentenced to 27 years for the murder of Carlo Saraceno; when he appealed this sentence and began his confessions, the appeal judges justified the fact that he didn't tell all the truth by saying that his very contradictions were evidence of his "complex path to redemption"³⁹. In another recent terrorism trial, defendant Roberto Vignelli admitted having been a member of the Prima Linea organization, but only at the last moment could he bring himself to confess his participation in an action resulting in bloodshed (Jan. 10-19, 1984). The difference between these two examples of incremental testimony lies in the fact that Fioroni's path to redemption consisted in denouncing others and absolving himself, whereas Vignelli only confessed his own guilt. Fioroni is now free and abroad, while Vignelli is serving a 29-year sentence.

This leads into the third order of causes: the social function of pentiti. David Gaute has shown that something similar to incremental testimony occurred in the case of the ex-Communists in the '50's in the United States, who set themselves up as consultants to firms and agencies and established prices and rates on their services.⁴⁰ The pentiti also knew that their importance lay in their continuing usefulness to the prosecution, which depended on their having always new information to supply. This is visible in the often gratuitously anxious naming of names in the testimony. "It wasn't like in America", Vignolo says, "but people did bring up new names and facts even in

the courtroom - 'It just occurred to me that...'. They were professional, in their own small way. They knew they needed to set a standard of credibility and stick to it. They developed techniques in order to avoid contradicting themselves, they made a judicious use of 'I don't know', 'I don't remember' when it was preferable to taking the chance of being contradicted."⁴¹

The incremental nature of the pentiti's testimony is therefore stimulated by its exchange value. Leaving aside for the moment the immediate judicial benefits, we may cite the case of Michele Galati, who complained in court that his contribution to other trials in which convictions were reached "was strangely underrated", and refused therefore to say another word.⁴² Another star witness, Roberto Sordallo,

complained:
I have no job, I am unemployed... Three years ago we were heroes; now, perhaps no more. Terrorism is forgotten... I am more clandestine now than before, nobody will give me a job... Now that it seems, they say, that terrorism in this country has been defeated, I am as clandestine as I was when I was in Prima Linea. (43)

the philology of oral sources has developed techniques to approach mutability. In Ian Vansina's words,

No attempt should be made to reconstruct a so-called original text... variants are valuable because of the opportunity they provide for judging the informant's confidence in the reliability of his statements and his psychological attitude toward his testimony, and sometimes also for detecting errors and lies. (44)

The judicial processing of oral sources has obvious points of contact with this situation, including the "practical" need to settle on a "final text" in view of "publication" (Vansina). However, the April 7 prosecution makes little attempt to use mutability for the opportunities Vansina describes; and the criterion used in deciding which version to use seems to consist mainly in always selecting the most accusing one. In the case of Fioroni's testimony about Alberto Magnaghi, it happens to be the last in the incremental sequence; on the other hand, in the case of Romito's testimony on Lisi Del Re's "top ranking" in Autonomia, the first version is chosen over a later one in which Romiti admitted that he might have been wrong. 45

6. Sincere and disintegrated. Subjectivity, narrative and testimony. Giorgio Roverato, a colleague of Negri's at Padua University, testified that "it was common belief" there that the defendants belonged to Autonomia Operaia; that Negri "was believed by everyone to be the leader"; that "acquaintances told him" that Negri had taught guerrilla classes in the students' dorms; that "a great impression was created" by Negri's arrest at a demonstration - in 1969 /177-78/. The law forbids magistrates from requesting or allowing testimony based on hearsay or rumors. However, expressions such as "according to what I heard", "it was generally believed", "it was my impression", "I inferred from this that..." are attested on almost every page of the pre-trial testimony. In many cases there is no attempt to trace the original sources of the information given as hearsay. Roverato's "acquaintances" are "students who lived in the dorms", but the record shows no attempt to have him identify them by name, or to have them summoned.

Oral historians consider hearsay, opinion, value judgments, belief, even error as part of the peculiar usefulness of oral sources. This is one reason why it is probably more correct to speak of "narrators" and "narratives" rather than using terms lifted from judicial terminology like "witness", "testimony", "informant", whose full semantic import is made clearer by the present context. "Narrative" implies an awareness of the role of verbal organization in the speakers' text, as well as of the fact that there is an inherent ambiguity and connotative aura to language,

which can be disambiguated only at the price of heavy loss of information. Subjectivity has been considered both the prize and the bane of oral history 46; it does help, however, in reconstructing the speakers' own interpretation of facts and in building the image of a cultural and political atmosphere provided, of course, that subjective information and factual information be kept distinct and recognized each for its appropriate cognitive status.

This is not always the case with the prosecution in the April 7 case. Once oral sources have been assimilated to written documents, they are granted the same presumptive literal credibility. Thus, Calogero seems to accept opinion and hearsay as evidence not of what the narrators thought or heard, but of what actually happened. In the final indictment written by judge Amato in Rome, "the authority of the document is replaced by that of the pentiti, whose version of events is always accepted with no discussion or caution, and automatically inserted into the record". 47 Calogero and his colleagues, therefore, treat narratives as though they were pure testimony, disregarding the clues offered by verbal organization of self-presentation, and the role of subjectivity.

Let us consider Carlo Fioroni's testimony on how he cooperated with the kidnapping of his friend Carlo Saronio, who was later killed. I still don't understand how I was persuaded to give information about Saronio, and to accept the very idea of kidnapping him... Carlo Saronio was one of my best friends, and in the absurd world of the organization he had created with me the most humane and sincere relationship. I believe that the reason why I was implicated and used was that this friendship would have kept Saronio from prosecuting afterwards /1287, 1292/.

Fioroni explains his actions by his feelings of friendship for the victim, of "liking" and "love" for Carlo Casirati, the common criminal who materializedly carried out the job /1292/. He always describes himself as passive ("implicated and used", at least twice), ignorant ("all this time, I thought he was still alive"), weak. I hesitate to speak of moral subjugation, he says of his relationship to Casirati, suggesting the image of the weak petty bourgeois revolutionary fascinated by the tough underworld figure. Like other witnesses, Fioroni describes his own psychological weakness in order to absolve himself from guilt: "I could not have been implicated and used if I had not been going through a time of psychological disarray and existential imbalance" /1293; see also 1282/.

Self-derogation is a common technique in the pentiti's presentation of self. Mauro Borromeo describes how he slipped almost unawares into the conspiracy of which he now repents. Judges in one of Fioroni's earlier trials excused the fact that he had not told the whole truth by saying that "a man who denounces himself must be allowed to retain at least a

remnant of his self respect in the depths of his degradation." 48

Gullit is an objective requisite to prove the subjective state of repentance, which is in turn a condition of credibility. "As a corollary of his sincere and disinterested desire to distance himself from the armed struggle," wrote Calogero, Fioroni "revealed many facts which fully validate the prosecution's position" (44/2). The truth of Fioroni's charges is proved by the sincerity of his conversion; but the truth of his conversion is proved by the fact that he makes those charges.

"Sincere and disinterested" became almost formulaic in describing the "brave and responsible witnesses" on whom the prosecution's case is based (REP. 2.3.1981; Calogero, 102). On the other hand, when Pentiti contradicted the prosecution, their sincerity and lack of self-interest are questioned. The "so-called Pentiti" ("alleged" two pages later), who say that the top leadership described by Calogero did not exist, are not really penitent and disinterested: "in cases of terrorism",

, one may never be sure that they do not "alter reality" in order to accomplish "an interested cover-up" for the real leaders, while denouncing secondary figures. When Peci insists in denying that Negri was a leader of the Red Brigades, Calogero warns him that, were the contrary to be proved, Peci would lose his Pentiti benefits. If a witness contradicts him, sincerity is at least doubtful. 49

There is no reason to doubt the actual sincerity of many Pentiti. Fioroni's own lawyer attested credibly to his client's feelings. 50 It is a fact that the law makes it impossible to prove sincere repentance other than by denouncing others: those who only repent of their own actions are not eligible for Pentiti benefits. The fact that this form of repentance is rewarded in very tangible terms also throws doubt on the automatic presumption of lack of personal interest. In fact, since Pentiti are by definition guilty, and therefore have the status of defendants in the same case or in related ones, they are exempted from testifying under oath: it is as though there was, indeed, a presumption of non-credibility in their regard.

B. The plural authorship of oral sources. - The interview A statement made in reply to a number of questions - says Vassina - must be regarded as the work of two informants: the questioner and the person questioned. The testimony consists, in fact, not only of the replies, but also of the questions. (51).

Terms like "interview" and "interrogation" point in the direction of "interaction" as the structuring factor in both field collecting and judicial testimony. Interviewing/interrogating techniques are therefore

means by which historians and magistrates help shape their own sources.

Bruno Laurzi, Negri's counsel in the pre-trial phase, recalls: Negri's interrogations were accurately staged and conducted. He was always asked questions that were fragments of a picture inside the judge's mind. He never knew the intention behind those questions, so was easily induced to conceal, give half-truths, contradict himself. They never confronted him, as the law says they're supposed to do, with the behaviour of which he was accused and the evidence against him. If the transcript shows Negri giving crazy answers, it's because he was asked crazy questions.

Vassina describes two types of interviews: there "the questioner merely creates the occasion for giving the testimony", and where "the reply is already suggested by the questions". He contrasts two ways of asking for the same information: "who reigned before Mboong along?" vs. "did Snyean reign before Mboong along?". From what can be reconstructed in the transcript, questions of the second type prevailed: not "who were the leaders of the Red Brigades", but rather "were the defendants leaders of the Red Brigades?". On a broader scale, Pentiti Antonio Savasta warned of the "ideological" nature of his pre-trial interrogations, produced by his being asked "ideological questions" and encouraged to express judgments and opinions. 52

Most courtroom interrogations consisted in reading extensive portions of the witnesses' pre-trial testimony, and merely asking them whether they confirmed it. As Vassina says, "if the question contains material which is repeated in the reply", the testimony consists largely "of projections of information already in the possession of the questioner". Vassina concludes (and Savasta confirmed) that "statements of this kind are generally unreliable". 53

9. The plural authorship of oral sources. - Power

"Give your evidence", said the King, "and don't be nervous, or I'll have you executed on the spot".
Lewis Carroll, Alice's Adventures in Wonderland

"During my first interrogation, I was very upset, very nervous. I was insecure. . . When dr. Calogero interrogated me again, in '83, I explained that my first testimony was mostly hearsay". However, the second transcript contains no trace of these corrections. . .
(testimony of Mauro De Rossi, Mem., 1.26.1984/)

Antonio Lombardo, a witness for the prosecution, wrote in a letter to a newspaper, that "the clever maneuvers of certain magistrates, who kept me in solitary for a year, induced me to give testimony" which was instrumental in incriminating others (REP. 6.19.1980). All field workers have come across the bias introduced into the testimony by power relationships between the observer and the observed. In the best of cases, this results in the interviewee's polite tendency to give the interviewer what he thinks the interviewer wants. In the worst, it results in the interviewer forcing the interviewee to say what he wants to hear. Many intermediate situations result in half truths, silences, concealed information. The fact that many prosecution witnesses were either in jail or could be arrested when interviewed, and that chances of being set free often depended on the testimony

defendant Guido Bianchini. Later, Di Nolfo explained in a letter to Calogero that he did not mean a structured hierarchy, but an intellectual leadership. Calogero insists that the two are the same (which they are not to the witness, who takes the trouble and considerable risk of writing a letter to specify the difference). He then goes on to interpret Bianchini's "vague" position as evidence not that he was less involved and often critical (as other testimony also indicates), but that "his activity was...less perceptible at first sight" - in other words, semi-clandestine. In fact, he explains testimony about Bianchini's criticism and disagreement from Negri as "covers". Thus, words meant to say that Bianchini was only marginally connected to the leading group of Autonomia are interpreted to mean that he was its hard underground core (1386-91, 1402-3).

Antonio Savasta, who was instrumental in securing convictions in the Red Brigades trial (held before the same court as the April 7 case) spoke of the use of his testimony in terms that Paolo Virno describes as "surprise and anger". He mentioned the induced ideological content of his testimony, and insisted that it did not reflect reality but rather what the Red Brigades knew or thought about it; that the court "flattened out" differences that he had pointed out between organizational relationships and actual murders and criminal actions; that he had trouble making the court understand that words had changed their meaning since they were first used. In previous interrogations about Moro's murder, he realized that "everybody was using my testimony to their own advantage, rather than to find out the truth about terrorism". "Every time I enter a courtroom", he concluded, "I must wonder whether I made the right choice when I laid down arms and decided to cooperate."⁵⁷

IV. Arena of struggle. The courtroom

1. Disruptions and interruptions

"This can't go on! There's a whole lot of confusion here!" For the first time, Toni Negri's voice rang out in the April 7 courtroom.

Corriere della Sera, 3.31.1982

The April 7 prisoners had looked forward to the trial as a sort of liberation. "Trial now" was their initial demand...When it finally started, they demanded "a fair trial"...They thought the moment of truth had come, when at least their voices would be heard. (58)

"There were great expectations", Paolo Virno says; "there was a yearning to come out into the open, at last; to defend ourselves in political and in technical terms. But it only took the first couple of months in the courtroom, for us to realize that we could do nothing, that the court would continue along the same path, that it would yield on nothing".

The most emphatically "oral" moment in the courtroom trial is the confrontation between prosecution witnesses and defendants. It is a sub-species

they have created a state of dependency. Rather than working around it, magistrates often chose to accentuate it, as shown by Calogero's threats to Peci described above. Pentito Borromeo said in court: "Did I not trust the courts so much, I should think that having me re-arrested before the trial was a move to pressura me" (Rep. 3.25.1982)

The press seldom tells how witnesses and pentiti are pressured to support the prosecution. Frequent intimidation discourages possible witnesses for the defense from volunteering their testimony. The pentiti legislation makes matters worse by introducing new means of "persuasion". One often hears of explicit or implicit warnings to the purport of, "Remember that I'll be in charge of deciding whether you receive pentito benefits, and I will only grant them if your information supports my charges" (54).

The intersubjective authorship of oral sources also intervenes at the level of selection of sources and interpretation. While quantitative samples have been used successfully at times by oral historians, it is a fact that oral sources have a basically qualitative nature.⁵⁵ Their representativity depends on the breadth of the scope of the qualitative interviews. The April 7 magistrates, however, relied mostly on the network/grapevine sampling method, one of whose limitations that one witness leads to another similar to himself, which will supply basically the same type of information. The witnesses for the prosecution belonged, in fact, to two basic networks: Pentiti (mostly from groups other than Autonomia and Potere Operaio), university acquaintances of Negri and the others. Other testimony was discouraged or excluded (in the courtroom, 71 defendants were allowed to call 17 witnesses altogether), or edited out.

The defendants' own testimony was subjected to limitations:

Luciano Ferrari Bravo and Mario Delmaviva, indicted for insurrection against the State, were last interrogated three years ago; the charges against them were at that time other than they are at present. Francesco Tomasi was never heard about the insurrection in which he is supposed to have participated. None of the defendants were heard about the abrupt and unreasonable changes in the object itself of the trial. (56)

Calogero's final brief hardly quotes the defendants' testimony and their answers to the charges, although it quotes their writings at length as evidence for the prosecution. "Publication" is the second level of selection; it is the point where authorship is subtracted definitively from the source and concentrated in the hands of the historian as narrator. In this case, quoting only one side of the testimony is unlikely to result in an unbiased presentation.

Interpretation, finally, completes the historian's appropriation of the original narrator's words. Especially after they are transcribed (and, as in this case, given the "authority" of documents), those words may be detached from context and intention. In his original testimony, witness Emilio Di Nolfo listed what he perceived as the leading group of Autonomia Operaia in Padua, and included in it - "in a vague position" - the

of what Vensina defines "dispute between informants"; one of the situations where the "antagonistic" character of orality described by Ong is most visible. We may also consider it from the point of view of the "group interview" as a technique of validating information.⁵⁹ In this case, the antagonistic aspect of the dispute generally prevailed on the cooperative possibility of the group discussion; each side maintained his version, and prosecution witnesses often sought refuge into the writ in pre-trial record. This made these confrontations highly charged with emotion.

Mario Dalmaiva had never been interrogated concerning the instruction he was supposed to have promoted. When his request to be confronted with the prosecution witnesses was finally granted at last Jalmaviva blew his top. "The witness keeps saying", he shouted, "that we talked of sabotage, arson, shooting. Can he describe one fact, only one fact, that we actually perpetrated?" "I confirm my statement", Romito replied /Rep., 11.24.1983/.

Chicago Punaro was charged with teaching the use of weapons and guerrilla techniques to a group of high school students in Milan, some of whom later used this knowledge to commit terrorist murders. Punaro was confronted with one of them, Marco Barbone, a pentito who had been set free after being found guilty of the murder of a journalist in Milan. Observers contrast the pentito's "calm and chilly", "cold and professor-like" behavior with Punaro's emotional delivery. /Rep., 10.12.1983/. Punaro told his version of the meetings he had with Barbone and the other students, saying he taught them politics and economics rather than guerrilla; and insisted in recalling his friendship and affection for them at the time - and perhaps even now.

I knew them well, especially /pentito/ Ferrandi, because, as your honor will see when he testifies, he is a truly intelligent person from many points of view. He is extremely likeable. So it was only natural to have with these kids not just a political relationship, but also some human warmth, mutual knowledge, as always is between people who are just normally civil, in spite of age differences... You must consider your honor, that in those years it was not yet a crime to feel friendship and warmth for people who were not your age, it was not a crime! It was part of a political style that overcame age differences, /without need for/ indoctrination.

He tells of describing them working condition at a factory in Milan, and rehearses again the feelings of those days: "It was fascinating...one of the bestliest and most inhuman systems of production that ever existed on the face of the earth..It was a shame! I still shiver when I think about it". At last, he claims that, far from teaching them the use of weapons, he tried to discourage their plans - like the idea of throwing molotov cocktails in principals' cars, with the owners inside. "You see, your honor, these kids were young!"⁶⁰

Halfway through Punaro's testimony, Barbone is bothered by his emotion: "Take it easy, you're shouting all over me!" A voice from the defendants' cage answers him: "Easy? You're free, and we've been in jail five years!" /Rep., 10.12.1983/. Throughout the sessions in court, voices from the cage

ring out acoustically, collectively. As is only possible in oral performance, they talk back and talk all at once. "Voices without power", Virmo says. Like Alice shouting "stuff and nonsense" to the mad queen, they function as disruptions and interruptions of a discourse that concerns them but excludes them. When Romito says that the 1973 Potere Operaio convention applauded the kidnappings of a manager and a judge in Milan and Genoa, "an ironic voice from the cage reminds him" that they took place four and six months after the convention was held /Rep., 11.22.1983/. The judge, Virmo remembers shut down the disturbance.

One of the characteristics of judicial theater is its ordered sequences and exchanges. Disruption of the order may make it into something else or may expose the fact that it has already been made into something else - perhaps theater of the absurd, a categorization suggested for the Chicago conspiracy trial... disorderly conduct may occur as an engulfed protest against injustice and an appeal for justice.

In a "dramatic" session, Negri "shouts to the prosecution from within his cage...". In 1979 you eliminated us from the political scene, and that cleared the way for true terrorism! /Rep., 4.29.1983/. During the summing-up of the case, prosecutor Antonio Maria read from Potere Operaio magazine a fierce political attack against the judiciary, and went on to say that, "Many of the magistrates mentioned here were later kidnapped, shot at, killed!"... "A protest rose from the cage: 'certainly not by the defendants in this trial!'" /Rep., 3.4.1984/

2. Dialogue

We did have a chance to talk freely - says Paolo Virmo - even too freely. In fact, the court considered what we had to say of our background and personal history merely ornamental, ritual. As soon as it was over, they would start asking questions that had no connection with what we had just said. You could tell they were not interested, that there was a visible selection in listening patterns. That discouraged us.

Some observers detected a pattern of open-ended questions from the court to prosecution witnesses, as opposed to strictly narrow question-and-answer techniques in interrogating defendants and defense witnesses. "We are not historians, we are magistrates", courtroom judge Severino Santilepich said over and over to defendants when they "digressed" - as though history had not been at the very root of the trial. On the other hand, pentito and prosecution witnesses were allowed to speak freely and broadly. Hence, a tendency on the part of the defense to step over the boundaries set by the interrogation. For instance, Lucio Castellano was described as "more talkative" than the questions required /Rep., 4.8.1983/. Among other things, he was trying to explain the meaning of words and expressions used in his political activity and how interpreted as evidence of terrorist leanings /Rep., 4.8.1983/.

Virmo describes an articulate strategy of interrogation, according to types of witnesses. There was a difference between those defendants who

were charged only with membership in the alleged subversive organizations, and those who also had to answer on specific criminal actions. The first group was handled with what Virno describes as the "how could you not know" mechanism: an up-to-date version of guilt by association. The others were interrogated only on matters of detail: "the court was not interested in whether these details were part of a broader picture. They would not bring that up; they reserved connections for themselves".

The pentiti, instead, were thought to be in a position both to draw a broad political and historical picture, and to inform on specific actions. These aspects reinforced each other: since they made specific charges, they were allowed to talk of philosophy or history; because they provided a broad outline, their specific charges were considered credible. When facing a pentito, a defense witness was overwhelmed by this circularity. He was asked about details, but the details were interpreted according to the pentito's framework.

The type of evidence and the logic used in its presentation made oral testimony for the defense powerless. Hearsay evidence is self-validating: if a witness says "it was commonly believed", another witness is not enough to prove that no, it wasn't. When Roberto Sandalo gave his hearsay testimony on the fact that Franco Piperno in 1975 was leading a guerrilla group in the South, Virno says that the defense asked to be allowed to bring witnesses who could prove that at the time Piperno was actually considering joining more moderate organizations of the Left. The witnesses were not allowed. Besides, "what could they prove? They could have said that on such and such day Piperno was at such and such place. But they could not prove that he didn't do a certain thing."

The other impervious prosecution argument was the "how could you not know" which was already in evidence in the pre-trial record. Pentiti who deny ever hearing of the secret leadership of the armed party, Calogero says, must be insincere: given their position, they could not not have known. Negri was charged with several crimes simply because, as the alleged leader of the Organisation, he must have known about them. Thus, he was accused for the death of Carabiniere Lombardisi, which was "the consequence of a shootout by individuals other than himself, who was not even charged with being the instigator" of the action.⁶⁵ It was simply assumed that, since the actual killers were loosely connected with his political work, he must be responsible for everything they did. Virno's case was discussed along the same lines.

The court said, you were an editor of Metropolis, and so was defendant Oreste Scalzone. How could you not know that Scalzone - according to their papers, of course - was organizing robberies, trading in arms in the Middle East, and so on? How could you not know? It was always, how could you not know - given your acquaintances, the acquaintances of your acquaintances, former acquaintances....

Antonio Savasta testified that he had, indeed, no reason to believe that Virno did know. But the how could you not know argument is impervious.

and this testimony (in spite of the lack of any evidence that Virno knew anything of Scalzone's activities) was not enough to change the verdict.

3. Paper

Two years into the case, Oreste Scalzone had taken a look at the material plight of the defense:

The pre-trial record includes /so far/ 49,000 pages. To prepare our defense we need urgent photocopies, which cost 450 lire each; that makes 22 million lire /about 8 18,000/. Then we need about ten more, one for each of our five lawyers; this runs into 50 millions more...The urgent photocopies will be delivered in two or three weeks; it takes about as long for the others, if there is enough equipment available. Next, we need to study and analyze the record, and prepare our briefs. We will be allowed no more than 30 days for this work (which is a concession; the law provides a 5-day term) /Mem., 1.28.1987/.

Paper kept piling up for three more years. Its very bulk made defense hard to manage. The length and sheer size of the trial loaded it with writing. Even the introduction of the tape recorder in the courtroom eventually made things more complicated: the thousands of pages of transcript that were brought into the jury room were simply too many to be gone over carefully while considering the verdict. They were most likely only used to check specific points, but the synthesis and the selection of the relevant moments of the trial were largely left to the judges and to the pre-trial documents.⁶⁴

The heavy primacy of the written record played against the defense in the courtroom, as we may see from an almost random example. After introducing Pentito Leonio Bozzato to the witness stand, Judge Santispichi began his questions:

The Court: You have said that, "Early in 1974.../a two-page quotation from Bozzato's pre-trial record follows/. Is it so?" Bozzato: Yes.

This pattern continues throughout. Bozzato is never asked to speak; he is only expected to confirm what he has already spoken. All questions refer to the record ("What do you mean by this?" "Please explain this"). In the first twenty pages of the session transcript, Bozzato speaks for more than five lines only five times (the longest statement being eight lines). About sixty of his answers are one-liners, or less.⁶⁵ Pentito Michele Galati repeats "I confirm the transcript" so often, even out of context, that he is asked to explain what he means. "I've been in so many trials", he says, "and heard it used so often that I thought it was a ritual formula."⁶⁶

The contrast between defense and prosecution often takes the shape of a conflict between orality and writing. "If we were here only to confirm the transcripts", says lawyer Alberto Pisani, "we might as well not be here at all."⁶⁷ Discrepancies arise, therefore, mostly during counter-interroga-

tion by the defense, which insists that witnesses speak up in court. Occasionally, the judge steps in to defend not so much orality per se, as his own role: the depreciation of orality, in fact, also depreciates the phase of the trial over which he presides. A typical exchange occurs when a discrepancy arises between Bozzato's testimony in court and the pre-trial record.

The Court: "...the truth, which is the truth?"

Bozzato: What I said in the transcript...

The Court: And what you're telling me, what is it? /.../

Prosecutor: /It seems / that the pre-trial transcript is being considered worthless. I am sorry, but I must stop in /.../ We have the oral debate, which is all very well, but we must also bring up the witness's pre-trial testimony, and it is my duty as the prosecutor to consider it.

The Court: Will the prosecutor kindly let me know when I may be allowed to continue doing my job? Court is suspended.

Session is resumed ten minutes later - with a lengthy reading of pre-trial transcripts. 68

Like the oracle or the prophet - writes Walter J. Ong - the book relays an utterance from a source, the one who really "said" or wrote the book. The author might be challenged if only he or she could be reached, but the author cannot be reached in any book. There is no way to directly refute a text. After absolutely total and devastating refutation, it says exactly the same thing as before. (69)

At the decisive moment of the trial, the person "who really said" the heaviest words was most emphatically not to be reached. Carlo Fioroni, whose testimony linked Negri and others to the death of Carlo Saraceno, had been set free two years earlier (previous trials, in which Negri's name had not come up, had ended with a 27-year sentence against Fioroni, later reduced to 10 in the appeal after he had begun his confessions). When the court summoned him to repeat his testimony in the April 7 trial, he was nowhere to be found. The chief of police was summoned, and he revealed that Fioroni had been given a false passport by the secret service, acting on directions from the office of the Prime Minister. From his undisclosed new residence abroad, Fioroni sent word that he would not come Man., 3.13.1984/.

The defense immediately asked that Fioroni's pre-trial testimony be excluded from the record. It had not been possible to counter-interrogate him in that phase, which was carried out in secret; there would not be an opportunity to do so now in public. However, the court decided that, in absence of his oral testimony, the written transcript would do. Fioroni's story was submitted to what amounted to a "total and devastating refutation" by the defense; even his own lawyer wrote to the court to say that he had knowledge that allowed him to be certain that Negri and the others were innocent. But, after all this, the transcripts of Fioroni's testimony still said "exactly the same thing as before".

It was a peculiar thing - says Virno. Here was an oral voice, a witness from the early '70's, who had become written in secret, in the absence of confrontation and control. Once he was made into a written source, the writing became prevalent over the fact that there was no oral repetition of it. There was a double system of stratification - in fact, a perverse mixture, between the Gentili's oral voice and the written sources. The court relied entirely

on Fioroni, who refused to come, and on Casirati - who refused to answer the defense's questions, barely answered the prosecution's, and refused to be confronted with the defendants. On the basis of these two testimonies - one absent, the other reticent - they handed down guilty verdicts for the death of Carlo Saraceno.

4. Oratory and silence

Prosecutor Antonio Martini played his role as expected, when he began his summing up of the case with printed accusing finger and great oratorical flourish... his accusation /was/ shouted, rather than said, into the microphone /and accompanied/ by violent banging of fists on the table and loud shouts... that made him at times almost incomprehensible Man., 5.29.1984/

This is hardly a neutral report, but it does indicate some questions raised by the role of orality in the final stages of the trial. Forensic oratory, once the highest genre of public speech, suffered heavily from the advent of print, which caused rhetorical training to be geared to writing rather than orality. As a result, the teaching of those parts of rhetoric that were connected to oral functions - "memory" and "delivery" - was neglected. Types of discourse which still depend on orality are therefore practiced today with no formal training and without the adequate mentality: the "rhetorical" bombast of such modern oratory is largely due to lack of training and consequent inability to deal rationally in oral terms, delivering a reasoned argument that can be understood and remembered. Thus, as Virno says, prosecutor Martini "put no order in what he said".

A further cause may be identified in the fact that Martini relied heavily on the pre-trial record for his argument. Therefore, the two initial functions of rhetoric - "inventio" and "dispositio" - lay more in the written record than in his speech. The latter was thus made up only of "elocutio", resulting in a piling up of words in a show of theatrical emotion. The rhetorical device used for this is "amplification", in its "horizontal" and "vertical" varieties. Horizontal amplification was displayed first in the "copies", the sheer quantity of speech: Martini's summing up lasted two weeks (the defense was originally allowed four days altogether; they had to fight for more time). Next, was a broadening of the scope of discourse: Martini "created an atmosphere in which everything that happened in the early '70's was made to appear as having been advocated or planned by the defendants" Man., 4.3.1984/. Repetition and "gradatio" - the piling up of words in ascensional order - linked horizontal to vertical amplification. Negri was described as "false, lying, treacherous, cruel"; the defendants as a group were "thieves, kidnapers, robbers, murderers" Man., 3.30.1984/. "Hypocrite recluses", wrote an observer, pointing out the role of the most typical figure of vertical amplification. Parallel techniques are the loudness of the voice, and gestures like pointing fingers and banging fists.

There was a contrast between Martini's oratory and the "quiet manners and conversational speech" of a defense lawyer like Tommaso Mancini. Man., 5.31.1984/. Mancini was basing his approach on a genre of oral discourse - conversation - which is apt to be rational rather than emotional persuasion: to the last, the defense attempted to play the trial straight, to rely on a fair application of the rules of the game. However, there are clues to the purport that all the final part of the trial was merely ritual. Describ-

to go to jail for something or other, and they did. They are all guilty of the crimes described by Repubblica, though some of them were not even charged with committing them: media-made truth only knows that they were tried in bulk, and condemns them in bulk. It does not matter that there was no such thing as "Autonomia with a capital A" in "the early '70's" (the term was not used until late 1974, nationally). The political truth is that there was no movement, only a conspiracy. The young people who thought that they were participating in a movement were only led astray by "evil teachers".⁷²

The distinction between legal and historical truth deserves a final comment. Historical truth is hardly ever more than a descriptive hypothesis; legal truth has a performative nature. Whether things happened as the court says, to all practical purposes now they did. A court sentence creates truth, and measures it in years in jail. Also, legal truth has a tendency to become historical truth. Given the existing hierarchy of sources, future historians will reconstruct the '70's using "documents" like Pietro Calogero's brief, Amato's indictment, and (when it is finally published) the court's sentence. We may not care about Negri, Piperno, Dalmaviva, Virno, Cavallina. But it might be appropriate, for professional reasons, to suggest that the verification procedures normally required when reconstructing history in an academic essay be not altogether waived when reconstructing it in view of handing thirty-year sentences.

Notes

1. Philip S. Foner, ed., The Black Panthera Speak, J.B. Lippincott, Philadelphia, 1970, p.183.
2. Rossana Rossanda, Il Manifesto, 3.29.1983
3. From the indictment of the Rome tribunal, 4.5.1981, quoted in La Repubblica, 4.5.1981.
4. I will often refer to Negri in this discussion, because he was the most well-known and controversial defendant in the case. This is in no way intended to mean that he was more important (or more innocent) than the rest.
5. The defense used a socio-linguist, who identified the area from which the actual author of the phone call was later found to have originated. However, this information was never considered by the prosecution, and the newspapers consistently refused to print it. The defense also stressed (to no avail) the fact that the court's voice identification expert had as much as written in his book that his methods were inadequate for legal use. That "electronics" should be considered infallible and "sociology" irrelevant fits well with the positivistic approach to history which characterized the case. (Bruno Lauzzi interview, Rome, 10.16.1984. Lauzzi was one of Negri's lawyers).
6. Literature on the April 7 case is immense: it includes many books, hundreds of newspaper articles, and the court records running into over 50,000 pages. Oral history could use thousands of "sources". The best critical summation of the pre-trial phase is Luigi Ferrajoli's "Il caso '7 Aprile". Lineamenti di un processo inquisitorio, in Del delitto e delle pene, 1 (1982), 167-204. I have used Ferrajoli's insights, from this and other writings as well as a personal interview (Rome, 9.12.1984), throughout this essay. I have limited my written sources to two newspapers: La Repubblica and Il Manifesto (abbreviated and quoted in the text as Rep. and Man.). They were the only ones that constantly

ing Marini's baroque, Virno noted that "the court didn't even pay much attention to him". This may have been caused by poor quality; but it also suggests that these final speeches had little effect on the outcome of the case. They were the most ritualistic phase of the whole trial. Virno says, in fact, that the defense did consider the possibility of not speaking at all, in order to denounce the partiality of the court. Although this strategy was not followed in the end, it is significant that silence was considered seriously as the most effective way to make themselves heard.

Before the court and jury retired, the defendants made their final statements. "I could have escaped abroad a thousand times, between my first and second arrest", said Virno; "but I wanted my freedom to be a result of the ending of the emergency era. Those who have run away merely survive; I want to live". Arrigo Cavallina said, "I can boast the longest pre-trial detention in Italy, in Europe, in the twentieth century; eight years in jail without a trial. I now strongly condemn my past. But I am not willing to prove this change by turning into a merchant of human flesh". "Those of us who had been outside the cage and free", wrote Rossana Rossanda, "asked one another: why is it that we never really heard the sound of Arrigo Cavallina's voice?"

Man., 6.1.1984/.

V. Truth

Arrigo Cavallina was sentenced to fourteen years. Paolo Virno to twelve. Neither was charged with ever shooting a gun. The charge of "insurrection" against Negri and the others was (quietly) dropped at the last moment; thanks to this, Negri did not receive the 30-year plus life sentence requested by the prosecutor, but only 30 years for being the instigator of Saronio's murder and having "morally concurred" in Lombardini's death. Five defendants received sentences above 20 years; 49 between 10 and 20; 31 up to seven.

"We finally have what is known in legal language as the judicial truth, that is, truth verified by the two judges and six jurors of the court. This truth may of course differ from historical truth", wrote Guido Neppi Modona Rep., 6.13.1984/. He might have listed another truth, outlined in the inner pages of the same newspaper: media-made truth. "So, Autonomia, the one with the capital A described by Calogero five years ago, was an armed band and its members - intellectuals, unionists, professors - were the 'evil teachers' of subversion in the early '70's. And they committed robberies, thefts, bombings, shootings, and even two murders" /Silvana Lazzechi, ibid./. Five years before, Calogero had accused Negri and the others of being not just a subversive organization, but the brains of the Red Brigades. This was proved false, but Calogero shouts all over the front page, "I was right!"

"The theses has held". The gist of the theses was that these people ought

- reported the trial. Also, they had different positions: Rep. oscillated between neutral and pro-prosecution; Man supported the defense. From the judicial perspective, I have chosen for examination the brief submitted by Padua state attorney Pietro Calogero on 5.18.1981. It is universally considered the fullest statement of the prosecution's case and methods. It is quoted in brackets with page numbers in the text. I have also been able to see parts of the transcript of the courtroom phase, through the kindness of the legal firm of Tommaso Mancini and Antonio Pisani. Paolo Virno, one of the defendants, was interviewed in Rome, 10.14.1984.
7. Repubblica, 5.11.1983; Paese Sera, 1.30.1981
 8. Two paradigm examples, both quoted in Calogero's brief. A Potere Operaio leaflet: "Assenteismo, sabotaggio, red terror: reclutisti capitalistici comandano l'espressione di massa per la liberazione dal regime fascista" /451/. From the testimony of Guido Fetter, a teacher at Padua university: "On March 9 (1972), Prof. Mazzocco's car was destroyed; on the 10th, a bomb exploded near Prof. Lunzer's apartment; on the 11th, Prof. Santinello's car was burned; on the 14th, I was seriously injured by three masked young men who waited for me as I rode home, hit me savagely on the head with iron bars and monkey wrenches, causing a cranial trauma and breaking my right hand..." [1212] This was immediately after the arrest of Negri and the others.
 9. Giovanni Leone, Istituzioni di diritto processuale penale, Jovene, Napoli, 1965, II, p. 12-13.
 10. The pre-trial proceedings (istruttoria) are conducted by a pubblico ministero (state attorney) who collects the evidence and submits his conclusions as a requisitoria (brief) to an examining judge (Giudice Istruttore). The latter evaluates the brief and decides whether to issue an ordinanza di rinvio a giudizio (indictment).
 11. Ferrajoli, "Il caso '7 aprile", cit.: "Il processo penale diffuso", Dati dell'arte e delle pene, I, 2 (May-July, 1983), 37-38; Ferrajoli notes that "induction in trials like secrecy and the identification of prosecutor and judge (even when formally separate) prevail in current practice. A notable exception in the April 7 case was the reiteration of Calogero's brief by examining judge Giovanni Palombardini - who was, however, overruled by the Court of Appeals".
 12. Walter J. Ong, Orality and Literacy: The Technologizing of the Word, Ithaca, London and New York, 1982, p. 43-44.
 13. This is reflected in the relationship between the trial and the theater. The classic statement is in Johann Huizinga, Homo Ludens (1938), ch. IV. See also Malin J. Bell, "The Play of the Thing: An Unscientific Reflection on Courts under the Rubric of 'Theater'", Stanford Law Review, vol. 28 (Nov. 1975), 81-115; Sergio Valzania, "La partita di diritto. Considerazioni sull'aspetto ludico del processo", Jus, 1978, 204-246.
 14. Philip S. Foner, The Black Panthers Speak, cit., p. 183
 15. Quoted by Rossana Rossanda, Men, 4.12.1984
 16. Giancarlo Scarpini, preface to Giovanni Palombardini, Il processo e la storia. Arsenal Cooperativa, Venezia, 1982, p. 8. The book contains the historical section of Palombardini's indictment re-iterating Calogero's brief.
 17. Corriere della Sera, 10.9.1984
 18. "Il caso '7 aprile", cit.
 19. Corriere della Sera, 7.5.1979
 20. Home state attorney Ciampini's brief, quoted in L. Ferrajoli, "Inasurrevolto e amara svoltasi in Roma e in altre localita'", Men, 3.6.1981
 21. In Men, 6.6.1981
 22. Angelo Ventura, "Il problema storico del terrorismo italiano", Rivista storica italiana, XCII, 1 (March, 1980), 125-151. Ventura had first-hand knowledge of the subject. He taught at Padua university, and was the victim

- of violence by Autonomia Operaia sympathizers. Unfortunately, he weakens his case by not mentioning the fact in his paper.
23. Giuliana Beraschi, "Esperienze didattiche degli Istituti della Resistenza e uso della fontina orali", in La storia: fonti orali nelle scuole, papers presented at the conference on "L'Insegnamento dell'antifascismo e della Resistenza didattica e fonti orali", Venice, 2.12-15, 1981; Marzullo, Venezia, 1982, p. 44.
 24. Giovanni Palombardini, Il processo e la storia, cit., p. 50
 25. Paul Thompson, The Voice of the Past: Oral History, Oxford, Oxford University Press, 1978, p. 43
 26. "Il caso '7 aprile", cit.
 27. The Scarlet Letter, in The Portable Hawthorne, ed. by Malcolm Cowley, Penguin Books, 1976, p. 32-32.
 28. G. Beraschi, "Esperienze didattiche", cit.
 29. Alessandro Portelli, "Traduzione dell'oralita'", Fonti Orali, III, 1 (April, 1983), 32-41.
 30. Jack Goody, The Domestication of the Savage Mind, Cambridge, Cambridge University Press, 1977, p. 74 ff.
 31. In 1975, I was tried, with the editorial board of a magazine I worked with, for "attempting to corrupt minors"; the magazine had printed an article on teenagers' attitudes toward sex. A witness for the defense said that "today certain things are accepted; undoubtedly, change is resisted in some quarters". The judge dictated: "newsdays [orals] with overtones of resignation/certain things are accepted; change is... However, resisted in some quarters". The judge's judicial translation had reversed the meaning of the testimony and project his own values on it.
 32. Paolo Virno says that the theme and language of "insurrection" was dropped by Potere Operaio, also in its publications, at least a year earlier. The defendants tried to locate tapes, which they knew existed, of Fabre's speech at the convention, but were unable to find them. Virno is absolutely sure that those words were never said.
 33. Bertucci, "Esperienze didattiche", cit.
 34. Transcript of the session of 12.15.1983, testimony of Roberto Sandalo, p. 47.
 35. Christopher Lasch, "The Cultural Cold War", in The Agency of the American Left, New York, Vintage Books, 1969, p. 67-68.
 36. Jan Vansina, Oral Tradition, Penguin Books, 1973, p. 26
 37. Stefano Rodotà and Massimo Cacciari, "La testimonianza Fioroni, le accuse e l'immagine", L'Unità, 12.30.1981
 38. Luisa Passerini, "Sette punti sulla memoria", Interpretazione delle fonti orali, Italia contemporanea, XXXIII, 143 (April-June, 1981), 85-92.
 39. Il Giornale, 2.4.1984
 40. David Gaule, The Great Fear
 41. "The majority of the Great Fear", Virno adds, "maintain a rather high standard of credibility". However, they insert an internal distortion that gives a false meaning even to the truths they do tell. They tell an O.P. of truth, but the missing 20% changes the meaning of what they do tell - which is also distorted in itself".
 42. Session of 2.21.1984, testimony of Michele Galati, p. 6-7.
 43. Session of 12.15.1983, testimony of Roberto Sandalo, p. 47
 44. Oral Tradition, cit., p. 27
 45. Forster, 11.20.1981, p. 27
 46. Alessandro Portelli, "The peculiarities of oral history", History Work-shop, 12 (1981), 96-107, for a critique, see Louise A. Hall, "The oral history and Social Science History", Social Science History, VII, 4 (Fall, 1983), 47-47.
 47. G. Scarpini, preface to G. Palombardini, Il processo e la storia, cit., p. 19
 48. Il Giornale, 2.4.1984
 49. Dr. Calogero points out, as evidence of the "disinterested" motives in Fioroni's testimony, that it was rendered before Penitenti benefits were introduced. It has been also pointed out, however, that it happened, in fact, two weeks before the first decree to that purpose, and after proposals and

suggestions had made it very likely that such laws would be enacted. It is to be noted, also, that Calogero is not unaware of validating techniques for oral sources. He refers to correspondances between Fioroni's testimony and the written record at least four times; twice, he mentions correspondances between witnesses as evidence of reliability (1/16/67). However, the correspondances between the written record and Fioroni's testimony do not concern the major accusation points, on which in fact such correspondances are notably lacking. Calogero also ignores the validating techniques when they do not apply to witnesses that contradict others or themselves. As in most cases, such evidence is intrinsically considered good.

50. L'Unità, 1/14/1984. This was, however, before Fioroni finally refused to testify in court.
51. Oral Tradition, cit., p. 29
52. Session of 1.23.1984, testimony of Antonio Savasta, p. 25-26.
53. Oral Tradition, cit., p. 30
54. Stefano Rodotà, Repubblica, 3.3.1984. The only witness arrested, in court, for false testimony was a voluntary witness for the defense who contradicted two pentiti.
55. Paul Thompson, The Taverniers. The Making of British Society, Weidenfeld and Nicholson, London, 1977, p. 41-46, testimony of Marco Barbone and confrontation Barbone-Bunaro.
56. L. Ferrajoli, "Il caso '1 aprile'", cit.
57. Session of 1.20.1984, p. 5; session of 1.23.1984, page 10 and 25-26; Man., 1.25.1984
58. L. Ferrajoli, "13 mesi in aula", Man., 4.12.1984
59. Vansina, Oral Tradition, p. 29; Chaim Seligman, "Documenting Oral History", Kibbutz Studies, Yad Wabankin-Efal, 11 (Nov. 1982), 10-13; W.J. Ong, Orality and Literacy, cit., p. 43 ff.
60. Session of 9.12.1983, pp. 41-46, testimony of Marco Barbone and confrontation Barbone-Bunaro.
61. Malner S. Ball, "The Play's the Thing", cit. The concept of theater applies to the case in two senses. One is that of live oral performance, with dialogue and interaction. The other is ritual playing out pre-cast roles: for this interpretation, see Hummingbird, Man., 4.11.1984. Some theoretical affect, sought by the State and the prosecution were: a. putting the trial in the same building, with the same court and jurors and many witnesses in common, as the trial of the Red Brigades, in order to suggest a connection (the defendants had their trial deferred in order to avoid it); b. the setting, a specially fitted building with barbed wire, observation towers, armed guards, designed to impress even the casual passer-by with the danger of the proceedings; c. the screaming sirens and armored cars with police escorts that stopped traffic whenever the defendants were taken from jail to court and back.
62. L. Ferrajoli, "13 mesi in aula", cit.; K. Rossanda, Man., 3.2.1984
63. Giorgio Bocca, "Il caso Fioroni e il 7 aprile", Rep., 4.7.1984
64. Bruno Leuzzi described this practice in his interview, as common in many large trials with many defendants and long proceedings.
65. Session of 2.22.1984, p. 1-25. The exchange quoted above is on p. 6-7; other lengthy readings are on pages 13-15, and passim.
66. Session of 2.21.1984, p. 5
67. Session of 1.23.1984, testimony of A. Savasta, p. 10-11
68. Session of 2.22.1984, testimony of L. Bazzato, p. 24-25. A similar exchange is on p. 27.
69. Orality and Literacy, cit., p. 76-79
70. Id., p. 176.
71. Pending appeal, Virno and a few other defendants were given house arrest instead of jail detention.
72. On the role of the press during the April 7 case, see Pasquino Crupi, Processo a mezzo stampa: il 7 aprile, Oem 2 Editrice, Rome, 1982.

Une Proposition et quelques commentaires sur l'interprétation de la société politique, l'histoire de vie et l'histoire orale.

Eduardo RAPOSO

Cet article voudrait décrire la méthode d'analyse utilisée pour comprendre la conjoncture révolutionnaire de 1930 dans un état du Nord-Est du Brésil. Cette thèse a pour titre: "Six Versions et une Révolution, Histoire Orale de la Politique du Paraíba (1889-1940)."

Cependant, avant de décrire la méthode en elle-même nous proposerons de discuter concrètement les points qui nous paraissent essentiels. Les entrevues avec les acteurs politiques peuvent être utilisées comme bases capables d'aider le chercheur à récupérer et interpréter des structures et des procédés politiques? Autrement dit, ces documents, réorganisés, pourront apporter de nouvelles connaissances en sciences politiques?

Comme point de départ de nos réflexions nous avons élaboré la proposition suivante: la connaissance d'une société politique déterminée peut s'opérer à partir de l'ensemble des visions et des interprétations scientifiques (ou non) qui virent le jour et prirent une identité sociale dans un univers déterminé, caractérisé dans le temps et l'espace.

En d'autres mots, nous pensons pouvoir connaître, à partir des visions des acteurs politiques, que créent, interprètent ou apportent des idées socialement identifiées

(vision du monde ou d'un aspect quelconque de la société) la dynamique des mouvements d'une société politique. Ces documents porteront également à notre connaissance ses normes d'action qui visent au changement ou au maintien de l'ordre établi, la définition de ses intérêts, ses identités et différences qui font que les acteurs politiques se regroupent ou se séparent selon leur logique propre.

Cette proposition amène cependant une question ~~conspicue~~ essentiellement deux volets suffisamment larges pour pouvoir nous occuper dans le reste des feuillets suivants.

Nous ferons tout d'abord quelques remarques à propos des observations subjectives forcement chargées de "pré-notions", relatives à la formation sociale de chacun. Elles sont considérées à première vue comme étant des versions néfastes à la construction d'un objet de recherches dans une perspective scientifique.

Nous croyons par ailleurs que l'idée que seule la théorie scientifique, dans sa conception moderne, est capable d'apporter la connaissance amène aussi quelques commentaires.

Pour en discuter nous nous servirons de quelques considérations et de divers textes de la littérature épistémologique qui nous semblent adéquats à l'étude du sujet. Nous développerons alors la proposition initiale et les questions qui en découlent face aux conceptions de K. Popper(1)

et de G. Bachelard, établissant quelques réflexions sur la forme de production de la connaissance en sciences politiques. "Il est vrai qu'il n'y a aucun fondement positif à votre connaissance, c'est-à-dire aucun moyen d'éviter à coup sûr l'erreur, mais c'est reconnaître du même coup que l'on sait ce que c'est que l'erreur, et comment établir qu'une théorie est fausse. De fait, nous avons toujours le moyen, à défaut de trancher pour une théorie, de trancher contre elle: l'expérience ne peut pas vérifier et justifier un énoncé universel, mais elle peut l'infirmer:"(2)

Popper propose ainsi un fondement négatif à l'activité scientifique.

A partir de ce fondement négatif il deviendrait possible de séparer les théories dont la base fautive a été détectée de celles dont la fausseté n'a pas encore été démontrée et de sélectionner ces dernières.

La connaissance serait aussi le résultat de l'activité continue consistant à éliminer les erreurs. Les idées acquireraient une certaine valeur après avoir été mises à l'épreuve à travers une confrontation avec l'expérience.

Ce serait l'unique moyen de faire progresser la science. Et il faudrait suivre une voie de critique continue le sans essayer d'atteindre une vérité particulière ou préjugée.

Partant du principe que pour Popper les sciences humaines ont la même démarche que les sciences de la nature

nous commenterons quelques aspects relatifs à l'élimination de l'erreur face à l'activité de compréhension d'une société politique .

Tout d'abord, sans faire la confusion entre la théorie du chercheur, qui doit essayer d'éliminer l'erreur, et les théories des acteurs politiques professionnels qui cherchent d'autres objectifs, nous pensons que les deux types de vision peuvent servir de base à des groupes politiques ayant une identité et une existence sociale.

Nous pensons dans ce cas précis qu'une vision d'une question déterminée ou de la société vue comme un tout, même si elle ne résiste pas à la critique rationnelle de Popper peut, sous l'angle de sa vie et de son identité sociale, être extrêmement vigoureuse. Cette vision considérée comme fautive sera partie intégrale de la réalité que l'on désire connaître.

Ainsi, même si l'on désire combattre cette vision on doit la considérer en tant que "réalité" qui est sans doute élément constitutif de la "vérité".

Nous considérons les idées d'identité sociale comme étant la relation du créateur, manipulateur ou porteur de visions politiques avec une classe déterminée, un groupe ou un segment social qui accepte et véhicule cette vision comme étant bénéfique à ses intérêts ou inhérente à ses valeurs.

La structure du pouvoir d'une société s'inscrit dans l'ensemble de ces relations. Les idées "fautes", par-

fois identifiées, aux intérêts des groupes hégémoniques, sont partie intégrante du réel et éléments de base de la dynamique politique.

Dans ce sens la connaissance d'une société politique que présuppose non pas l'élimination de l'idée politique considérée comme "fausse", qu'elle soit scientifique ou non, mais la détection de son identité sociale et la tentative de connaissance de la dynamique.

La seconde observation que nous voudrions faire se réfère à la conception du processus d'invention théorique de Popper.

Popper, voulant promouvoir un rationalisme anti autoritaire, pluraliste et critique, dénonce les erreurs du faux rationalisme: "En premier lieu, il est faux que nous disposions d'une source indiscutable de vérité: ni l'intuition, ni les sens ne sont immédiats, et même s'ils l'étaient, cela ne leur laisserait aucun privilège. Du coup, il est vain de relier la question de la vérité de nos théories à celle de leur source: tant peut être source d'invention théorique - la lecture de journaux, l'intuition mystique, aussi bien que l'observation -, mais on ne détermine la valeur d'une idée qu'en la mettant à l'épreuve". (3)

Nous croyons que, indépendamment de la consistance de la méthode critique, cette orientation a le danger de réduire d'autres formes de la connaissance inscrites dans d'autres traditions philosophiques, à sa sienne. Celle-ci con-

sidère seulement les théories ou observations qu'il est possible d'examiner à la lumière de la confrontation avec la réalité.

Il est certain qu'il existe d'autres traditions d'acquisition de la connaissance qui pourraient donner des preuves de leur efficacité à partir de leurs propres schémas et non en étant soumises au rationalisme critique qui leur est totalement étranger. Et même parce qu'il n'y a aucun motif impératif qui puisse permettre d'affirmer que seule la théorie scientifique dans sa conception moderne, c'est à dire se fondant sur l'observation empirique et le raisonnement logique qui favorise des hypothèses soumises à contestation et produisant des résultats" (4), soit apte à susciter la connaissance.

C'est dans ce sens que l'observation scientifique dans la conception moderne est l'une des théories possibles pour apporter la connaissance. Elle coexiste avec d'autres que ne sont pas forcément des théories fausses. Elles pourraient être considérées comme fausses au sein d'une conception moderne de la théorie scientifique qui ici conceptualise le terme "erreur".

Ce problème de la définition de l'erreur se place à la frontière entre les activités scientifiques et politiques. En effet le groupe ou courant qui la définira avec succès pour la communauté académique aura le pouvoir de dire qui produit ou non la connaissance.

Sur le même thème de la construction de l'objet scientifique pour Bachelard: "Quand on cherche les conditions psychologiques des progrès de la science, on arrive à cette conviction que c'est en termes d'obstacles qu'il faut poser le problème de la connaissance scientifique".

Selon lui " La science, dans son besoin d'achèvement comme dans son principe, s'oppose absolument à l'opinion. S'il lui arrive, sur un point particulier, de légitimer l'opinion, c'est pour d'autres raisons que celles qui fondent l'opinion; de sorte que l'opinion a, un droit, tous jours tort. L'opinion pense mal; elle ne pense pas: elle traîne des besoins en connaissances. En désignant des objets par leur utilité, elle s'interdit de les connaître. On ne peut rien fonder sur l'opinion: Il faut d'abord la détruire. Elle est le premier obstacle à surmonter". (5)

Faisant la différence entre le métier d'historien et celui d'épistémologue il poursuit: "Cependant il nous semble que l'épistémologue _ différent en cela de l'historien- doit souligner, entre toutes les connaissances d'une époque, les idées fécondes".

Pour lui, "l'idée doit avoir plus qu'une preuve d'existence, elle doit avoir un destin spirituel. Nous n'hésiterons donc pas à inscrire au compte de l'erreur - ou de l'innutilité spirituelle, ce qui n'est pas loin d'être la même chose- toute vérité qui n'est pas la pièce d'un système générale, toute expérience, même juste, dont l'affirmation reste sans lien avec une méthode d'expérimentation générale, toute observation qui, pour réelle et positive qu'elle soit,

est annoncée dans une fausse perspective de vérification." (6)

Nous pensons que, comme nous l'avons déjà dit, à partir que l'attitude du chercheur est différente de celle du politicien, les théories ayant les deux origines peuvent devenir des idées ayant une base sociale.

Et comme nous traitons des sociétés politiques, qui sont avant tout des sociétés d'opinion, comment les connaître sans considérer ces opinions, leurs structures et leurs procédés, indépendamment de leurs erreurs?

Quant à la différenciation entre le métier d'historien et celui d'épistémologue, après avoir établi la différence, nous pensons que le fait de considérer toutes les idées qui ont eu une identité et une base sociale dans un univers déterminé dans le temps et l'espace ne veut obligatoirement dire que nous nous trouvons devant une démarche d'historien, s'occupant de l'existence des idées. Il s'agit de connaître l'univers des opinions de la société, ce qui nous amènera à la dynamique politique de la société.

Une fois terminés ces commentaires, nous développerons la proposition méthodologique annoncée au début de l'article. Nous ferons l'analyse d'un matériel obtenu à travers l'histoire orale se référant aux trajectoires de vie d'acteurs appartenant aux divers groupes politiques qui eurent un rôle dans la crise de 1930 dans l'état du Paraiba.

Ici, l'objectivité qu'il est possible d'obtenir est intimement liée à la reconnaissance, à la confrontation

et à l'interaction des visions ou versions multiples du monde de construites subjectivement par divers acteurs qui possédaient une identité politique et sociale déterminée à un moment historique déterminé.

Ces versions subjectives montrant des positions politiques engagées, se traduisant dans les récits d'un représentant typique de chacun des groupes qui disputaient l'hégémonie du processus révolutionnaire de 1930 dans le Paraiba, sont plus que de simples visions: idéologiques et partiales. Elles constituent en réalité les éléments principaux à partir desquels il sera possible de connaître plus précisément les faits et le processus historique du Paraiba, expliquant une série d'aspects apparemment contradictoires et exclusifs.

Les diverses versions, dans leur confrontation, offrent une mosaïque de grande valeur pour le chercheur qui, en possession d'autres documents, peut suggérer des interprétations plus riches et plus consistantes de la réalité sociale.

Au début de la recherche nous n'avions pas d'hypothèses définies et nous avons effectué une série d'entrevues dans les critères élaborés par le Programme de l'Histoire Orale du Centre de Recherches et de Documentation de l'Histoire contemporaine du Brésil de la Fondation Getulio Vargas. Nous avons alors recueilli 13 témoignages d'histoire de vie, totalisant à peu près 55 heures d'enregistrement, accordés

par d'éminents représentants de l'élite du Paraiba qui avaient joué un rôle ou avaient été les témoins des événements de 1930.

Le programme d'Histoire Orale portait alors sur la reconstitution des trajectoires politiques des membres de la génération de 1930. On y détectait leurs origines et patrons de socialisation, leurs formes de représentation politique, leurs liens avec leurs "clients", leurs alliances de classe leurs logiques quant à la succession des charges, les patrons de reproduction politique, leurs liens locaux avec le pouvoir central, leurs patrons idéologiques et leurs visions du monde qui organisaient leur perception politique. Ces données, recueillies lors des entrevues, nous ont fourni des informations "naturalistes" à partir desquels nous avons pu formuler, comme le suggère Blumer, quelques hypothèses sur la trajectoire et la composition de l'élite du Paraiba.

La première hypothèse, plus générale, serait que les différents groupes politico-sociaux dans leurs moments de forte radicalisation se polarisent autour de deux positions antagoniques, occultant tant dans leurs discours que dans leurs trajectoires leurs spécificités, leurs intérêts et leurs idéologies originelles. Une telle polarisation paraît avoir l'effet magique de gommer les différences et de réduire l'histoire parcourue antérieurement par différents groupes aux positions engendrées par la situation de confrontation. C'est exactement ce qui s'est passé en 1930, lorsque plu -

sieurs groupes présentant des caractéristiques et des objectifs politiques différents ont été réduits dans le débat à seulement deux positions: ou ils étaient libéraux ou "particularistes" (7). C'est à ce moment là que disparurent les particularités sociales et politiques de chaque groupe et la radicalisation simplifia les positions qui se perpétuent dans le récit et la trajectoire de ceux qui racontent l'histoire de la Revolution de 1930.

La seconde hypothèse, plus spécifique, se réfère à la longévité du système oligarchique en tant que forme de domination politique. Cette longévité a pour cause principale la permanence des structures productives et sociales des quatre siècles de l'existence du Paraíba. La domination oligarchique, bien que fortement remise en cause par l'action réformiste du gouvernement de Joao Pessoa et des personnalités qui lui ont succédé après la Revolution, prédomina à nouveau, à peine modifiée dans son système de rapports avec la situation politique fédérale et renfermée dans ses rangs une composition sociale plus ample.

Après avoir formulé ces hypothèses, nous avons d'abord traversé la technique de l'histoire orale et la méthode de l'histoire de vie, les politiciens qui vécurent les événements de 1930, mais en cherchant alors la vérification des patrons de carrière les plus rigoureux. La transcription des entrevues nous a familiarisés avec les représentants des différents groupes, et nous a permis de dresser un tableau qui est

une représentation de la réalité politique élaborée à partir des visions apportées par les représentants de ces différents groupes.

L'utilisation de la méthode biographique à travers l'histoire orale a été accompagnée et enrichie par d'autres sources complémentaires, telle que des correspondances et mémoires, qui nous ont aidé à détecter des points controversés, en explicitant et récupérant les positions qui se dissimulent derrière les débats. Pour recueillir toutes ces informations, nous avons élaboré les fiches biographiques de 88 politiciens du Paraíba qui ont joué un rôle dans la crise de 1930 et appartenaient aux groupes rivaux. Pour les localiser dans l'univers de leurs semblables, nous avons établi les différences et ressemblances qui les caractérisent et les explicitent.

Quatre de ces groupes composaient appuyaient le mouvement de l'Alliance Libérale. C'était les partisans d'Épifanio de ValFREDO, les affiliés au Parti Démocratique et les révolutionnaires radicaux. Les deux autres groupes constituaient l'opposition dans l'état et, donc, la situation dans la politique nationale. Ils étaient formés par les partis sans distinction.

Ces visions multiples qui se côtoient et survenaient introduisent dans notre travail la praxis de l'acteur comme objet de réflexion sociologique et politique. L'objectivité de la méthode reconnaît les subjectivités et expériences des

différents acteurs comme riche matériel de réflexions et de connaissance. La triangulation entre documentation écrite, témoignages d'histoire de vie et fiches biographiques accroît la possibilité d'atteindre la plus grande objectivité possible.

Les interprètes de chaque groupe, lorsqu'ils décrivent les événements, le font en se basant sur les valeurs idéologiques et les points de vie qui les identifient avec leurs coreligionnaires. La mémoire collective du groupe auquel ils nous mènera donc à la mémoire collective du groupe auquel ils appartiennent. Les positions qui les unissaient, qui sait combien de fois débattues, nous conduisent au monde de leurs groupes, de leurs coreligionnaires; où ils faisaient de la politique et conspiraient, s'identifiant au point d'être en semble à des moments clefs de leurs existence.

L'avantage de ce procédé, outre qu'il permet de vérifier la position des groupes en relation aux questions qui se posent lors du moment révolutionnaire, réside dans la tentative de résolution de la question se référant au fait politique. Son objectivité ne se trouve dans aucune version mais plutôt dans la reconnaissance et l'interprétation des multiples visions du monde qui ont une inter-action dans le processus de la lutte politique.

De ce fait nous pensons qu'il nous sera possible de reconstituer l'univers des groupes politiques du Paraiba et de vérifier les types de modifications désirées par cha-

que groupe. Nous verrons ainsi ce qu'ils ont effectivement réussi, quels étaient leurs caractéristiques et leurs objectifs politiques, quels groupes ont été éloignés du pouvoir par la révolution et pour combien de temps, pourquoi ils ont été éloignés et quels nouveaux acteurs, outsiders sont entrés sur la scène politique de l'après 30. Ce procédé a permis d'éviter le chemin un peu trop facile de la relation manichéenne entre les partis politiques et les classes sociales, dans un rapport qui n'explique pas la logique et la nature des relations politiques comme elles se sont historiquement élaborées.

L'organisation de ce matériel organisé d'après ce critère méthodologique poura mettre en lumière la nature des événements des années 30. Elle fournira des éléments qui nous permettrons de déterminer les particularités du processus de modernisation de la société du Paraiba après le compromis politique établi par les forces sociales et politiques qui firent la révolution. Elle découvrira quel type de modifications voulaient favoriser les groupes politiques au sein de la société, ce qui est réellement advenu et pour quelle durée.

NOTES

- (1) Le fait que notre article ait pour référence la pensée de Karl Popper à travers le livre de René Bouveresse ne nous paraît pas constituer un grave problème car Popper même a dit de ce livre: "... I think it is excellent: it seems to me one of the best of all the books that have been written about my philosophy".
- (2) René Bouveresse, Karl Popper, p. 10
- (3) idem , p. 12
- (4) La définition recueillie au cours " Théorie et Philosophie Politique - Problèmes actuels de la théorie Politique" de Jean Leclercq au Cycle Supérieur d'Etudes Politiques 1984-1985. Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- (5) Gaston Bachelard , Formation de l'Esprit Scientifique. p.13 et 14.
- (6) idem p.11
- (7) Perrépiste était le terme qui désignait les corréligionnaires du Parti Républicain de São Paulo , solidaire de la candidature officielle de Julio Prestes aux élections de 1930.

Bibliographie

- Bachelard, Gaston - La Formation de l'Esprit Scientifique - Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective - Deuxième édition. Paris, Librairie Philosophique J. Vrin 1983.
- Bouveresse, René. Karl Popper . Paris, Librairie Philosophique J. Vrin . 1981.
- Camargo, Aspasia. Os usos da história oral e da história de vida: trabalhando com elites políticas . in Dados; vol 27, N1, 1984.
- Raposo, Eduardo. Seis versoes e umq revolução, História Oral da Política parabalana (1889-1940) . Travail Présenté à l'IUPERJ pour l'obtention du diplôme de Master en Sciences Politiques , août 1984.

Elizabeth ROBERTS

Patterns of power-relationships in working-class marriages

This paper is not a wide-ranging theoretical analysis of the nature of power or even an examination of its role in society as a whole. Rather it is a very modest examination of power relationships within some working-class marriages in the period 1890-1940.¹ The study is based on a mass of empirical evidence taken from oral history interviews, on many aspects of social and family life, with 160 elderly people in three areas of industrial urban Lancashire.² There are obvious difficulties in using memories to study marriages in the past: children obviously did not know the whole truth of their parents' relationships, some respondents were reluctant to discuss certain aspects of their own marriages. Moreover recollections can be affected by emotion which can introduce a bias and this must be especially true of such personal experiences.

However if one believes that a study of marriage relationships is important, it would seem to be essential to use oral testimony. If the historian concentrates only on such records as court cases of drunken assaults then one comes near to exploring the pathology of marriage, the often tragic experiences of the minority, not the more commonplace ones of the majority.

It is of course clear that marriage is a personal relationship and that because individuals are different, so too each relationship will be different. Despite, however, these individual differences, it is possible for the historian to discern different patterns of power relationships in marriages. These power relationships are interesting

because they were based not on law, but resulted from a complex mixture of tradition, practicality, economic power, individual personality and relationships with the extended family.

It is difficult to underestimate the power of traditional mores in working-class life during this period. They affected almost all aspects of life: many decisions were taken and life styles adopted because as respondents said, "It was the thing to do". There was a widely held ideal of what working-class marriage should be like with clearly defined responsibilities for each partner. These standards of behaviour were more often assumed than spelt out but Mr Bowker described an ideal marriage.

He was a good man Mr X, he gave his wife his pay packet and she'd perhaps give him his pocket money. He was very good to his children looked after his wife ... the man who was considered not good would be a man that was drinking his pay ... He was considered a bad sort of man, not a nice man to know ... the height of anyone's life was how they looked after their family. Again from the woman's point of view whether she had debts, whether she had run into debt or whether she'd make do or mend or do without rather than get into debt. That was the main goal of people, if they could live their life without falling into debt ... they thought that was wonderful.

Obviously not all couples showed all aspects of this ideal, some were more tolerant of the husband's drinking, others, either through choice or necessity, were not so strict about debt. But the great majority of working-class people saw marriages in part as an economic partnership between husband and wife. He had the responsibility of earning the larger part of the family income and she had the responsibility of managing the family budget.

This sharing of responsibilities does not equate with Frederick Engels' view of marriage; writing in 1884 he made it clear that

women were oppressed by marriage.⁴ The oral evidence does not however, suggest universal oppression of women within working-class marriage, indeed in the great majority of marriages in the sample the woman exerted significant power. It would seem, however, from the empirical evidence that neither a patriarchal nor a matriarchal model is an adequate analysis of working-class marriage during this period.

The most common pattern of marriage relationships discernible in this period was that of partners having separate roles but roughly equal power. The man's power resulted from his being the chief wage earner, while the woman's power resulted from a long tradition which ascribed to her both control of the family's income and the role as moral arbiter in the family. Helen Bosanquet writing in 1906 about the family said:

In reference to the outside world man has power and woman 'influence'. Within the home woman has the active power and man 'influence'.⁵

Working-class women's control of their families' finances is observable in other parts of Britain besides Lancashire (and has been commented on by other oral historians). The evidence is not yet conclusive that this was a national tradition but it might well have been. Helen Bosanquet was of this view.

(Marriage) assigns to the wife the function of manager and spender of the family income ... she determines even the amount which the wage-earners, husbands, sons and daughters alike, may reserve for their own use before handing their money to her.⁶

Maud Pember Reeves in Round About a Pound a Week (1913) and Margery Spring Rice in Working Class Wives (1939) also show the woman as taking charge of the budget, performing miracles of making a little go a very long way.

Indeed it is clear that this role was one women shared in other parts of Europe. Scott and Tilly refer on many occasions to women controlling their families' finances.

In these families ... everyone seems to have acknowledged the mother's managerial role

and Michelle Perrot writes of a French woman in the nineteenth century as "le ministre des finances".⁷

In the oral history survey, most husbands "tipped up" all their wages and may (or may not) have received their "spends" in return.

Others had different arrangements, some men kept their overtime earnings, others earned pocket money by casual jobs, others kept back part of their wage. Many, however, like Mrs Hutchinson's father regarded their wages as their wives' property.

My dad used to like a drink but he never touched m'mother's money ... (She explains that he kept his overtime money). He used to give m'mother her wages and the other (the overtime) was his. He used to start at Friday night and at Saturday night he used to come home happen about 8 o'clock. He hadn't a ha'penny left, just enough for Church collection on Sunday.

Undoubtedly tradition, which played so important a part in working-class life, was the main reason for this practice. There were however other practical reasons, and men working a 55-hour week before 1914 and a 47-48 hour week after 1918 had little time and energy for the arduous task of balancing a family's budget when the income was small and the demands upon it large.

Because women controlled the family budget, they made the important decisions about where the family lived. She decided if expenditure on rent needed to be reduced or indeed could be increased and a 'better' house found: working-class families who managed to buy their own homes before 1914 seemed to rely extensively on mother's savings and financial judgement. Mr Matthew's family was large and poor and they owned their own house:

Our Albert Street house was about 5s. a week but they put it up to 5s.6d. Mother took the plunge to move but Dad was a bit hesitant. I don't know where she got the money from to put down on the Ramsden Street house ... Dad wouldn't take responsibility and Mother took the responsibility and moved ... It was a bigger house.

Women were also the moral arbiters in their families: sometimes father was used as a threat but again because he was absent at work for long periods, women assumed both the responsibility of establishing the "norms" for "right" behaviour in their children and also of punishing them when the rules were broken.

Mrs Charlton spoke thus of her parents:

Were your parents strict?

My mother was. She was boss if you know what I mean.

My dad was a little and my mother was big. Oh yes, my mother was boss.

Mrs Hewitson described her mother thus:

She wasn't bossy but she was the prevailing spirit in the house you know. We knew that and we were brought up that way and if Mother said it you did it and it wasn't a case of 'I'll ask m'dad'.

This moral authority was sometimes used by the women to control their husbands' behaviour too but this was not universal. It is interesting that the times when women were noted as asserting

themselves was over their husbands' use of their leisure time. Some undoubtedly found that husbands would fall into 'bad ways' and end up going to the pub and spending too much money there. Some women may, although we can only make surmises about this, have been determined to assert their authority over their husbands before they attempted to dominate them. (This theme is returned to later in the paper.)

Helen Bosanquet's view was perhaps exaggerated but was not without truth for some families: "Fathers are regarded by the children as plain inferior to mother in authority, in knowledge of right and wrong and above all of 'manners'. Talk of the subjection of women, I doubt if the bare idea of father being equal to mother in rank and authority even entered the mind of any child under sixteen"¹². Examples of women's attempts to control their husbands' behaviour ranged from asking the children to keep an eye on him when he went out to see he did not visit the pub, meeting husbands out of work on pay days to remove his wages, forcing husbands to church and to church organisations and in the case of one woman burning her husband's football shorts when she felt he was spending too much time with the 'local lads'.

The power working-class women exerted over their families' budgets and over their families' behaviour was exerted by the majority of working class women. However, within this majority group two sub-groups can be described. In the first and much

larger group women had either no paid work, and worked on a casual part-time basis, both inside and outside the home. In this group the roles of men and women were strictly segregated, men were the breadwinners, women controlled the family home and domestic economy. Men did not interfere with household matters and many women would have felt both uncomfortable and possibly threatened if they had done so. (This was their sphere and they did not wish to share their power in it.)

There was a smaller group of women who were full-time wage-earners (almost all of them were textile workers). Like their sisters who were not in full-time work, they assumed control of the family budget but otherwise there were considerable differences in their roles. The clear separation of roles between husbands and wives where the wife was not in full-time work, broke down when both were full-time wage earners. Rather surprisingly both became partners in home-making. Husbands, unlike other working-class men, took on such tasks as cooking, cleaning and child care (although they refused such public activities as window-cleaning). Perhaps it is not so surprising that these husbands became domesticated; few women could have long survived the double burden of mill work and housework unaided without serious danger to their health. Mrs Bridges said of her father:

He would get on his hands and knees and wash all the floor and he would do the backyard and the toilet and the kitchen floor and round the fireplace ... we used to have our own fires to do ... In the morning we never used to talk to each other.

Diana Gittins argues that "the power relationship would depend primarily on the wife's working or not working".¹⁴ But there is no oral evidence to support this argument that full-time working wives and mothers necessarily exerted more power and influence within their marriage than did their contemporaries with part-time or no paid work. Some of the most powerful women in the survey who were not so much their husband's equals but rather the dominant partner in the marriage, worked either part-time or not at all.

There were of course some women who were, as Engels suggested, oppressed by marriage. In these marriages the power seemed to be almost entirely with the husband and the wife almost had the status of a domestic servant (unpaid). That is perhaps an exaggeration because women in this group were still expected to feed, clothe and house the families. They cannot however be described as controlling their family budget because they were allowed so small a part of it, what ever in fact was left after the husband had taken a substantial part for his own entertainment (most commonly for his drinking).

In these families the father was all-powerful, dominating, subjugating, even terrifying his wife and children. Such families were in a small minority but a minority which cannot be ignored producing as it did untold physical and psychological misery.

Why was there such an unequal distribution of power within their marriages? No firm conclusions can be made but there are some pointers. These very domineering men shared some personality

And did you eat the fish or did he sell it?
Oh he sold it.

So it was all a bit of income really?

Yes. He would take all these groceries and she would perhaps have nothing in the pantry for us. How she managed I don't know. It is a mystery to me ...

He always had that little wallet at the back that wasn't ours. On a Saturday night he would get ready and put his jewellery on, his gold chain and rings, and what not. He would turn with his back to Mum, like this, to count his money. He had an eye for the ladies when he were out. He used to go to what they called the Long Vaults ... Well, we have come a long way since then. Our mothers thought they had to be there when the men come home, drunk or sober, to please or otherwise ...

Did he ever raise his hand to her, or was it just the children?

That is a story on its own, which didn't happen as we were growing up, naturally. But what neighbours have told us, it is an intimate thing, but it is true nevertheless. I have checked on it. She was having a child every year because in between where there was a three-year gap, there had been one or would have been one. What chance had she at that time with us lot ... God knows, she had got boozed on his way home from work ... God knows, she had enough on her plate but he has come home in a real bad state of drunkenness from all accounts and he has looked for her but she had run out of his way by fright, and she was pregnant. One of the neighbours said that many a time my mother sat on her lavatory out of the way as she was so frightened of him. Accusing all the time that it wasn't his and all that. Later on we found out that it was him that was playing the game. But poor Mum, at forty-four to die after only tasting a little bit of what life was all about.

And it was all the same pattern. Coming hom from work and giving her what was left. This was a more intimate life which was told to us by my mother's friends. He used to get the blues or something when he was drunk and he was always threatening her with the axe. This is the God's truth, every time she was pregnant she daren't tell him because he would start all over again, and naturally, it were his child. She never got out and she wasn't even a drinker. She didn't know what it was to go and sit in a pub, but he accused her all the time and it led from one thing to another. It hurts me to repeat it but nevertheless it's true. When the confinement happened he stood over her with a burning lamp threatening her ... terrifying her. He is dead, may God rest his soul! 15

traits. They had a keen and highly-developed sense of what was "manly". This almost inevitably included heavy drinking, demanding total obedience from their families, expecting and getting the best food available and spending an inordinate proportion of their wages on their own personal pleasures whether it was clothes, jewellery or gambling. They almost inevitably had very large families and in some cases tormented their wives even further by accusing them of having affairs with other men.

Many of the domineering men were talented and either held or could have held skilled and/or supervisory jobs. (A minority of them worked when they felt like it.) There was another small 'patriarchal' group, who like the first, dominated their families but who were not unkind and who did not drink. But they did expect obedience and to be the centre of attention... Like the majority of the bullying group they usually held supervisory or skilled jobs and their habits of controlling others were obviously carried from work to home.

Mrs Hesketh's father is described in some detail because he seems to epitomise the very worst of the husbands and fathers in this group:

My father was a fitter by trade but he was one that wouldn't be told. He was so good at it that he would chuck it up like that. You could never reckon on him being in work but he was never without in his own pocket. But he must have kept my mother short. She was a good mother, she was lovely ... He would have spasms. He would turn to anything as regards work really. I mean, you've got to be fair, but he didn't part with it. We didn't see much of him. He just come home to sort of make us (procreate us) and that was it. Mother would have to pile him up with groceries enough to last him four or five days and he would go and catch salmon. The name of the boat was the Yarrow. I remember that.

It is clear that for men such as these traditional mores had little power or influence. They were in revolt against them: They did not conform to the mores of moderate drinking, they were not good providers, they did not look after their families, they did not conform to the work ethic, they cared little for respectability or what the neighbours thought (otherwise why did they make such a point of publicly airing their suspicions of their wives' supposed infidelities?).

The unfortunate women who were married to men like this usually behaved as did Mrs Hesketh's mother, compliant, dutiful, silent, uncomplaining. Some came to believe life would have been different, better, if the women had stood up for themselves. Mrs Chadwick discovered too late that her own husband who had been "a lovely man when he were courting"; was a drunkard and a bully. She commented:

I never went with him because there was nothing for me in pubs. I didn't like it. He had got the wrong type, he should have got a real brash type that would go and have a drink with him and perhaps knock some sense into him. It's no good. I don't thrive on bother.¹⁶

(She was, rather to her relief, left a widow when quite young. She did not remarry). We shall never know how many marriages began with the husband trying to be dominant but meeting his match in an even more dominant wife.

It is perhaps of some significance that within these marriages where the husband had so much power and the wife so little, the women appear to have had very few, if any, close or extended family living near by. There is some evidence to suggest that if

a husband began to bully his wife then if there were relations living near by he was liable to be "dealt with". Mr Hamilton grew up in a rough family of street traders. His mother once threw her sister's husband through the window: "He had been clouting (hitting) her sister ... she stuck up for her sister."¹⁷ The man appears to have learned his lesson. Women who did not have nearby kin were often saved when their children grew up and assumed the role of adult kin protectors.

Mrs Hill's mother had been constantly moved all round Lancashire by her husband and had no close kin. She ran a series of public houses and bore 15 children. She was constantly ill-treated by her husband (and also accused of repeated infidelity). He spent most of his time going off to the races, dressed like a gentleman.

Eventually the older children stood up to the father and solved the problem:

He used to hit her. My eldest brother came back from the war ... on leave, and my dad had my mother in a corner facing the door, kicking her and he just lifted up his rifle to shoot him ... Our Nellie came in and knocked him flying, she said, "Don't Mark, it's not worth it". He said, "If you lay another finger on my mother I'll kill you ... don't ever forget it". He never hit her any more after that. She used to have her legs permanently bandaged to protect her.¹⁸

One would hesitate to extrapolate from this brief survey of working-class marriage any conclusions about the nature of power in a wider society but some of the points raised should lead to a discussion of the importance of tradition, physical and moral force and solidarity.

Footnotes

1. Much of the material in this paper appears in Elizabeth Roberts, A Woman's Place: An Oral History of Working-Class Women, 1890-1940 (1984).
2. The evidence was collected during two SSRC sponsored projects, into family and social life in Barrow and Lancaster (1974-76) and in Preston (1978-81). The tapes and indexed transcripts are kept as a public archive in the University of Lancaster.
3. Mr B.1.B, b. 1897, father and mother domestic servants. 13 children, 2 died. Mr B. a baker. 2 children.
4. K. Marx and F. Engels, Selected Works (vol.2). Foreign Publishing House, Moscow (1951), p. 205.
5. Helen Bosanquet, The family, (1906), p. 277.
6. Ibid., p. 199
7. J. Tilly and L. Scott, Women, Work and Family (1978) and M. Perrot, "De la nourrice a l'employee", Le Mouvement Social, 105 (1978).
8. Mrs H.3.L., b. 1903. Father a matting weaver, mother a domestic servant before marriage, child minding and washing and sewing after. 10 children, 3 died. Mrs H. a shop worker, domestic servant and millhand. 3 children.
9. Mr M.1.B, b. 1892. Father a railway labourer, mother a domestic servant before marriage. 12 children, 2 died. Mr M. a grocer in the Co-op. 1 child.
10. Mrs C.2.P., b. 1899. Father a tailor, mother a tailor's machinist, took in sewing after marriage. 3 children. Mrs C. a weaver. 2 children.
11. Mrs H.2.B., b. 1885. Father a carter for the railway, mother a domestic servant before marriage, lodgers and sewing after. 4 children. Mrs H. a dressmaker. No children.
12. H. Bosanquet, ibid, p.199.
13. Mrs B.2.P., b. 1916. Father a labourer, mother a winder. 2 children (1 died). Mrs B. a weaver. 2 children.
14. Diana Gittins, "Women's work and family size between the wars", Oral History, vol.3, no.2 (1975).
15. Mrs H.4.P., b.1903. Father a fitter, mother a weaver. 10 children, 2 died. Mrs H. a weaver, domestic servant. 2 children.
16. Mrs C.3.P., b.1897. Illegitimate. Mother a weaver. Mrs C. a shop assistant. 1 child died.
17. Mr H.6.P., b. 1896. Father a blacksmith, mother a street trader. 6 children, 2 died. Mr H. a weaver, stoker, miner. 4 children, 1 died.
18. Mrs H.1.P., b.1911. Father publican, mother publican. 15 children, 5 died. Mr H. a weaver. 3 children.

L'HISTOIRE ORALE REND-ELLE LA PAROLE A CEUX QUI

EN SONT PRIVÉS OU LE RÉCIT DE VIE EST-IL UN LIEU

HORS-POUVOIR?

Régine ROBIN

L'Histoire orale est aujourd'hui confrontée à des problèmes théoriques et méthodologiques nouveaux. Depuis quelques années, de part et d'autre de l'Atlantique, un ensemble de chercheurs croient pouvoir, par le récit de vie, l'approche biographique, l'entretien semi-directif, restituer une parole hors-pouvoir, une contre-mémoire, une parole de quotidienneté, de mémoire populaire. En un mot, et quelque soit les choix théoriques et méthodologiques des chercheurs, quelque soit leur objet, l'Histoire orale serait le domaine d'élection de la parole ordinaire, d'une histoire démocratique échappant aux rêts de l'institution et de l'officialité. Minorités nationales, ethniques ou sexuelles, groupes marginaux, éléments de la société dominés et persécutés se forgeraient ainsi en se racontant une identité propre sur laquelle le Pouvoir n'aurait pas de prise immédiate. L'Histoire orale serait "militante" comme malgré elle, tout en étant scientifique, au sens non positiviste du terme bien entendu. Navigant de l'objectif au subjectif, recherchant aussi bien des informations socio-structurelles que des fonctionnements symboliques, rendant compte aussi bien, selon l'heureuse expression de D. Bertaux, des "modes de vie" que du "vécu", l'Histoire orale serait la clé de cette autre mémoire, mémoire d'en bas ou d'ailleurs que nous poursuivons tous.

Loin de moi l'idée de nier les apports considérables des approches biographiques de quelque horizon qu'elles soient. Beaucoup a été fait ces

quinze dernières années dans ce nouveau chantier des sciences humaines.

Ce qui m'intéresse ici, c'est d'interroger le titre même du congrès "Le Pouvoir dans la société" en rapport avec l'Histoire orale. Ma question est la suivante: L'Histoire orale rend-elle la parole à ceux qui en sont privés, ou l'Histoire orale est-elle un lieu hors-pouvoir?

Le récit de vie, vécu subjectif d'un individu, d'une collective, est souvent un récit identitaire qui dessine l'espace d'une contre-mémoire en face de l'autre, ou tout simplement de la mémoire officielle. Or, la contre-mémoire ne se donne que dans la dissymétrie de l'hégémonie qui la pré-détermine sur le plan axiologique et idéologique, et dans la doxa, le stéréotype discursif qu'elle ne fait que répéter à son insu. Tout récit de vie, en effet, suit un schéma narratif implicite, si fragmentaire qu'il soit, si décousu et si répétitif qu'il se présente en apparence. Raconter sa vie, on l'a dit maintes et maintes fois, c'est se mouler dans un cadre, un genre qui obéit à des lois, structure temporelle rétroactive et rétrospective, regard sur le passé, chronologie d'événements obligés, naissance, première communion, mariage, travail, guerre, enfants, etc. C'est aussi par le regard rétrospectif donner sens, cohérence et continuité à une existence en projetant sur elle un ensemble de valeurs. Pas de récit de vie sans ce bilan évaluatif.

Cette contre-mémoire discursive, quel objet cerne-t-elle? Comment en rendre compte sans une théorie générale du texte que les Historiens prendraient enfin au sérieux, sans un cadre théorique qui permettrait à la fois de tenir compte des informations que l'on peut glaner ici et là sur la référence extra-textuelle, et des fonctionnements discursifs à

l'oeuvre dans le récit de vie. Or, ce dernier n'est ni une source ordinaire de la pratique historique, ni une source littéraire. Pour en cerner la spécificité, je voudrais interroger les concepts de la socio-critique élaborés par Claude Duchet et remplacer l'ensemble des récits de vie dans le cadre d'une approche globale du discours social dans un état de société. Rappelons brièvement quelques principes de base.

Un texte quel qu'il soit n'a jamais affaire directement à la référence, à l'extra-texte mais toujours à des référents textuels, à du discours social qu'il va incorporer de façon spécifique, en le remaniant, le retravaillant, le déformant ou le figeant, bref en se situant par rapport à lui. J'appelle ici discours social, me référant à Marc Angenot¹ et Claude Duchet², la globalité de ce qui se dit, s'imprime, circule dans un état de société donnée, mais non pas dans une organisation systématique, au contraire, dans l'incohérence, le fragment, l'hybride, la rumeur sociale si l'on veut. Si l'on appelle co-texte d'une façon plus large ce qui se dessine autour du texte, un espace de convulsiion et de lisibilité, on dira que le co-texte n'est jamais lu, jamais déchiffré directement par le texte. Il n'y a pas de transparence du rapport du texte et de l'extra-texte. Tout lecteur, comme tout narrateur, lit et produit à travers un espace de médiations qui tend à fixer le sens, à travers des grilles culturelles, ce que Claude Duchet appelle un "sociogramme", notion qui me semble fondamentale car elle permet pour la première fois depuis les oeuvres de L. Goldmann, et ce, en tenant compte de l'apport de la narratologie de la poétique et de la sémiotique, un véritable travail sur et dans la médiation. Le sociogramme est une concrétisation, une actualisation de l'imaginaire social. Claude Duchet en donne la définition suivante: "Ensemble

flou, instable, conflictuel de représentations partielles, centrées autour d'un noyau, en interaction les unes avec les autres". Ensemble flou, instable, pour montrer à la fois l'incertitude des contours et la plasticité du sociogramme qui ne cesse de se transformer, par précipitation au sens chimique du terme, laissant des résidus du type "clichés", doxa, stéréotypes, ou par adjonction de nouveaux éléments, par déplacement, bref par évolution d'une structure ouverte. Conflictuel, oscillant entre deux pôles du regard social, mais nécessitant un consensus minimal sur le fait qu'il y a sociogramme, image culturelle, même chargée de signes idéologiques contraires.

Toute formation discursive est ainsi aux prises avec ces sociogrammes en face desquels, dans lesquels, à propos desquels elle va travailler. Or, comme je l'ai déjà souligné, le récit de vie au sens large³ n'est ni le discours historique, ni une source habituelle du discours historique, ni à l'autre pôle du discours littéraire, même s'il s'y inscrit de façon implicite une forte structure narrative et actantielle. On sait que Barthes oppose à tout discours de certitude, de vérité, discours de pouvoir sinon du pouvoir, le travail littéraire: "Mais à nous, qui ne sommes ni des chevaliers de la foi, ni des surhommes, il ne reste si je puis dire, qu'à tricher avec la langue, qu'à tricher la langue. Cette tricherie salutaire, cette esquivé, ce leurre magnifique, qui permet d'entendre la langue hors-pouvoir, dans la splendeur d'une révolution permanente du langage, je l'appelle pour ma part: la littérature... j'entends par littérature, non un corps ou une suite d'oeuvres, ni même un secteur de commerce ou d'enseignement, mais le graphe complexe des traces d'une pratique: la pratique d'écriture. Je vise donc en elle essentiellement le texte, c'est-à-